

# **Budget supplémentaire des dépenses (B)**

## **2010-2011**

Pour  
l'exercice financier se  
terminant le 31 mars 2011

## Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction au budget supplémentaire des dépenses .....	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses .....	26
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011 .....	28
Annexes proposées au projet de loi de crédits .....	30
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses .....	57
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés .....	60
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense .....	64
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor .....	70
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	82
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	91
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses .....	98
Détails par ministère, organisme et Société d'État .....	104
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>	
Ministère .....	111
Agence canadienne de développement international .....	114
Centre de recherches pour le développement international .....	117
Commission mixte internationale .....	117
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne .....	118
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère .....	122
Agence canadienne de développement économique du Nord .....	126
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC .....	128
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère .....	131
AGENCE DU REVENU DU CANADA .....	133
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère .....	136
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	138
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère .....	140
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	141
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat .....	145
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère .....	148
Société du Vieux-Port de Montréal inc. .....	148
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère .....	151
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire .....	152
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .....	154
ENVIRONNEMENT	
Ministère .....	159
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	160
Agence Parcs Canada .....	161
FINANCES	
Ministère .....	165
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	166
INDUSTRIE	
Ministère .....	171
Agence spatiale canadienne .....	173
Commission canadienne du tourisme .....	173
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....	174
Conseil national de recherches du Canada .....	175
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	176
Conseil de recherches en sciences humaines .....	177
Statistique Canada .....	178
JUSTICE	
Ministère .....	181
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	182
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	182
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	183
PARLEMENT	
Bibliothèque du Parlement .....	186

## Table des matières

<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>	
Ministère.....	191
Société Radio-Canada .....	192
Musée canadien des civilisations .....	193
Musée canadien de la nature .....	193
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	194
Bibliothèque et Archives du Canada .....	194
Société du Centre national des Arts .....	194
Musée des beaux-arts du Canada .....	195
Musée national des sciences et de la technologie.....	195
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	196
<b>PÊCHES ET OCÉANS .....</b>	198
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
Ministère.....	203
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	
Ministère.....	207
Énergie atomique du Canada limitée.....	209
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	210
Office national de l'énergie.....	210
<b>SANTÉ</b>	
Ministère.....	213
Instituts de recherche en santé du Canada.....	215
Agence de la santé publique du Canada.....	216
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>	
Ministère.....	220
Agence des services frontaliers du Canada .....	221
Service canadien du renseignement de sécurité .....	222
Service correctionnel du Canada.....	223
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	223
Bureau de l'enquêteur correctionnel .....	224
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>	
Gendarmerie royale du Canada .....	225
<b>TRANSPORTS</b>	
Ministère.....	230
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	232
Marine Atlantique S.C.C .....	232
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	233
Société du Vieux-Port de Montréal inc .....	235
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	235
Tribunal d'appel des transports du Canada .....	235
VIA Rail Canada Inc .....	236
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX .....</b>	239

# Introduction au budget supplémentaire des dépenses

## Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

## Objectif et renseignements généraux

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peuafinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.



<http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20102011/me-bpd/toc-tdm-fra.asp>

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Lors des trois derniers exercices, trois budgets supplémentaires des dépenses étaient déposés chaque année, soit un pour chacune des périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (B) est le second budget supplémentaire des dépenses prévu pour l'exercice en cours et sera déposé au Parlement au cours de la période d'octroi des crédits se terminant le 10 décembre 2010.

## Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011

Le Budget principal des dépenses 2010-2011, déposé le 3 mars 2010, visait à obtenir l'autorisation du Parlement afin de dépenser 96,3 milliards de dollars en crédits votés. Le Budget principal des dépenses présentait également des renseignements au sujet de 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives pour un budget principal des dépenses total de 259,0 milliards de dollars. La *Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011* a reçu la sanction royale le 31 mars 2010 et a fourni des crédits provisoires de 27,2 milliards de dollars aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2010, moment auquel les crédits restants de 69,1 milliards de dollars du Budget principal des dépenses ont été fournis en vertu de la *Loi sur le crédit n° 2 pour 2010-2011*, qui a reçu la sanction royale le 30 juin 2010.

### Budget principal des dépenses – 259,0 milliards de dollars

*96,3 milliards de dollars en crédits votés et 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives*

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011 a été déposé le 25 mai 2010 en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement d'engager des crédits votés de 3,3 milliards de dollars. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2010-2011* a permis d'obtenir la totalité des crédits demandés dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) et a reçu la sanction royale le 30 juin 2010.

### Budget supplémentaires des dépenses (A) – 2,6 milliards de dollars

*3,3 milliards de dollars en crédits votés et une diminution de 0,7 milliards de dollars en dépenses législatives*

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 4,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 4,6 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une réduction de 2,0 milliards de dollars des dépenses législatives prévues.

**Présent Budget supplémentaire des dépenses**  
**– 2,4 milliards de dollars**  
*4,4 milliards de dollars en crédits votés et une diminution de 2,0 milliards de dollars en dépenses législatives*

**Tableau 1 – Total du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 (en millions de dollars)**

	Budgétaire <sup>1</sup>	Non budgétaire <sup>2</sup>	Total
Crédits votés <sup>3</sup>	4 359,7	—	4 359,7
Dépenses législatifs <sup>4</sup>	(1 215,4)	(809,4)	(2 024,8)
Total	3 144,3	(809,4)	2 334,9

**Nota:**

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Le tableau 2 illustre le rapprochement des budgets des dépenses à ce jour et du budget fédéral de 2010 déposé le 4 mars 2010.

**Tableau 2 – Dépenses budgétaires de 2010-2011 (en milliards de dollars)**

Budget fédéral (mars 2010)	280,5
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>	
Budget principal des dépenses 2010-2011*	261,6
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011	1,9
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011	3,1
<i>Total des budgets des dépenses à ce jour</i>	266,6
<i>Rajustements :</i>	
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	16,4
Autres rajustements***	(2,5)
<i>Total des rajustements</i>	13,9
<b>Total</b>	<b>280,5</b>
<b>Variance</b>	<b>0</b>

\* Comprend des montants de 150,3 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada, de 49,7 millions de dollars pour l'Agence Pares Canada et de 157,9 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant des affectations de 2009-2010.

\*\* Le budget fédéral présente les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.

\*\*\* Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

---

### Points saillants de ce budget supplémentaire des dépenses

Cette section donne un aperçu des principaux postes (votés et législatifs) présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

#### Les principaux postes inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement :

#### Postes votés

##### **Fonds pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'investissement en appui de la stratégie de défense Le Canada d'abord – 649,1 millions de dollars**

Ces fonds permettront d'appuyer plusieurs grands projets en matière de capacité des Forces canadiennes, dont la Capacité de transport aérien stratégique (C-17), la Capacité de transport aérien tactique (C-130J), la Famille de véhicules de combat terrestre et l'augmentation de l'effectif de la Force régulière. En outre, ces ressources viendront garantir que l'on dispose du personnel, des pièces détachées, des infrastructures et des fonds opérationnels requis pour faire plein usage des équipements acquis.

**Défense nationale**  
*649,1 millions de dollars*

##### **Fonds pour des règlements des revendications particulières – 308,0 millions de dollars**

Les règlements des revendications particulières ont pour but de réparer les injustices historiques qui découlent du non-respect présumé d'obligations imparties par la loi (un traité, par exemple) ou de la mauvaise administration présumée des terres ou d'autres biens aux termes de la *Loi sur les Indiens*. Ces fonds faciliteront les règlements des revendications prévus au cours de l'exercice considéré.

**Affaires indiennes et du Nord canadien**  
*308,0 millions de dollars*

##### **Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs – 294,6 millions de dollars**

En 2006, des fonds avaient été mis en réserve dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens afin de verser des indemnités aux victimes d'abus graves et d'abus sexuels à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits. Ces fonds ont été répartis également au cours des six années de la Convention, étant attendu qu'il faille peut-être procéder à des ajustements pour tenir compte de la date et du nombre de revendications et de compensations à traiter. Étant donné que le nombre de demandes liées à des abus et que le montant des indemnités réclamées ne cessent de croître et sont nettement supérieurs à ce qui avait été prévu à l'origine, Affaires indiennes et du Nord canadien demande un rajustement afin de pouvoir continuer à traiter les demandes de paiements adjugés par des tribunaux.

**Affaires indiennes et du Nord canadien**  
*294,6 millions de dollars*

##### **Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liés à la réduction de l'effectif – 294,0 millions de dollars**

Ces fonds permettront à Énergie atomique du Canada limitée de supporter les coûts associés à la production continue d'isotopes, notamment les réparations et le redémarrage du réacteur national de recherche universel (NRU); à l'arrêt progressif des installations de production d'isotopes; aux mises à jour liées à l'infrastructure et aux opérations relativement aux priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement aux laboratoires de Chalk River; à la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits; aux manques à gagner des projets de prolongation de la durée de vie des réacteurs; et à la gestion des pressions opérationnelles.

**Énergie atomique du Canada limitée**  
*294,0 millions de dollars*

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

---

### **Financement destiné au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale en vue d'appuyer les projets d'infrastructures municipales de moindre envergure, notamment les projets de traitement des eaux et des eaux usées, et les projets culturels ou récréatifs – 184,2 millions de dollars**

Le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale permet de financer des projets d'infrastructure afin d'améliorer la qualité de vie des gens et le potentiel économique des petites communautés.

**Bureau de l'infrastructure du Canada**  
*184,2 millions de dollars*

### **Fonds pour appuyer les activités de programmes liées à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans les pays en développement – 173,5 millions de dollars**

Tel qu'il a été convenu au sommet du G8, l'aide du Canada à l'intention de pays tels que le Mali, le Mozambique, le Nigéria, la Tanzanie, l'Afghanistan, l'Éthiopie et Haïti porte sur les principales causes de décès chez les mères et les enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement, et plus particulièrement sur la continuité des soins dans les régions où l'incidence de la mortalité chez les mères et les enfants est la plus élevée. Au nombre des projets particuliers, citons le renforcement des systèmes de santé nationaux, l'amélioration de la nutrition et la prévention et le traitement des principales affections et maladies.

**Agence canadienne de développement international**  
*173,5 millions de dollars*

### **Financement pour le Fonds Chantiers Canada, lequel comporte le volet Grandes infrastructures ciblant des projets stratégiques de grande envergure revêtant une grande importance sur les plans national et régional – 166,5 millions de dollars**

Ces fonds appuieront des projets stratégiques de grande envergure revêtant une importance à l'échelle nationale et régionale, principalement des projets en matière des priorités nationales liées à l'eau potable, aux eaux usées, au réseau routier national de base, au transport en commun et à l'énergie verte.

**Bureau de l'infrastructure du Canada**  
*166,5 millions de dollars*

### **Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique en vue d'appuyer les projets de grande envergure, tant à l'échelle fédérale que régionale, dans des domaines indispensables au soutien de la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens – 162,3 millions de dollars**

Par l'entremise du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique, ces fonds permettront de financer les projets d'infrastructure dans les cinq catégories d'investissements suivantes : infrastructures routières et ferroviaires, infrastructures de transport local, infrastructures de tourisme ou de développement urbain, infrastructures relatives à l'eau et aux eaux usées, et réseaux à large bande (connectivité des télécommunications).

**Bureau de l'infrastructure du Canada**  
*162,3 millions de dollars*

### **Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux (pour le paiement rétroactif visant la période avant le 1<sup>er</sup> avril 2010) – 137,1 millions de dollars**

Ce financement sert à offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés en raison des répercussions des conventions collectives et des autres rajustements apportés aux conditions d'emploi ou de prestation de services. Ces coûts découlent des ententes conclues entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet 2010 et se rapportent aux redressements rétroactifs correspondant à la période antérieure au 1<sup>er</sup> avril 2010.

**Secrétariat du Conseil du Trésor**  
*137,1 millions de dollars*

### **Fonds pour des grands projets d'immobilisations – 112,9 millions de dollars**

Ces fonds permettront d'appuyer les projets d'immobilisation en cours, notamment le Projet de la capacité de transport aérien tactique et le Projet des hélicoptères de transport moyen à lourd, de financer six nouveaux projets d'infrastructure provenant des ressources de la Défense nationale annoncées dans les budgets fédéraux de 2005 et de 2006, ainsi que de rééchelonner des fonds pour 17 projets d'infrastructure en cours. Le calendrier des besoins de trésorerie pour ces projets a été modifié pour tenir compte des mises à jour apportées aux échéanciers des projets.

**Défense nationale**  
*112,9 millions de dollars*

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

---

### **Financement pour le fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan environnemental et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre – 102,6 millions de dollars**

Le fonds de la taxe sur l'essence permet de fournir un financement stable et prévisible afin de soutenir des projets d'infrastructure municipale durables sur le plan de l'environnement dans les domaines suivants : transport en commun, eau potable, infrastructure des eaux usées, énergie verte, gestion des déchets solides, routes et pont locaux.

**Bureau de l'infrastructure  
du Canada**

*102,6 millions de dollars*

### **Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :**

#### **Postes législatifs**

#### **Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la Loi d'exécution du budget de 2009 – 2 900,0 millions de dollars**

La *Loi d'exécution du budget de 2009* prévoit de nouvelles mesures visant à améliorer les prestations d'assurance-emploi et stipule que le coût de ces mesures sera financé par le Trésor. Le présent budget supplémentaire des dépenses prévoit une disposition législative pour le virement de sommes du Trésor au Compte d'assurance-emploi pour payer ces coûts. En outre, le présent budget indique une diminution du Compte à fins déterminées consolidé afin de compenser ces coûts supplémentaires tels qu'ils y figuraient auparavant.

**Ressources humaines et  
Développement des  
compétences**

*2 900,0 millions de dollars*

#### **Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure afin d'accélérer les projets de construction prêts à être entamés des provinces, des territoires et des municipalités, et d'en augmenter le nombre – 590,8 millions de dollars**

Le Fonds de stimulation de l'infrastructure vise à financer des projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux qui seront réalisés au cours des exercices 2009-2010 et 2010-2011. Les projets admissibles portent sur la gestion de l'eau et des eaux usées, le transport en commun, l'infrastructure routière, la culture, les parcs et sentiers et l'infrastructure des services communautaires.

**Bureau de l'infrastructure  
du Canada**

*590,8 millions de dollars*

#### **Paiement de protection sur les transferts totaux pour la péréquation fiscale – 509,5 millions de dollars**

Les paiements au titre de la protection sur les transferts totaux sont des sommes uniques versées aux provinces qui, autrement, auraient enregistré, de 2009-2010 à 2010-2011, une diminution des principaux paiements de transfert provenant du gouvernement fédéral.

**Finances**

*509,5 millions de dollars*

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

---

**Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (non budgétaire) – (1 132 millions de dollars)**

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada, en propriété exclusive du gouvernement du Canada et géré selon des principes commerciaux et de façon autonome sur le plan financier. EDC offre des solutions novatrices en matière de financement, d'assurance et de gestion des risques afin d'aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à accroître leurs activités commerciales internationales. Le Compte du Canada facilite le commerce en appuyant les transactions qui vont au-delà du seuil de risque d'EDC mais qui, d'après le gouvernement, sont dans l'intérêt du public. Ce rajustement tient compte des paiements anticipés provenant de General Motors du Canada et d'Air Canada. Les fonds remboursés au Compte du Canada sont ensuite versés au Trésor.

**Exportation et développement du Canada**

(1 132 millions de dollars)

**Nouvelles prévisions relatives au frais de la dette publique – (2 909,0 millions de dollars)**

Le ministère des Finances détient une autorisation législative pour gérer les coûts d'intérêts sur les emprunts du gouvernement fédéral. En raison des changements apportés aux normes comptables en vertu de la *Loi sur l'emploi et la croissance économique*, les prévisions des frais de la dette publique provenant du budget fédéral ne représentent plus désormais une estimation raisonnable des dépenses en espèces devant être inscrites dans le budget des dépenses. Ces nouvelles prévisions sont fondées sur un changement à la méthodologie et tiennent mieux compte des montants devant être imputés à l'autorisation législative en 2010-2011.

**Finances**  
(2 909,0 millions de dollars)

**Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées**

**Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :**

- Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – En vertu du décret C.P. 2010-1083, le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, est intégré au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord, à compter du 27 août 2010;
- Société du Vieux-Port de Montréal inc. – En vertu du décret C.P. 2010-1068, le leader du gouvernement à la Chambre des communes, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été nommé à titre du ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la Loi sur la gestion des finances publiques.

**Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :**

Les organisations suivantes demandent des modifications aux nouveaux crédits votés :

**Nouveau crédits**

- Affaires étrangères et Commerce international (crédit 12b);
- Agence canadienne de développement international (crédit L32b);
- Conseil du Trésor (crédit 15)
- Finances (crédits 7b et 12b);

Les organisations suivantes demandent des modifications au libellé des crédits votés :

**Modifications au libellé des crédits**

- Affaires étrangères et Commerce international (crédit 10b);
- Agence canadienne de développement international (crédit L30b);

## Introduction au budget supplémentaire des dépenses

---

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses à titre d'information :

- Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales;
- Agence canadienne de développement économique du Nord – Fonds d'adaptation des collectivités;
- Agence canadienne de développement international – En vertu de l'article 144 de la *Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*, un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1<sup>er</sup> avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 20 468 404 \$;
- Agence canadienne de développement international – Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital (non budgétaires);
- Agence de promotion économique du Canada Atlantique – Fonds d'adaptation des collectivités;
- Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Fonds d'adaptation des collectivités;
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Contributions à la Fondation Rick Hansen;
- Finances – Financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8);
- Finances – Garanties de marché en matière d'agriculture (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8);
- Finances – Paiements à la Société financière internationale pour appuyer l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8) (non budgétaire);
- Finances – Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PME) (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, article 8);
- Ressources humaines et Développement des compétences – Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la *Loi d'exécution de budget de 2009*.

### Nouvelles autorisations législatives



## TABLEAUX SOMMAIRES

**Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses**  
**Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011**  
**Annexes proposées au projet de loi de crédits**  
**Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses**  
**Sommaire des modifications apportées aux crédits votés**  
**Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses**  
    **par article courant de dépense**  
**Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor**  
**Postes horizontaux inclus dans le présent budget**  
    **supplémentaire des dépenses**  
**Transferts entre organisations inclus dans le présent budget**  
    **supplémentaire des dépenses**  
**Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des**  
    **dépenses**

## Tableaux sommaires

---

### *Aperçu des tableaux sommaires*

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

#### **1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses**

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour, ce qui comprend le budget principal et le budget supplémentaire (A). La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Des renseignements au sujet des crédits centraux du Conseil du Trésor se retrouvent sous le tableau intitulé « Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor ». Les colonnes sous « Total des autorisations à ce jour » représentent le total des budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter et Autorisations législatives.

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2010-2011.

#### **2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011**

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

#### **3. Annexes proposées au projet de loi de crédits**

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2012.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.

## Tableaux sommaires

---

- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s'élève à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou pour couvrir les dépenses d'une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l'administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
  - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
  - ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
  - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
  - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

## Tableaux sommaires

---

- v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits dans le cas d’un report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent.
- vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.

### 4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l’adoption d’autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d’information uniquement.

### 5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l’information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu’invoquent les organisations pour réduire le montant demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

### 6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d’indiquer de façon plus précise l’incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l’économie, il faut établir le montant net des achats de l’État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d’articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu’utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d’entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d’ouvrages

## Tableaux sommaires

---

9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de cette section.

### 7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, urgentes et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfais afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période d'octroi de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période d'octroi de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice. Les ministères, les organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

## Tableaux sommaires

---

### **8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

### **9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Les organisations demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

### **10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

1. transférer des fonds d'un crédit à un autre;
2. radier des dettes;
3. modifier une garantie de prêt;
4. autoriser une subvention;
5. modifier des lois de crédits antérieures.

## Tableaux sommaires

---

### *Explication des articles courants de dépenses*

#### **1. Personnel**

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

#### **2. Transports et communications**

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolissement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, courrier recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que la location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télex, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

#### **3. Information**

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étagages.

## Tableaux sommaires

---

- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

### 4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

### 5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.
- Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

### 6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

### 7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
  - aliments pour bétail;
  - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
  - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
  - graines de semence;
  - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;

## Tableaux sommaires

---

- uniformes et fourniment;
- photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
- fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
- fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
- produits chimiques;
- approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
- œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
- fournitures du service de nettoyage;
- bois et charbon;
- fournitures électriques;
- pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

### 8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.
- Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

### 9. Acquisition de machines et de matériel

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

## Tableaux sommaires

---

### 10. Paiements de transfert

- Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :
  - Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
  - Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
  - Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
  - Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
  - Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
  - Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
  - Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.
- La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

### 11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

### 12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».
- Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarraje, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.



## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère .....	2 833 013 915	166 500 000	9 026 944	2 842 040 859	166 500 000
Agence canadienne de développement international.....	3 211 205 854	1	9 191 208	3 220 397 062	1
Centre de recherches pour le développement international .....		181 475 708	.....	181 475 708	.....
Commission mixte internationale .....		8 374 586	423 337	8 797 923	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne .....		3 050 569	.....	3 050 569	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère .....	7 407 203 616	77 803 000	22 448 338	7 429 651 954	77 803 000
Agence canadienne de développement économique du Nord .....		61 202 764	.....	684 462	61 887 226
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	467 379 811	.....	2 094 018	469 473 829	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère .....	382 170 486	.....	3 982 015	386 152 501	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA .....	4 635 523 547	.....	.....	4 635 523 547	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère .....	2 975 885 898	.....	35 222 512	3 011 108 410	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....		669 719 226	27 630 880	697 350 106	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère .....	1 571 017 002	1	19 456 203	1 590 473 205	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....		117 060 069	.....	4 494 555	121 554 624
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat .....	5 052 742 240	.....	(1 062 464 698)	3 990 277 542	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère .....	157 517 359	.....	5 780 571	163 297 930	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....		.....	.....	.....	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère .....	21 509 419 655	.....	410 455 469	21 919 875 124	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire .....		4 685 298	.....	158 049	4 843 347
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	451 652 390	.....	2 086 236	453 738 626	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère .....	1 097 925 232	.....	23 489 901	1 121 415 133	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		30 411 628	1 649 266	32 060 894	.....
Agence Parcs Canada.....		918 407 798	.....	918 407 798	.....
FINANCES					
Ministère .....	87 072 530 514	1	4 450 128	87 076 980 642	1
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....		49 773 880	.....	2 116 842	51 890 722
INDUSTRIE					
Ministère .....	2 489 574 628	800 000	19 073 941	2 508 648 569	800 000
Agence spatiale canadienne .....		390 791 788	10 401 938	401 193 726	.....
Commission canadienne du tourisme .....		100 643 061	.....	100 643 061	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....		461 965 277	.....	461 965 277	.....
Conseil national de recherches du Canada.....		878 867 939	.....	878 867 939	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	1 019 690 431	.....	2 069 703	1 021 760 134	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....		674 341 977	1 150 815	675 492 792	.....
Statistique Canada.....		562 733 129	23 153 007	585 886 136	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Dépenses budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
12 412 800 (1 000 000)	107 618 575 265 755 616	..... 38 918 404	..... 2	(1 132 000 000) 36 846 610	(1 011 968 625) 340 520 632	2 962 072 234 3 524 071 082	(965 500 000) 36 846 613
171 946 ..... (2 483 000)	13 440 778 224 754 .....	..... ..... .....	..... ..... .....	..... ..... .....	13 612 724 224 754 (2 483 000)	195 088 432 9 022 677 567 569	..... ..... .....
(14 117 819)	833 601 907	6 466 646	.....	.....	825 950 734	8 255 602 688	77 803 000
.....	5 356 777	1 611 254	.....	.....	6 968 031	68 855 257	.....
(710 000)	66 439 166	1 086 716	.....	.....	66 815 882	536 289 711	.....
186 000 (14 298 672)	23 190 935 759 678	5 062 903 .....	..... .....	..... .....	28 439 838 (13 538 994)	414 592 339 4 621 984 553	..... .....
(1 141 800) 882 100	37 780 816 19 557 423	253 700 000	.....	.....	290 339 016 20 439 523	3 301 447 426 717 789 629	..... .....
(1 650 000)	25 833 518	.....	.....	.....	24 183 518	1 614 656 723	1
.....	7 098 418	.....	.....	.....	7 098 418	128 653 042	.....
276 355	138 357 023	.....	.....	.....	138 633 378	4 128 910 920	.....
7 018 250	1 403 190 913 795	.....	.....	.....	1 403 190 7 932 045	164 701 120 7 932 045	..... .....
(7 547 470)	699 227 623	.....	.....	.....	691 680 153	22 611 555 277	.....
.....	2 081 900	.....	.....	.....	2 081 900	6 925 247	.....
(230 000)	30 579 606	4 500 000	.....	.....	34 849 606	488 588 232	.....
522 521	5 170 681	.....	.....	.....	5 693 202	1 127 108 335	.....
.....	160 000	.....	.....	.....	160 000	32 220 894	.....
989 314	1	.....	.....	.....	989 315	919 397 113	.....
.....	2 (2 316 855 000)	1	285 720 000	(2 031 134 997)	84 760 125 644	285 720 002	.....
.....	3 392 539	.....	.....	.....	3 392 539	55 283 261	.....
(9 198 392)	116 766 717	12 400 000	.....	.....	19 968 325	2 628 616 894	800 000
2 600 000	232 613	.....	.....	.....	2 832 613	404 026 339	.....
8 000 000	1	.....	.....	.....	8 000 001	108 643 062	.....
1 298 392	88 444 348	42 500 000	.....	.....	132 242 740	594 208 017	.....
650 000	1 619 642	.....	.....	.....	2 269 642	881 137 581	.....
100 000	39 699 530	.....	.....	.....	39 799 530	1 061 559 664	.....
271 836	12 613 310	.....	.....	.....	12 885 146	688 377 938	.....
.....	86 596	.....	.....	.....	86 596	585 972 732	.....

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
JUSTICE					
Ministère .....	736 581 431	.....	13 030 603	749 612 034	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	59 708 793	.....	808 930	60 517 723	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	163 623 465	.....	6 196 101	169 819 566	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	34 452 676	.....	1 182 449	35 635 125	.....
PARLEMENT					
Bibliothèque du Parlement.....	42 455 920	.....	.....	42 455 920	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère .....	1 290 022 422	.....	12 723 724	1 302 746 146	.....
Société Radio-Canada.....	1 090 906 150	.....	.....	1 090 906 150	.....
Musée canadien des civilisations.....	65 325 330	.....	.....	65 325 330	.....
Musée canadien de la nature .....	30 360 757	.....	.....	30 360 757	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	8 293 492	.....	1 067 016	9 360 508	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	120 730 955	.....	4 705 585	125 436 540	.....
Société du Centre national des Arts .....	35 183 033	.....	.....	35 183 033	.....
Musée des beaux-arts du Canada .....	49 266 222	.....	.....	49 266 222	.....
Musée national des sciences et de la technologie .....	30 684 131	.....	.....	30 684 131	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....	30 839 652	.....	429 255	31 268 907	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 980 006 557	.....	23 893 315	2 003 899 872	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère .....	44 417 428 219	765 110 776	29 316 550	44 446 744 769	765 110 776
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère .....	4 468 477 684	.....	29 861 465	4 498 339 149	.....
Énergie atomique du Canada limitée .....	402 452 000	.....	.....	402 452 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	131 422 113	.....	1 990 516	133 412 629	.....
Office national de l'énergie .....	59 669 192	.....	1 950 601	61 619 793	.....
SANTÉ					
Ministère .....	3 660 739 604	.....	22 777 639	3 683 517 243	.....
Instituts de recherche en santé du Canada .....	980 828 945	.....	2 162 017	982 990 962	.....
Agence de la santé publique du Canada .....	688 873 834	.....	17 601 810	706 475 644	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère .....	672 746 733	.....	6 825 531	679 572 264	.....
Agence des services frontaliers du Canada .....	1 789 993 927	.....	.....	1 789 993 927	.....
Service canadien du renseignement de sécurité .....	507 900 065	.....	18 185 954	526 086 019	.....
Service correctionnel du Canada .....	2 468 146 139	.....	37 703 934	2 505 850 073	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles .....	46 406 733	.....	2 044 134	48 450 867	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel .....	3 957 939	.....	50 172	4 008 111	.....
Gendarmerie royale du Canada .....	3 194 711 530	.....	58 958 602	3 253 670 132	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Dépenses budgétaires
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
	1 533 987	16 184 836	.....	.....	.....	<b>17 718 823</b>	767 330 857
	.....	2 997 853	.....	.....	.....	<b>2 997 853</b>	63 515 576
	466 013	1	.....	.....	.....	<b>466 014</b>	170 285 580
	.....	694 048	.....	.....	.....	<b>694 048</b>	36 329 173
	.....	600 000	.....	.....	.....	<b>600 000</b>	43 055 920
	(1 671 836)	31 757 713	.....	.....	.....	<b>30 085 877</b>	1 332 832 023
	.....	46 238 911	.....	.....	.....	<b>46 238 911</b>	1 137 145 061
	.....	5 812 400	.....	.....	.....	<b>5 812 400</b>	71 137 730
	.....	2 794 147	.....	.....	.....	<b>2 794 147</b>	33 154 904
	.....	2 553 902	.....	.....	.....	<b>2 553 902</b>	11 914 410
	1 000 000	1	.....	.....	.....	<b>1 000 001</b>	126 436 541
	500 000	1	.....	.....	.....	<b>500 001</b>	35 683 034
	.....	1 685 898	.....	.....	.....	<b>1 685 898</b>	50 952 120
	.....	3 696 472	.....	.....	.....	<b>3 696 472</b>	34 380 603
	129 000	1	.....	.....	.....	<b>129 001</b>	31 397 908
	132 954	35 850 270	.....	.....	.....	<b>35 983 224</b>	2 039 883 096
	.....	76 105 843	2 900 000 000	.....	.....	<b>2 976 105 843</b>	47 422 850 612
	16 927 000	15 291 405	.....	.....	.....	<b>32 218 405</b>	4 530 557 554
	.....	294 000 000	.....	.....	.....	<b>294 000 000</b>	696 452 000
	.....	1 342 650	200 000	.....	.....	<b>1 542 650</b>	134 955 279
	.....	1 515 335	.....	.....	.....	<b>1 515 335</b>	63 135 128
	2 494 445	45 603 237	.....	.....	.....	<b>48 097 682</b>	3 731 614 925
	4 614 511	27 068 285	.....	.....	.....	<b>31 682 796</b>	1 014 673 758
	(4 291 857)	1	.....	.....	.....	<b>(4 291 856)</b>	702 183 788
	(304 000)	2 838 225	.....	.....	.....	<b>2 534 225</b>	682 106 489
	(265 170)	40 595 285	.....	.....	.....	<b>40 330 115</b>	1 830 324 042
	(7 119 800)	12 831 259	.....	.....	.....	<b>5 711 459</b>	531 797 478
	(2 400 000)	2 024 009	.....	.....	.....	<b>(375 991)</b>	2 505 474 082
	.....	128 360	.....	.....	.....	<b>128 360</b>	48 579 227
	.....	37 400	.....	.....	.....	<b>37 400</b>	4 045 511
	1 151 400	34 298 842	.....	.....	.....	<b>35 450 242</b>	3 289 120 374

## Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
TRANSPORTS	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère .....	1 868 506 488	.....	33 162 311	1 901 668 799	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	594 555 399	.....	.....	594 555 399	.....
Marine Atlantique S.C.C. .....	117 442 001	.....	.....	117 442 001	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada .....	8 059 985 854	.....	.....	8 059 985 854	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	28 073 000	.....	.....	28 073 000	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée .....	92 358 001	.....	.....	92 358 001	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 416 580	.....	60 962	1 477 542	.....
VIA Rail Canada Inc.....	550 521 000	.....	.....	550 521 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES					
GOVERNEMENTAUX.....	2 902 678 852	.....	52 978 575	2 955 657 427	.....
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses .....	9 318 236 403	(2 504 996 000)	42 106 609	9 360 343 012	(2 504 996 000)
Comptes à fins déterminées consolidés .....	23 195 163 112	.....	.....	23 195 163 112	.....
Total des budgets des dépenses.....	263 439 089 608	(1 494 782 221)	.....	263 439 089 608	(1 494 782 221)

*Nota :*

Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2009-2010 et qui seront dépensés en 2010-2011.

La colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » n'inclue pas les affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) inscrites aux pages 72 à 76 parce qu'elles seront attribuées une fois que la sanction royale à l'octroi des crédits aura été reçue pour le présent budget supplémentaire des dépenses.

## Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses .....

Budget supplémentaire des dépenses (A).....

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour .....

*Nota :* Le Budget principal des dépenses comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2009-2010 et qui seront dépensés en 2010-2011.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Dépenses budgétaires
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(15 621 728)	35 728 176	4 000 000	.....	.....	<b>24 106 448</b>	1 925 775 247
	.....	500 000	.....	.....	.....	<b>500 000</b>	595 055 399
	.....	102 205 000	.....	.....	.....	<b>102 205 000</b>	219 647 001
	.....	719 311 945	730 999 590	.....	.....	<b>1 450 311 535</b>	9 510 297 389
	(7 018 250)	.....	.....	.....	.....	<b>(7 018 250)</b>	21 054 750
	310 698	29 181 000	.....	.....	.....	<b>29 181 000</b>	121 539 001
	.....	94 000 000	.....	.....	.....	<b>94 000 000</b>	1 788 241
	26 430 272	126 801 917	.....	.....	.....	<b>153 232 189</b>	644 521 000
	.....	.....	(2 900 000 000)	.....	.....	<b>(2 900 000 000)</b>	3 108 889 616
	.....	4 359 682 107	(1 215 409 487)	3	(809 433 390)	<b>2 334 839 233</b>	266 583 362 228
							(2 304 215 608)

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
96 609 739 391 3 312 036 414	164 983 043 303 (1 465 729 500)	261 592 782 694 1 846 306 914	78 603 002 .....	(2 291 885 223) 718 500 000	(2 213 282 221) 718 500 000	259 379 500 473 2 564 806 914
99 921 775 805 4 359 682 107	163 517 313 803 (1 215 409 487)	263 439 089 608 3 144 272 620	78 603 002 3	(1 573 385 223) (809 433 390)	(1 494 782 221) (809 433 387)	261 944 307 387 2 334 839 233
104 281 457 912	162 301 904 316	266 583 362 228	78 603 005	(2 382 818 613)	(2 304 215 608)	264 279 146 620

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1b	<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b></p> <p style="text-align: center;"><b>MINISTÈRE</b></p> <p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 483 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de 7 182 800 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de 750 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de 575 900 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de 261 700 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de 68 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de 29 400 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 6 100 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>	90 350 641	
5b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 213 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..</p>	11 067 933	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
10b	<p>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>suite</i>)</p> <p>MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p> <p>En vertu du paragraphe 4(3) de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.C. (1985), ch. R-8), pour augmenter de 4 000 000 \$ à 89 000 000 \$, à compter du 1er avril 2010 et jusqu'au 31 mars 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada .....</p>	6 200 000	
12b		1	107 618 575

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL ( <i>suite</i> )		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
20b	Agence canadienne de développement international – Délégations de fonctionnement et autorisation :		
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;		
	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :		
	(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 921 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....		
25b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 660 385 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1	
L30b	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 245 482 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	265 755 615	
L32b	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fourni par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'institutions internationales, ne doit pas dépasser, pour la période commençant le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, 35 724 849 \$ US, même si ce montant est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 36 846 610 \$, le 17 septembre 2010.....	1	
			265 755 618

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL ( <i>fin</i> )		
35b	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 946 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	13 440 778
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
40b	Commission mixte internationale – Dépense du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	.....	224 754
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	392 927 018

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ( <i>suite et fin</i> )		
	MINISTÈRE ( <i>suite et fin</i> )		
5b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital et : a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discréction du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....	5 000 000	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 803 264 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	426 274 889	
15b	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis à destination du Nord .....	9 400 000	
			833 601 907
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
40b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement .....	3 712 120	
45b	Agence canadienne de développement économique du Nord – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 644 657	
			5 356 777
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 747 827	
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	63 691 339	
			66 439 166

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	71 078	
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 146 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	23 119 857	23 190 935
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 200 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 666 164	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	7 255 543	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	25 859 109	37 780 816

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE ( <i>suite et fin</i> )		
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 150 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	18 974 223	
35b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 308 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	583 200	
			19 557 423
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	24 680 417	
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 153 101	
			25 833 518
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
10b	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme .....		7 098 418

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
	<b>SECRÉTARIAT</b>		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 126 355 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 237 952	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	137 119 071	138 357 023
	<b>CONSEIL PRIVÉ</b>		
	<b>MINISTÈRE</b>		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	1 403 190	
	<b>SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.</b>		
23b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 018 250 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	913 795	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	596 916 624	
5b	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 138 000 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	102 310 998	
10b	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	699 227 623
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINE CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
20b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme .....		2 081 900

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 396 126	
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	28 183 480	
			30 579 606
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 448 175 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT ( <i>suite et fin</i> )		
	MINISTÈRE ( <i>suite et fin</i> )		
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral .....	3 310 000	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 923 320 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 463 246 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 860 680	5 170 681
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15b	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	160 000	
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
5b	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	1	
7b	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> : à la Société financière internationale pour les initiatives du Projet de financement des petites et moyennes entreprises dont le montant ne doit pas dépasser 20 000 000 \$; à la Société financière internationale pour l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques dont le montant ne doit pas dépasser 5 830 000 \$; à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ .....	1	
L12b	Conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paiement, versé entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 285 720 000 \$ à la Société financière internationale dans le cadre de l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques.....	1	3

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES ( <i>suite et fin</i> )		
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
25b	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme .....	3 392 539	
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	21 227 955	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 324 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	95 538 761	116 766 717
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25b	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	232 611	
30b	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 557 105 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	232 613

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (suite)		
	COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
40b	Paiements à la Commission canadienne du tourisme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 000 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
50b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 34 200 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	3 620 838	
55b	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 264 192 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	84 823 510	88 444 348
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
65b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 650 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	988 000	
70b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 992 358 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	631 642	1 619 642
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement .....	1 976 244	
80b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	37 723 286	39 699 530
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
90b	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement .....	99 977	
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 271 836 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	12 513 333	12 613 310

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE ( <i>fin</i> )		
	STATISTIQUE CANADA		
105b	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	.....	86 596
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	9 323 836	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	6 861 000	16 184 836
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme .....	.....	2 997 853
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35b	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 466 013 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	.....	1

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE ( <i>suite et fin</i> )		
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
45b	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme .....	694 048	
	PARLEMENT		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10b	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement .....	600 000	
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 440 379 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	31 757 713	
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement .....	46 238 911	
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
40b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	5 812 400	
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
45b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	2 794 147	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>PATRIMOINE CANADIEN (suite)</b>		
	<b>CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES</b>		
50b	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....	.....	2 553 902
	<b>BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA</b>		
55b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	.....	1
	<b>SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS</b>		
65b	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	.....	1
	<b>MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA</b>		
80b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	1 685 898
	<b>MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE</b>		
90b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	3 696 472

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN ( <i>fin</i> )		
95b	<p>BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME</p> <p>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 50 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 25 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 4 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>.....</p>	.....	1
1b	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p>a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p>b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 388 900 \$ du crédit 1 (Environnement), de 387 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 146 300 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....</p>	20 768 113	
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale .....	15 082 156	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 506 145 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	35 850 270

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 557 782 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	76 105 843	
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 1 000 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
5b	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 588 503 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 9 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 852 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
10b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 925 782 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 2 875 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	15 291 403	15 291 405
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	294 000 000	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES ( <i>suite et fin</i> )		
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	.....	1 342 650
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme .....	.....	1 515 335
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 152 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 765 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 75 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 49 300 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	13 107 832
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 504 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	.....	1
10b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	32 495 404
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement .....	.....	1 171 618
25b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 4 394 511 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	25 896 667
			27 068 285

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ ( <i>suite et fin</i> )		
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 671 600 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	1 838 225	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 000 000	2 838 225
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 63 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	12 831 259	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
30b	<p>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (<i>suite</i>)</p> <p>SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA</p> <p>Service correctionnel du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et :</p> <p><i>a</i>) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;</p> <p><i>b</i>) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;</p> <p><i>c</i>) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;</p> <p><i>d</i>) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....</p>		2 024 009
40b	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice.....	128 360	
45b	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....		37 400

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (<i>fin</i>)</b>		
	<b>GENDARMERIE ROYALE DU CANADA</b>		
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 427 500 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	10 017 888	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 730 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	10 436 210	
60b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	13 844 744	
			34 298 842
	<b>TRANSPORTS</b>		
	<b>MINISTÈRE</b>		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	21 403 458	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés .....	4 260 876	
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	10 063 842	
			35 728 176
	<b>ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN</b>		
25b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		500 000

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS ( <i>suite et fin</i> )		
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
40b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	102 205 000	
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
55b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 224 123 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 644 459	
60b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	717 667 486	719 311 945
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE		
70b	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	29 181 000	
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
75b	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
	VIA RAIL CANADA INC.		
80b	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> .....	94 000 000	

## Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement, les contributions et pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 098 672 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 11 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	123 369 630	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 51 847 100 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 400 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	3 432 287	
			126 801 917
			4 318 327 146

## Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars, 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
5b	Agence du revenu du Canada – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 050 850 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	759 678	
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 763 344 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 190 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 25 970 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	1	
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 396 530 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	33 323 519	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	7 271 766	40 595 285
			41 354 964

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>	
<b>Ministère</b>	
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.R. (2001) ch. 33) (non budgétaire)	(1 132 000 000)
<b>Agence canadienne de développement international</b>	
Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	18 450 000
En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 20 468 404 \$	20 468 404
Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital (non-budgétaire)	36 846 610
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>	
<b>Ministère</b>	
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	6 466 646
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b>	
Fonds d'adaptation des collectivités	1 611 254
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC</b>	
Fonds d'adaptation des collectivités	1 086 716
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>	
<b>Ministère</b>	
Fonds d'adaptation des collectivités	5 062 903
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>	
<b>Ministère</b>	
Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relace	253 700 000
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>	
Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
<b>FINANCES</b>	
<b>Ministère</b>	
Frais d'intérêt et autres coûts	(2 909 000 000)
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	15 712 000
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	509 503 000
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	40 100 000
Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PME) ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	20 000 000
Financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	5 830 000
Garanties de marché en matière d'agriculture ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	1 000 000
Paiement à la Société financière internationale pour appuyer l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8) (non-budgétaire)	285 720 000
<b>INDUSTRIE</b>	
<b>Ministère</b>	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.R. (1998), ch. 36)	18 400 000
Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (CANet5)	(6 000 000)
<b>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</b>	
Fonds d'adaptation des collectivités	42 500 000
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
<b>Ministère</b>	
Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>	2 900 000 000
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>	
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	200 000

## Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
<b>TRANSPORTS</b>	
<b>Ministère</b>	
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)	4 000 000
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	587 166 814
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	75 617 000
Fonds pour l'infrastructure verte	(16 493 772)
Fonds Chantier Canada – Volet Collectivités, ajout	84 709 548
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>875 157 123</i>
<b>COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS</b>	
Total	(2 900 000 000)
	(2 024 842 877)

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Ministère.....	1b	93 972	3 621	90 351
	5b	11 068	.....	11 068
	10b	6 200	.....	6 200
	12b	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international.....	20b	5 312	5 312	.....
	25b	382 816	117 060	265 756
	L30b	.....	.....	.....
	L32b	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international.....	35b	14 000	559	13 441
Commission mixte internationale.....	40b	250	25	225
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	45b	.....	.....	.....
<b>AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN</b>				
Ministère.....	1b	396 461	3 534	392 927
	5b	5 000	.....	5 000
	10b	426 275	.....	426 275
	15b	9 400	.....	9 400
Agence canadienne de développement économique du Nord .....	40b	3 802	90	3 712
	45b	1 645	.....	1 645
<b>AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC</b>				
	1b	3 238	490	2 748
	5b	63 692	.....	63 692
<b>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE</b>				
Ministère.....	1b	666	595	71
	5b	23 120	.....	23 120
<b>AGENCE DU REVENU DU CANADA</b>				
	1b	18 396	18 396	.....
	5b	1 574	814	760
<b>AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE</b>				
Ministère.....	1b	22 523	17 857	4 666
	5b	7 256	.....	7 256
	10b	75 259	49 400	25 859
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	30b	20 862	1 887	18 975
	35b	583	.....	583
<b>CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION</b>				
Ministère.....	1b	35 229	10 548	24 681
	5b	5 205	4 052	1 153
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada .....	10b	10 317	3 219	7 098
<b>CONSEIL DU TRÉSOR</b>				
Secrétariat .....	1b	3 443	2 205	1 238
	15b	137 119	.....	137 119
<b>CONSEIL PRIVÉ</b>				
Ministère.....	1b	3 698	2 295	1 403
Société du Vieux-Port de Montréal inc .....	23b	914	.....	914
<b>DÉFENSE NATIONALE</b>				
Ministère.....	1b	677 167	80 250	596 917
	5b	137 844	35 533	102 311
	10b	.....	.....	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire .....	20b	2 090	8	2 082
<b>DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN</b>				
	1b	2 939	542	2 397
	5b	28 183	.....	28 183

\* Voir la note au bas de la page 62.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Ministère.....	1b	16 582	16 582	.....
	5b	3 340	30	3 310
	10b	9 005	7 144	1 861
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15b	160	.....	160
Agence Parcs Canada.....	25b	.....	.....	.....
<b>FINANCES</b>				
Ministère.....	5b	10 000	10 000	.....
	7b	.....	.....	.....
	L12b	.....	.....	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	25b	3 396	3	3 393
<b>INDUSTRIE</b>				
Ministère.....	1b	28 260	7 032	21 228
	5b	.....	.....	.....
	10b	99 104	3 565	95 539
Agence spatiale canadienne .....	25b	585	353	232
	30b	.....	.....	.....
	35b	.....	.....	.....
Commission canadienne du tourisme.....	40b	.....	.....	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	50b	3 621	.....	3 621
	55b	84 823	.....	84 823
Conseil national de recherches du Canada.....	60b	.....	.....	.....
	65b	988	.....	988
	70b	3 624	2 992	632
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	75b	2 327	351	1 976
	80b	37 723	.....	37 723
Conseil de recherches en sciences humaines .....	90b	130	30	100
	95b	12 513	.....	12 513
Statistique Canada.....	105b	3 564	3 478	86
<b>JUSTICE</b>				
Ministère.....	1b	11 103	1 779	9 324
	5b	6 861	.....	6 861
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30b	3 380	382	2 998
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	35b	151	151	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	40b	.....	.....	.....
	45b	770	76	694
<b>PARLEMENT</b>				
Bibliothèque du Parlement.....	10b	600	.....	600
<b>PATRIMOINE CANADIEN</b>				
Ministère.....	1b	720	720	.....
	5b	33 198	1 440	31 758
Société Radio-Canada .....	15b	60 000	13 761	46 239
Musée canadien des civilisations.....	40b	6 300	488	5 812
Musée canadien de la nature.....	45b	3 000	206	2 794
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	50b	2 554	.....	2 554
Bibliothèque et Archives du Canada .....	55b	.....	.....	.....
Société du Centre national des Arts.....	65b	.....	.....	.....
Musée des beaux-arts du Canada.....	80b	2 000	314	1 686
Musée national des sciences et de la technologie .....	90b	3 700	4	3 696
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	95b	.....	.....	.....
<b>PÊCHES ET OCÉANS</b> .....	1b	27 667	6 898	20 769
	5b	15 082	.....	15 082
	10b	.....	.....	.....

\* Voir la note au bas de la page 62.

## Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
<b>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</b>				
Ministère.....	1b	1 774	1 774	.....
	5b	87 164	11 058	76 106
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>				
Ministère.....	1b	14 560	14 560	.....
	5b	.....	.....	.....
	10b	34 256	18 965	15 291
Énergie atomique du Canada limitée.....	15b	294 000	.....	294 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	20b	2 075	732	1 343
Office national de l'énergie .....	25b	1 515	.....	1 515
<b>SANTÉ</b>				
Ministère.....	1b	17 852	4 745	13 107
	5b	.....	.....	.....
	10b	32 496	.....	32 496
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20b	1 177	5	1 172
	25b	25 896	.....	25 896
Agence de la santé publique du Canada.....	40b	.....	.....	.....
	50b	.....	.....	.....
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</b>				
Ministère.....	1b	3 960	2 121	1 839
	5b	7 220	6 220	1 000
Agence des services frontaliers du Canada.....	10b	48 543	15 220	33 323
	15b	41 020	33 748	7 272
Service canadien du renseignement de sécurité .....	20b	18 119	5 288	12 831
Service correctionnel du Canada .....	30b	6 886	4 862	2 024
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40b	507	379	128
Bureau de l'enquêteur correctionnel .....	45b	60	23	37
Gendarmerie royale du Canada.....	50b	13 641	3 623	10 018
	55b	10 436	.....	10 436
	60b	13 845	.....	13 845
<b>TRANSPORTS</b>				
Ministère.....	1b	24 289	2 885	21 404
	5b	4 261	.....	4 261
	10b	10 064	.....	10 064
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	25b	500	.....	500
Marine Atlantique S.C.C.....	40b	102 205	.....	102 205
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	55b	1 783	139	1 644
	60b	717 668	.....	717 668
Société du Vieux-Port de Montréal inc. ....	65b	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée .....	70b	29 181	.....	29 181
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	75b	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc. ....	80b	94 000	.....	94 000
<b>TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>				
.....	1b	129 495	6 125	123 370
	5b	5 857	2 425	3 432
<b>Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'État .....</b>		<b>4 930 654</b>	<b>570 968</b>	<b>4 359 686</b>

\* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.



## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	3 275	1 862	2 055	87 430	6 707
Agence canadienne de développement international	5 312	1 044	26	4 215	175
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	.....	.....	.....	250	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	(497)	(99)	(20)	(1 668)	(80)
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	2 441	7 198	2 800	40 361	1 544
Agence canadienne de développement économique du Nord	.....	100	.....	1 422	350
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 498	155	80	385	80
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	557	50	9	90	.....
Agence du revenu du Canada					
Ministère	9 185	1 300	4 985	2 300	(14 099)
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	519	2 899	445	9 702	464
Agence canadienne d'inspection des aliments	12 850	3 215	248	3 561	45
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	5 591	694	100	28 301	334
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	5 869	328	.....	1 683	10
Conseil du Trésor					
Secrétariat	138 947	29	46	1 580	7
Conseil privé					
Ministère	700	54	269	1 477	5
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Défense nationale					
Ministère	(5 829)	.....	.....	20 777	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	194	100	.....	1 796	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 213	287	6	406	12

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
504	3 238	7 690	3 591	7 300	.....	.....	3 621	<b>120 031</b>
260	90	.....	.....	414 813	.....	111	122 372	<b>303 674</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 172	559	<b>13 613</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	25	<b>225</b>
(119)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>(2 483)</b>
819	1 124	5 000	.....	436 648	.....	331 550	3 534	<b>825 951</b>
.....	.....	1 249	606	3 331	.....	.....	90	<b>6 968</b>
40	40	.....	.....	64 028	.....	.....	490	<b>66 816</b>
.....	.....	.....	.....	28 329	.....	.....	595	<b>28 440</b>
800	200	.....	1 000	.....	.....	.....	19 210	<b>(13 539)</b>
2 173	3 937	841	6 415	328 959	.....	1 242	67 257	<b>290 339</b>
212	1 305	.....	891	.....	.....	.....	1 887	<b>20 440</b>
72	329	.....	150	3 205	.....	8	14 600	<b>24 184</b>
300	97	.....	2 030	.....	.....	.....	3 219	<b>7 098</b>
3	226	.....	.....	.....	.....	.....	2 205	<b>138 633</b>
59	147	.....	986	1	.....	.....	2 295	<b>1 403</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 932	.....	<b>7 932</b>
231 143	489 323	32 899	9 151	30 000	.....	.....	115 783	<b>691 681</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8	<b>2 082</b>
5	9	.....	19	32 433	.....	2	542	<b>34 850</b>

\* Voir la note au bas de la page 69.

## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<b>Environnement</b>					
Ministère	6 716	2 075	123	4 814	1 088
Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	.....	.....	160	.....
Agence Parcs Canada	.....	2	10	22	.....
<b>Finances</b>					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	520	708	.....	800	300
<b>Industrie</b>					
Ministère	1 807	7 931	974	14 428	488
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	2 629	.....
Commission canadienne du tourisme	.....	.....	.....	.....	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1 408	30	2	572	310
Conseil national de recherches du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 210	367	68	565	36
Conseil de recherches en sciences humaines	70	13	5	35	2
Statistique Canada	1 321	.....	2 005	15	.....
<b>Justice</b>					
Ministère	8 213	535	108	1 112	49
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 355	183	5	872	540
Bureau du directeur des poursuites pénales	384	25	4	165	7
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	394	.....	.....	336	.....
<b>Parlement</b>					
Bibliothèque du Parlement	600	.....	.....	.....	.....
<b>Patrimoine canadien</b>					
Ministère	248	(75)	(118)	(305)	(17)
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2 261	15	.....	162	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	.....	.....	.....	150	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	.....	.....	129	.....	.....
<b>Pêches et Océans</b>	6 650	909	207	9 665	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
474	1 198	395	2 945	9 468	.....	153	23 756	<b>5 693</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>160</b>
.....	2	953	.....	.....	.....	.....	.....	<b>989</b>
.....	.....	.....	.....	602 145	(2 909 000)	.....	10 000	<b>(2 316 855)</b>
368	700	.....	.....	.....	.....	.....	3	<b>3 393</b>
1 523	1 840	.....	324	101 250	.....	.....	10 597	<b>119 968</b>
.....	.....	.....	.....	557	.....	.....	353	<b>2 833</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 000	.....	<b>8 000</b>
1 310	20	.....	.....	128 588	.....	3	.....	<b>132 243</b>
.....	.....	.....	1 638	3 624	.....	.....	2 992	<b>2 270</b>
48	34	.....	.....	37 823	.....	.....	351	<b>39 800</b>
3	2	.....	.....	12 785	.....	.....	30	<b>12 885</b>
162	55	.....	7	.....	.....	.....	3 478	<b>87</b>
77	140	.....	308	8 861	.....	95	1 779	<b>17 719</b>
15	21	.....	388	.....	.....	1	382	<b>2 998</b>
7	4	.....	.....	.....	.....	21	151	<b>466</b>
.....	.....	.....	40	.....	.....	.....	76	<b>694</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>600</b>
(20)	(29)	.....	(33)	32 601	.....	(6)	2 160	<b>30 086</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000	13 761	<b>46 239</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 300	488	<b>5 812</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 000	206	<b>2 794</b>
100	16	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>2 554</b>
.....	.....	.....	850	.....	.....	.....	.....	<b>1 000</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	.....	<b>500</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 000	314	<b>1 686</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 700	4	<b>3 696</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	<b>129</b>
4 652	4 871	13 684	280	1 963	.....	.....	6 898	<b>35 983</b>

\* Voir la note au bas de la page 69.

## Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transport et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	1 190	.....	.....	97	.....
Ressources naturelles					
Ministère	3 550	761	138	11 343	280
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	.....	265	34	648	68
Office national de l'énergie	105	42	.....	25	.....
Santé					
Ministère	3 322	2 550	876	6 211	642
Instituts de recherche en santé du Canada	535	145	.....	467	.....
Agence de la santé publique du Canada	.....	.....	(25)	(392)	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	1 943	124	618	661	21
Agence des services frontaliers du Canada	20 222	5 664	153	20 911	429
Service canadien du renseignement de sécurité	5 423	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	2 480	654	4	707	23
Commission nationale des libérations conditionnelles	330	100	25	30	2
Bureau de l'enquêteur correctionnel	60	.....	.....	.....	.....
Gendarmerie royale du Canada	3 482	2 832	64	2 907	857
Transports					
Ministère	11 685	1 715	54	9 713	15
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	1 682	16	2	120	18
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	8 085	2 467	702	26 936	56 720
<b>Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'État</b>	<b>281 076</b>	<b>49 269</b>	<b>17 216</b>	<b>320 649</b>	<b>57 432</b>
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
<b>Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2010-2011</b>	<b>281 076</b>	<b>49 269</b>	<b>17 216</b>	<b>320 649</b>	<b>57 432</b>

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	.....	.....	.....	87 164	.....	2 900 487	12 832	<b>2 976 106</b>
78	361	10 289	152	37 131	.....	1 660	33 525	<b>32 218</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	294 000	.....	<b>294 000</b>
186	45	.....	629	400	.....	.....	732	<b>1 543</b>
.....	.....	.....	.....	1 343	.....	.....	.....	<b>1 515</b>
1 752	3 380	226	1 279	32 370	.....	235	4 745	<b>48 098</b>
.....	5	.....	25	30 511	.....	.....	5	<b>31 683</b>
.....	672	.....	.....	(4 547)	.....	.....	.....	<b>(4 292)</b>
301	110	.....	.....	6 930	.....	167	8 341	<b>2 534</b>
1 561	1 684	.....	38 460	.....	.....	214	48 968	<b>40 330</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 576	5 288	<b>5 711</b>
105	390	.....	.....	.....	.....	123	4 862	<b>(376)</b>
10	10	.....	.....	.....	.....	.....	379	<b>128</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	23	<b>37</b>
1 038	1 255	2 924	8 966	13 845	.....	903	3 623	<b>35 450</b>
.....	700	4 261	.....	10 064	.....	(11 216)	2 885	<b>24 106</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	.....	<b>500</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	102 205	.....	<b>102 205</b>
165	5	.....	.....	1 448 443	.....	.....	139	<b>1 450 312</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(7 018)	.....	<b>(7 018)</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	29 181	.....	<b>29 181</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	311	.....	<b>311</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	94 000	.....	<b>94 000</b>
31 877	6 901	358	5 907	.....	.....	21 829	8 550	<b>153 232</b>
<b>282 063</b>	<b>524 457</b>	<b>80 769</b>	<b>87 004</b>	<b>3 952 366</b>	<b>(2 909 000)</b>	<b>3 871 946</b>	<b>570 968</b>	<b>6 044 274</b>
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(2 900 000)	.....	(2 900 000)
<b>282 063</b>	<b>524 457</b>	<b>80 769</b>	<b>87 004</b>	<b>3 952 366</b>	<b>(2 909 000)</b>	<b>971 946</b>	<b>570 968</b>	<b>3 144 274</b>

\*Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas au « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

**Crédit 5 – Éventualités du gouvernement** **318 259 800 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	<b>10 700 000</b>
Fonds accordé aux abattoirs inspecté par les autorités fédérales et provinciales en vue de maintenir la capacité d'abattage nationale pendant que l'industrie tente de s'adapter au contexte réglementaire et financier actuel	
<i>Il s'agit d'un nouveau programme de subvention visant à relever les difficultés actuelles auxquelles sont confrontées les installations d'abattage au Canada. Ces dernières éprouvent des difficultés en raison de la vigueur du dollar canadien et des économies d'échelle limitées, situation qui a été exacerbée davantage par la découverte de l'encéphalopathie spongiforme bovine au Canada en 2003 et le besoin de se conformer aux règlements subséquents. Les coûts des entreprises canadiennes ont augmenté considérablement, ce qui a nui à leur capacité de concurrencer leurs homologues internationaux.</i>	
<i>Ce programme permettra de fournir des subventions à certains abattoirs inspectés par les autorités provinciales et fédérales qui abattent des bovins de plus de 30 mois en vue de maintenir la capacité d'abattage nationale pendant que l'industrie s'adapte au contexte réglementaire et financier actuel. Un retard dans le versement de ces paiements aurait causé de plus grandes difficultés pour ces entreprises.</i>	
<b>Patrimoine canadien</b>	<b>200 000</b>
Fonds pour la Fondation Michaëlle Jean afin de promouvoir les arts, la créativité et la participation communautaire dans le cadre du legs de la gouverneure générale	
<i>Le gouvernement du Canada versera trois millions de dollars en vue de soutenir la Fondation Michaëlle Jean, un organisme sans but lucratif qui promouvrà la participation des citoyens par l'entremise des arts et de la créativité, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes issus de communautés rurales ou nordiques défavorisées du Canada. Le gouvernement du Canada versera une contribution équivalente aux fonds recueillis par la Fondation Michaëlle Jean auprès du secteur privé jusqu'à concurrence de sept millions de dollars sur une période de dix ans.</i>	
<i>L'accès au crédit 5 – Éventualités du gouvernement était nécessaire afin de permettre au Premier ministre d'annoncer, le 1<sup>er</sup> octobre 2010, que le gouvernement du Canada appuierait la Fondation Michaëlle Jean en guise de legs à Son Excellence, la très honorable Michaëlle Jean. Le fait d'attendre que le budget des dépenses supplémentaires (B) reçoive la sanction royale aurait eu pour conséquence de retarder l'annonce du Premier ministre et les activités de la Fondation Michaëlle Jean.</i>	

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	<b>207 359 800</b>
Fonds pour des règlements des revendications particulières	
<i>Fonds pour majorer les « Subventions aux premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières » en vue de verser les paiements pour le règlement de 9 revendications particulières à la suite de la ratification d'ententes portant règlement avec les Premières nations, et ce, avant l'approbation du budget supplémentaire des dépenses (B).</i>	
<i>En 1973, le gouvernement du Canada a établi la Politique sur les revendications particulières, un processus alternatif de résolution de conflits en vue de régler les revendications particulières par l'entremise de négociations avec les Premières nations partout au pays. Les revendications particulières portent sur d'anciens griefs des Premières nations concernant les obligations du Canada en vertu de traités historiques ou la manière dont il a géré les fonds et les autres biens des Premières nations.</i>	
<i>Chacune de ces neufs revendications particulières a été ratifiée par les Premières nations et, dans certains cas, par les gouvernements provinciaux. Voilà pourquoi on s'attend à ce que la ratification du gouvernement fédéral et les paiements de règlements soient effectués en temps opportun. Une fois qu'un décret est approuvé et qu'un règlement extrajudiciaire est finalisé, le Canada dispose de 45 jours pour verser un paiement à la Première nation concernée. Cette disposition de paiement rapide donne aux Premières nations l'assurance que la réclamation sera payée au cours d'une période établie, et ce, en échange de renonciations de la part des Premières nations donnant au Canada l'assurance qu'une réclamation est entièrement réglée.</i>	
<b>Énergie atomique Canada limitée (EACL)</b>	<b>100 000 000</b>
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liés à la réduction de l'effectif	
<i>Énergie atomique Canada limitée est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et de développement dans le secteur nucléaire, la production d'isotopes médicaux, les déchets radioactifs et le déclassement des centrales nucléaires. Puisque le crédit actuel D'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de permettre à EACL de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.</i>	
<b>Total des affectations</b>	<b>318 259 800</b>

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

<b>Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales</b>	<b>2 520 000</b>
--	------------------

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

<b>Ministère, organisme ou société d'État</b>	<b>(dollars)</b>
<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	<b>2 520 000</b>
<p>Fonds pour aider à assumer les coûts liés au programme des bureaux régionaux des ministres (BRM)</p> <p><i>Le programme des BRM permet de fournir des locaux partagés sécurisés et un soutien administratif aux ministres fédéraux et à leur personnel exonéré lorsqu'ils mènent des activités pour le compte du gouvernement à l'extérieur de la région de la capitale nationale.</i></p> <p><i>Les coûts pour le programme des BRM comprennent les coûts d'aménagement et des locaux, les coûts de fonctionnement de base, les salaires pour deux employés membres du personnel administratif de Travaux publics et Services gouvernementaux à chacun des emplacements et les coûts de coordination du programme à l'administration centrale du ministère. Les frais accessoires, comme les frais d'accueil, d'expédition, de matériel et de fournitures qui sont encourus par le personnel exonéré au BRM, sont imputés aux budgets des Bureaux des ministres.</i></p>	

<b>Crédit 15 – Rjustements à la rémunération</b>	<b>137 119 071</b>
--	--------------------

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères, organismes et société d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 auront été octroyés.

<b>Ministère, organisme ou société d'État</b>	<b>Crédit</b>	<b>(dollars)</b>
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	3 982 192
Agence canadienne de développement international	20	67 075
Commission mixte internationale	40	13 847
Affaires indiennes et du Nord canadien	1	324 194

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	4 005
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1	9 553
Agence du revenu du Canada	1	33 793 132
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	3 836 309
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	2 546 321
Anciens Combattants	1	2 970 578
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	1 920 653
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	1 036 126
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	36 284
École de la fonction publique du Canada	35	13 088
Conseil privé		
Ministère	1	188 251
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	872 843
Directeur général des élections	15	254 748
Commissariat aux langues officielles	20	101 088
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	30	16 295
Défense nationale		
Ministère	1	7 944 959
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	93 468
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	71 718
Environnement		
Ministère	1	3 564 795
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	3 379
Agence Parcs Canada	25	75 791

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Finances		
Ministère	1	75 273
Vérificateur général	15	12 374
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	75 870
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	313 796
Gouverneur général	1	20 233
Industrie		
Ministère	1	980 859
Agence spatiale canadienne	25	144 468
Commission canadienne du tourisme	40	821 691
Commission du droit d'auteur	45	42 008
Conseil national de recherches du Canada	60	3 553 392
Greffe du Tribunal de la concurrence	85	30 580
Conseil de recherches en sciences humaines	90	154 488
Statistique Canada	105	210 765
Justice		
Ministère	1	10 152 185
Commission canadienne des droits de la personne	10	179 867
Tribunal canadien des droits de la personne	15	30 399
Commissaire à la magistrature fédérale	20	141 694
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	146 197
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	4 479 011
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	46 768
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	154 976
Cour suprême du Canada	50	727 257

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Patrimoine canadien		
Ministère	1	179 070
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	394 226
Bibliothèque et Archives du Canada	55	191 485
Société du Centre national des Arts	65	451 947
Musée national des sciences et de la technologie	90	890 737
Commission de la fonction publique	105	606 797
Commission des relations de travail dans la fonction publique	110	79 246
Tribunal de la dotation de la fonction publique	115	28 028
Téléfilm Canada	125	252 658
Pêches et Océans	1	6 288 362
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	284 880
Conseil canadien des relations industrielles	10	76 245
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	5 874
Ressources naturelles		
Ministère	1	2 141 222
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	438 819
Santé		
Ministère	1	9 788 701
Instituts de recherche en santé du Canada	20	381 046
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	48 418
Agence de la santé publique du Canada	40	2 400 654
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	58 491
Agence des services frontaliers du Canada	10	221 545
Service correctionnel	30	8 678 545
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	34 085

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Gendarmerie royale du Canada	50	3 037 874
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	8 460
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	42 008
Transports		
Ministère	1	11 688 357
Office des transports du Canada	30	334 017
Commission de la capitale nationale	45	13 769
Travaux publics et des Services gouvernementaux		
Ministère	1	560 099
Services immobiliers (fonds renouvelable)	1	1 272 230
Bureau de la traduction (fonds renouvelable)	1	6 333
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>137 119 071</i>

**Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement** **1 071 958 735 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère*	1	9 026 944
Agence canadienne de développement international	20	9 191 208
Commission mixte internationale	40	423 337
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	21 996 245

\*Y compris le Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne (110 347 \$)

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	452 093
Agence canadienne de développement économique du Nord	40	684 462
Commission canadienne des affaires polaires	50	45 350
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	60	16 953 318
Greffe du Tribunal des revendications particulières	65	118 642
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 094 018
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1	3 982 015
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	35 222 512
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	23 010 635
Agence canadienne d'inspection des aliments	35	4 620 245
Commission canadienne des grains	40	237 800
Anciens Combattants		
Ministère	1	3 652 938
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10	382 120
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	19 456 203
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	4 494 555
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	12 014 037
École de la fonction publique du Canada	35	447 935
Commissariat au lobbying	40	206 021
Commissariat à l'intégrité du secteur public	45	301 650
Conseil privé		
Ministère	1	5 780 571
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	304 763

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	968 631
Directeur général des élections	15	1 369 841
Commissariat aux langues officielles	20	892 439
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	25	47 250
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	132 442
Défense nationale		
Ministère	1	339 051 002
Ministère	5	71 404 467
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	294 853
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	158 049
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	25	68 226
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	2 086 236
Environnement		
Ministère	1	23 489 901
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	1 649 266
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	236 603
Finances		
Ministère	1	4 450 128
Vérificateur général	15	3 664 597
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	349 636
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	2 116 842
Gouverneur général	1	822 850
Industrie		
Ministère	1	19 073 941
Agence spatiale canadienne	25	10 401 938
Commission du droit d'auteur	45	116 980
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75	2 069 703

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Greffe du Tribunal de la concurrence	85	93 026
Conseil de recherches en sciences humaines	90	1 150 815
Statistique Canada	105	23 153 007
Justice		
Ministère	1	13 030 603
Commission canadienne des droits de la personne	10	831 370
Tribunal canadien des droits de la personne	15	195 234
Commissaire à la magistrature fédérale	20	358 933
Commissaire à la magistrature fédérale	25	65 173
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	808 930
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	6 196 101
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	202 378
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	980 071
Cour suprême du Canada	50	1 051 876
Patrimoine Canadien		
Ministère	1	12 723 724
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	1 067 016
Bibliothèque et Archives du Canada	55	4 705 585
Commission des champs de bataille nationaux	70	367 716
Office national du film	75	438 135
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	95	429 255
Commission de la fonction publique	105	3 297 900
Commission des relations de travail dans la fonction publique	110	303 538
Tribunal de la dotation de la fonction publique	115	47 118
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	120	82 200
Pêches et Océans	1	23 893 315

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	29 316 550
Conseil canadien des relations industrielles	10	372 395
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	92 004
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	323 525
Ressources naturelles		
Ministère	1	29 861 465
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	1 990 516
Office national de l'énergie	25	1 950 601
Administration du pipe-line du Nord	30	12 200
Santé		
Ministère	1	22 777 639
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	496 142
Instituts de recherche en santé du Canada	20	2 162 017
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	242 758
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	393 427
Agence de la santé publique du Canada	40	17 601 810
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	6 825 531
Service canadien du renseignement de sécurité	20	18 185 954
Service correctionnel	30	37 703 934
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	2 044 134
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	50 172
Gendarmerie royale du Canada	50	58 958 602
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	47 662
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	232 750
Travaux publics et des Services gouvernementaux	1	50 458 575

## Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Transports		
Ministère	1	33 162 311
Office des transports du Canada	30	1 146 642
Tribunal d'appel des transports du Canada	75	60 962
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>1 071 958 735</i>

### Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération 0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens

*Ces fonds permettront de traiter les demandes de paiements aux anciens élèves des pensionnats indiens, de fournir un soutien à la recherche et à l'administration à la Commission de vérité et de réconciliation, d'offrir des services d'aide en santé mentale et un soutien sur le plan affectif aux anciens élèves et à leur famille et, finalement, d'aider les communautés autochtones à élaborer des démarches de guérison durables.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	59 806
Santé	32 246
<b>Total</b>	<b>92 052</b>

### Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse

*Ces fonds serviront à appuyer des initiatives qui aident les jeunes à obtenir de l'information et les compétences, ainsi que l'expérience de travail et les aptitudes nécessaires pour faire une transition réussie vers le marché du travail. La Stratégie emploi jeunesse fournit des fonds à des organisations communautaires afin d'aider des jeunes qui font face à des obstacles à l'emploi, offre des subventions salariales aux employeurs pour qu'ils créent des emplois d'été pour les étudiants et contribue des fonds aux employeurs dans le but d'aider des diplômés de niveau postsecondaire à se voir offrir des possibilités de travail liées à leur carrière au Canada et ainsi à acquérir des compétences spécialisées.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	2 556
Agence canadienne de développement international	2 460
Agriculture et Agroalimentaire	726
Conseil national de recherches du Canada	3 624
Industrie	6 612
Ressources humaines et Développement des compétences	41 574
Ressources naturelles	405
<b>Total</b>	<b>57 957</b>

### Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié (*Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés*)

*Ces fonds aideront à financer la réforme du système actuel de détermination du statut de réfugié au Canada, tout en protégeant l'intégrité du système pour les réfugiés légitimes et tout en respectant les obligations juridiques nationales et internationales du Canada. La réforme du système est composée de trois initiatives : la réduction de l'arriéré des revendications du statut de réfugié, la rationalisation du système de détermination du statut de réfugié pour accélérer la prise des décisions et les expulsions, et l'amélioration du Programme d'aide au rétablissement pour accepter un nombre additionnel de réfugiés aidés par le gouvernement et de réfugiés faisant l'objet d'un parrainage privé et pour fournir un soutien financier adéquat et des services essentiels.*

Agence des services frontaliers du Canada	8 433
Citoyenneté et Immigration	17 368
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	8 953
Service administratif des tribunaux judiciaires	460
Service canadien du renseignement de sécurité	937
<b>Total</b>	<b>36 151</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

*La Section 9 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés facilite l'expulsion du Canada des résidents permanents ou des ressortissants étrangers qui sont considérés comme présentant une menace pour la sécurité nationale selon de l'information classifiée. Ces fonds permettront au gouvernement de respecter les exigences juridiques connexes et de bien gérer les cas dont sont saisis les tribunaux et les enquêtes tenues par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, et de créer un régime à long terme pour gérer les cas de personnes inadmissibles pour des raisons de sécurité nationale.*

Affaires étrangères et Commerce international	282
Agence des services frontaliers du Canada	4 231
Citoyenneté et Immigration	3 156
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	1 364
Justice	7 873
Sécurité publique et Protection civile	586
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 920
Service canadien du renseignement de sécurité	5 072
<b>Total</b>	<b>25 484</b>

### Réponse du Canada aux inondations au Pakistan

*Ces fonds seront fournis à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et au ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAECI) à l'appui de la réponse du Canada aux inondations au Pakistan, pour satisfaire aux besoins prioritaires, notamment : nourriture, eau et services sanitaires, soins médicaux et abris d'urgence, articles ménagers essentiels, efforts de logistique et de coordination et approvisionnement de secours assuré par le Canada. Les fonds humanitaires versés par l'ACDI soutiennent les efforts déployés par des partenaires expérimentés, comme les organismes humanitaires des Nations Unies, la Croix Rouge et les organisations non gouvernementales canadiennes. Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiale, géré par le MAECI, fournira de l'équipement au Pakistan, y compris des matériaux permettant de construire des ponts d'urgence temporaires et de rétablir les liens avec les communautés coupées du reste du pays par les inondations. Les fonds permettront aussi de faire régner l'ordre dans les secteurs touchés en y améliorant l'accès des autorités locales de sorte qu'elles puissent y assurer la sécurité de la population.*

Affaires étrangères et Commerce international	6 200
Agence canadienne de développement international	16 500
<b>Total</b>	<b>22 700</b>

### Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou

*Ces fonds aideront à financer les obligations du gouvernement énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine Eeyou qui a été ratifié en mars 2010. Les activités incluent des activités d'arpentage et de cartographie dans la région, la fondation d'institutions de gouvernance publique créées en vertu de l'Accord et un soutien aux Premières nations et au gouvernement du Nunavut aux fins de mise en œuvre de l'Accord.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	20 663
Environnement	260
<b>Total</b>	<b>20 923</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Fonds pour appuyer la production d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur et l'utilisation optimale de l'approvisionnement d'isotope existant**

*L'Initiative de production d'isotopes est une stratégie de deux ans établie en réponse aux vulnérabilités dans le secteur de la production d'isotopes médicaux au Canada. En vertu de cette initiative, le ministère des Ressources naturelles mettra sur pied un programme pour appuyer l'investissement du secteur privé dans d'autres modes de production d'isotopes. Les fonds aideront aussi à optimiser les sources d'approvisionnement actuelles d'isotopes médicaux et à mettre au point d'autres méthodes d'imagerie.*

Instituts de recherche en santé du Canada	4 939
Ressources naturelles	12 719
Santé	1 000
<b>Total</b>	<b>18 658</b>

### **Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes pour le Canada, qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres du Canada ainsi que la biodiversité et les espèces végétales et animales indigènes contre les risques que posent les espèces exotiques envahissantes**

*Les espèces exotiques envahissantes sont les espèces dont l'introduction ou la propagation en dehors de leurs écosystèmes naturels menacent l'environnement, l'économie ou la société, y compris la santé des personnes. Ces fonds appuieront des initiatives ayant pour but d'empêcher de nouvelles invasions, de détecter les nouvelles espèces exotiques envahissantes et de les combattre rapidement et de gérer les espèces exotiques envahissantes établies par la prise de mesures d'éradication, de confinement et de contrôle.*

Agence canadienne d'inspection des aliments	10 040
Environnement	1 000
Pêches et Océans	4 000
Ressources naturelles	1 883
<b>Total</b>	<b>16 923</b>

### **Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada**

*Ces fonds aideront à la mise en œuvre complète d'un programme étendu de sûreté du fret aérien qui réduira les risques pour la sécurité des membres du public qui voyagent et assurera le transport efficient du fret à destination et en provenance du Canada. Les initiatives clés incluent le renforcement de la vérification du fret et de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement. Le programme assurera, de façon continue, la surveillance des risques prioritaires et des menaces nouvelles et la prise de mesures pour les contrer.*

Agence des services frontaliers du Canada	2 508
Transports	13 494
<b>Total</b>	<b>16 002</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada qui appuie la recherche et l'innovation au sein des universités canadiennes

*Ces fonds aideront les universités canadiennes dans le cadre de leurs efforts pour renforcer la réputation croissante du Canada en tant que chef de file mondial dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Le programme fournira à chacun des titulaires des chaires et à leurs équipes de recherche respectives jusqu'à 10 millions de dollars sur sept ans pour leur permettre d'établir des programmes de recherche ambitieux au Canada. La recherche menée dans le cadre des chaires mettra l'accent sur quatre domaines de recherche prioritaires : sciences et technologies environnementales, ressources naturelles et énergie, santé et sciences de la vie et technologies connexes, et technologies de l'information et de communication.*

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	10 783
Instituts de recherche en santé du Canada	4 583
<b>Total</b>	<b>15 366</b>

### Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique

*Ces fonds fourniront un soutien dans le cadre de la Stratégie du Canada en matière de cybersécurité (SCCS) qui vise à répondre au besoin d'une approche pangouvernementale face aux nouvelles menaces provenant des forces armées de pays étrangers, du crime organisé, des terroristes et des pirates de l'informatique. Les trois objectifs de la stratégie sont d'améliorer la capacité du gouvernement de protéger ses propres systèmes et sa propre infrastructure de technologie de l'information, de créer des partenariats entre le gouvernement et le secteur privé, les milieux universitaires, les provinces et territoires, les alliés à l'échelle internationale et les citoyens canadiens, et de sensibiliser davantage les Canadiens aux menaces qui existent dans le cyberspace.*

Affaires étrangères et Commerce international	500
Défense nationale	6 293
Gendarmerie royale du Canada	1 345
Justice	283
Secrétariat du Conseil du Trésor	908
Sécurité publique et Protection civile	2 880
Service canadien du renseignement de sécurité	421
Travaux publics et Services gouvernementaux	642
<b>Total</b>	<b>13 272</b>

### Fonds pour subventionner l'envoi d'aliments aux collectivités isolées du Nord et pour promouvoir la nutrition

*Ces fonds aideront à assurer la transition à un nouveau programme qui remplacera le Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste en vigueur actuellement qui subventionne l'envoi d'aliments et d'autres articles admissibles à des collectivités isolées du Nord par l'entremise de la Société canadienne des postes. Le nouveau programme vise à rendre des aliments plus sains davantage accessibles et abordables pour les habitants dans ces régions et permettra aux détaillants et aux grossistes de choisir le moyen d'expédition le plus efficient. Des fonds attribués au ministère de la Santé serviront à renforcer les activités de promotion de la nutrition et de la santé dans des collectivités isolées du Nord.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	10 783
Santé	1 530
<b>Total</b>	<b>12 313</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Financement à l'égard du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique pour appuyer la phase 2 du projet VIVA de voie rapide réservée aux autobus dans la région de York**

*Ces fonds aideront à acheter des autobus lourds, à construire une installation de gestion, d'entretien et d'entreposage qui pourra accueillir environ 250 véhicules articulés et à construire le terminus Cornell qui inclura des voies d'arrêt d'autobus, des installations de transfert, des installations pour les conducteurs ainsi que des services et aires de stationnement pour les passagers.*

Bureau de l'infrastructure du Canada	11 804
Transports	178
Total	11 982

### **Fonds pour assurer la défense du Canada contre les mises en cause dans les litiges liés au tabac**

*Ces fonds aideront le gouvernement fédéral à communiquer les documents requis et à se préparer aux litiges et aux procédures dans le cadre de sa défense en réponse à des mises en cause dans les litiges liés au tabac.*

Agriculture et Agroalimentaire	1 107
Santé	10 254
Total	11 361

### **Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural**

*Ces fonds aideront à augmenter le soutien au chapitre du développement économique des collectivités par l'intermédiaire du Programme de développement des collectivités, qui fournit des conseils techniques à de petites entreprises, soutient des projets mis sur pied dans la collectivité et accorde des prêts à de petites entreprises en milieu rural dont l'accès à un financement traditionnel est limité.*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 840
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 680
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1 704
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	3 640
Industrie	1 136
Total	11 000

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale

*Ces fonds fourniront un soutien à des initiatives visant à améliorer l'expérience des victimes d'actes criminels dans le système de justice pénale et à assurer la réinsertion sociale réussie des délinquants dans la communauté. Les initiatives ayant pour but d'aider les victimes de criminalité incluent de l'aide permettant aux victimes d'assister aux audiences de la Commission nationale des libérations conditionnelles et de faire appel au Bureau national pour les victimes d'actes criminels, qui agit comme point de contact unique où les victimes peuvent obtenir de l'information à propos des processus correctionnels et de mise en liberté sous condition. L'Initiative intégrée de la police et des agents de libération conditionnelle aide à assurer la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la communauté et permet de mieux surveiller ceux-ci et d'arrêter les délinquants qui sont illégalement en liberté, et renforce la surveillance des délinquants présentant des risques élevés dans la communauté. L'Initiative communautaire de santé mentale fait appel à des travailleurs sociaux cliniques, à des infirmières en santé mentale dans la communauté et à d'autres professionnels pour aider les délinquants qui souffrent de graves troubles de santé mentale à se réinsérer dans la communauté.*

Bureau de l'enquêteur correctionnel	60
Commission nationale des libérations conditionnelles	507
Justice	1 399
Sécurité publique et Protection civile	340
Service correctionnel du Canada	6 886
<b>Total</b>	<b>9 192</b>

### Fonds pour combattre la production, la distribution et la demande de tabac de contrebande

*Ces fonds aideront à mettre sur pied une unité spéciale d'application des lois qui se concentrera strictement sur les groupes du crime organisé qui se livrent à la fabrication et à la distribution de tabac de contrebande et à créer un Service de chiens détecteurs aux fins de détection de tabac illégal dans le fret transporté par voie maritime, postale et aérienne. Les fonds serviront aussi à sensibiliser le public canadien aux liens entre l'achat de cigarettes de contrebande et le crime organisé.*

Agence des services frontaliers du Canada	1 560
Agence du revenu du Canada	4 970
Bureau du directeur des poursuites pénales	151
Gendarmerie royale du Canada	2 390
<b>Total</b>	<b>9 071</b>

### Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement)

*Ces fonds serviront à prolonger l'initiative des Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement (ICDE), ce qui permettra de poursuivre les progrès amorcés et d'élaborer des outils qui permettront de mieux connaître, comprendre et utiliser ces indicateurs servant à jauger la qualité de l'air et de l'eau, de même que les émissions de gaz à effet de serre. Les indicateurs de l'initiative des ICDE sont une façon simple de colliger des renseignements complexes sur l'environnement.*

Environnement	6 359
Santé	240
Statistique Canada	1 564
<b>Total</b>	<b>8 163</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada**

*Ces fonds permettront aux partenaires de prestation du gouvernement fédéral associés au programme Chantiers Canada de s'acquitter de leurs responsabilités quant à la réalisation de grands projets d'infrastructure et de projets d'infrastructure axés sur les collectivités propres à ce programme. Ces responsabilités comprennent la supervision des projets, les évaluations environnementales, la gestion des finances et de l'information, la vérification, les rapports sur le rendement et les communications.*

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 005
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	1 821
Agence de promotion économique du Canada atlantique	666
Bureau de l'infrastructure du Canada	1 783
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 911
Transports	175
<b>Total</b>	<b>7 361</b>

### **Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie**

*Les fonds seront utilisés pour coordonner la politique et les opérations du gouvernement en réponse aux recommandations contenues dans le rapport d'évaluation environnementale de la Commission d'examen conjoint du Projet gazier Mackenzie. Les activités consisteront, notamment, à examiner les impacts environnementaux et socioéconomiques décrits dans le rapport, à évaluer les recommandations de celui-ci, à consulter des groupes autochtones touchés par le projet et à obtenir des conseils juridiques dans le cadre de la formulation d'une réponse aux recommandations du rapport.*

Affaires indiennes et du Nord canadien	3 303
Environnement	2 517
Pêches et Océans	789
Ressources naturelles	289
Transports	427
<b>Total</b>	<b>7 325</b>

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Fonds pour le Programme canadien sur les crimes de guerre afin d'enquêter sur des présumés criminels de guerre et de leur refuser l'asile au Canada**

*Les fonds aideront à atteindre l'objectif du Programme canadien sur les crimes de guerre consistant à refuser l'asile au Canada à des personnes qui risquent d'avoir perpétré directement ou qui ont coopéré avec d'autres personnes ayant perpétré des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des actes de génocide. Le programme a pour but de détecter les présumés auteurs de crimes de guerre, d'enquêter sur eux et, s'il y a lieu, de les traduire en justice et d'empêcher l'entrée au Canada de présumés criminels de guerre.*

Citoyenneté et Immigration	1 848
Gendarmerie royale du Canada	620
Justice	4 628
Total	7 096

### **Fonds pour le Programme de bourses postdoctorales Banting afin d'attirer et de retenir les meilleurs chercheurs postdoctoraux au Canada**

*Ces fonds serviront à établir et à mettre en œuvre le Programme de bourses postdoctorales Banting. Les objectifs du programme sont d'attirer et de retenir les meilleurs chercheurs postdoctoraux, de développer les qualités potentielles de dirigeant des bénéficiaires et de les amener à devenir les dirigeants de demain dans le domaine de la recherche. Jusqu'à 70 nouvelles bourses, réparties également entre les trois conseils subventionnaires, seront offertes chaque année une fois que le programme aura été entièrement mis en œuvre. Évaluées à 70 000 \$ par année pendant deux ans, ces bourses seront compétitives à l'échelle internationale et seront comparables à d'autres bourses de recherche postdoctorales prestigieuses.*

Conseil de recherches en sciences humaines	1 666
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 666
Instituts de recherche en santé du Canada	1 666
Total	4 998

### **Fonds pour appuyer les services aux victimes et la prévention de la violence dans les communautés autochtones et pour accroître l'appui national aux enquêtes liées aux personnes disparues**

*Ces fonds serviront à combattre la violence perpétrée contre des femmes et des filles autochtones par l'intermédiaire d'initiatives qui appuient la création de services aux victimes, de mesures de prévention de la violence et de mesures d'application des lois. Les organisations communautaires provinciales et autochtones recevront des ressources leur permettant de financer des activités de sensibilisation et de communication et de fournir un soutien aux collectivités et aux membres de la famille de femmes autochtones qui ont disparu ou qui ont été assassinées. Les fonds aideront également à établir des plans de sécurité dans les collectivités, à mettre sur pied des projets pilotes dans les écoles et les collectivités afin d'offrir des solutions de rechange aux comportements à risque élevé et à créer des documents de sensibilisation expliquant l'importance de briser les cycles intergénérationnels de la violence et des mauvais traitements. Les activités d'application des lois incluront la création d'un Centre national de soutien pour les personnes disparues de la Gendarmerie royale du Canada, l'amélioration du Centre d'information de la police canadienne, l'expansion du site Web public et national existant consacré aux enfants disparus et l'élaboration d'une nouvelle base de données sur les personnes disparues pour fournir de l'information plus complète aux forces de police à l'échelle nationale.*

Gendarmerie royale du Canada	1 885
Justice	2 449
Sécurité publique et Protection civile	474
Total	4 808

## Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

### **Fonds devant servir à la prestation par le Canada de services météorologiques et d'avis aux navigateurs dans des régions précises de l'océan Arctique**

*Pour assurer la sécurité maritime dans le Haut-Arctique, l'Organisation maritime internationale a demandé au Canada, ainsi qu'à la Russie et à la Norvège, de commencer à fournir des services météorologiques et d'avis aux navigateurs. Les fonds aideront à étendre les réseaux de surveillance environnementale et la couverture des communications radio de haute fréquence, à créer des services 24 heures sur 24 et à améliorer la capacité de mener des activités de recherche et de développement ayant trait tout particulièrement à la région de l'Arctique. Des services pilotes débuteront en 2010, et des services saisonniers permanents seront lancés en 2011.*

Environnement	2 582
Pêches et Océans	1 055
<b>Total</b>	<b>3 637</b>

### **Fonds afin d'améliorer la présélection avant l'embauche pour les industries du transport aérien et maritime (Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport)**

*Ces fonds serviront à financer des améliorations au Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport qui est un programme de présélection avant l'embauche qui a pour but de s'assurer que toutes les personnes employées dans une installation de transport aérien ou maritime au Canada satisfont aux normes de fiabilité et de confiance rattachées aux postes visés. Le ministère des Transports vérifie si chaque personne qui présente une demande d'habilitation de sécurité en matière de transport est digne de confiance auprès de la Gendarmerie royale du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité et du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le programme accorde des habilitations de sécurité aux personnes qui répondent aux normes et aux critères du programme, et refuse, annule ou suspend les habilitations des personnes qui sont considérées comme présentant des risques. Les partenaires commerciaux clés du Canada procèdent à des vérifications similaires des antécédents du personnel aéroportuaire et portuaire.*

Gendarmerie royale du Canada	2 229
Transports	694
<b>Total</b>	<b>2 923</b>

### **Fonds pour le Programme d'aide financière aux participants afin d'améliorer davantage les processus d'examen de la réglementation à l'égard des gros projets énergétiques**

*Le Fonds d'aide financière aux participants fournira de l'aide financière aux intervenants admissibles qui souhaitent participer à des processus d'évaluation environnementale et à des audiences relativement à de gros projets énergétiques. Cette mesure encouragera une solide participation publique et fera en sorte que les préoccupations et les valeurs du public soient prises en compte au moment de la prise des décisions.*

Commission canadienne de sûreté nucléaire	600
Office national de l'énergie	1 515
<b>Total</b>	<b>2 115</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>448 833</b>

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre elles à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent les sommes provenant des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour absorber une hausse de la charge de travail attribuable à une compétence élargie caractérisée, entre autres choses, par une hausse du nombre de membres du Tribunal et à une augmentation prévue du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires</b>		
Tribunal d'appel des transports du Canada	Crédit 75 (Dépenses du Programme)	310 698
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(310 698)
<b>Pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à fournir une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges</b>		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement and contributions)	1 150 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 150 000)
<b>Pour améliorer le cadre de la sécurité, du traitement et de la politique inhérent à la sécurité de l'Arctique et à la recherche marine de pays étrangers au Canada</b>		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	197 440
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(197 440)
<b>Pour appuyer la Communauté nationale des gestionnaires</b>		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	326 355
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(126 355)
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
<b>Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires</b>		
Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	466 013
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(466 013)
<b>Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i></b>		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	463 246
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(463 246)
<b>Pour appuyer la recherche inhérente à l'accès aux services de santé et aux services sociaux des communautés francophones en situation minoritaire</b>		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	75 000
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	75 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(75 000)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(75 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour appuyer la recherche interventionnelle et l'application des connaissances en vue de la prévention des maladies chroniques</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	600 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(600 000)
<b>Pour appuyer la recherche sur les options de gestion du diabète et des maladies chroniques connexes</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	494 511
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(494 511)
<b>Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale</b>		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	200 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	146 300
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(346 300)
<b>Pour concevoir un capteur pour un satellite radar</b>		
Agence spatiale canadienne	Crédit 30 (Dépenses en capital)	2 500 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(2 500 000)
<b>Pour des contributions à l'Association international des maires francophones et à l'Université Senghor</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 000 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(1 000 000)
<b>Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire</b>		
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 504 500
Ressources naturelles	Crédit 5 (Dépenses en capital)	852 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses en capital)	730 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	671 600
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 65 (Dépenses en capital)	650 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 35 (Dépenses en capital)	308 000
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	63 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(4 779 100)
<b>Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada</b>		
Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	25,970
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(25 970)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour des projets de recherche définissant l'élaboration des politiques afférentes à la pratique des sports</b>		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	271 836
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(271 836)
<b>Pour des services en matière d'installations et de biens immobiliers</b>		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement and contributions)	14 098 672
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(14 098 672)
<b>Pour faciliter la mise en commun des données générées par RADARSAT-2 et réduire les coûts de service connexes</b>		
Agence spatiale canadienne	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	100 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000)
<b>Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire</b>		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	40 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	40 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	20 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000)
<b>Pour financer des synthèses de connaissances sur l'activité physique, les comportements sédentaires et la santé</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	300 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(300 000)
<b>Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et les territoires</b>		
Justice	Crédit 5 (Subventions et contributions)	2 000 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 000 000)
<b>Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Dépenses en capital)	8 124 300 213 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(6 100)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement and contributions)	(68 400)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Dépenses en capital)	(29 400) (213 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(261 700)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement and contributions)	(575 900)
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(7 182 800)

### **Pour la construction et le dévoilement d'un site commémoratif à Montréal en mémoire des victimes du vol 182 d'Air India**

Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	200 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(190 000)

### **Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le projet d'English River**

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	80 000
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(80 000)

### **Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »**

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Crédit 95 (Dépenses de fonctionnement)	129 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(50 000)

### **Pour le projet de la trousse à outils opérationnels visant à faciliter l'affectation rapide de ressources dans l'éventualité d'un incident lié à la sécurité maritime**

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	227 500
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(227 500)

### **Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger**

Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	200 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	49 300
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	8 200
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(257 500)

### **Pour le règlement de contrats liés au programme d'aviation**

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	387 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(387 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour le Réseau stratégique HydroNet qui vise à promouvoir une exploitation durable de l'énergie hydroélectrique et des écosystèmes aquatiques sains</b>		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 80 (Subventions)	100 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000)
<b>Pour le transfert permanent de la subvention pour la recherche sur le cancer du sein au Canada qui finance la recherche ciblée sur le cancer du sein</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	3 000 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(3 000 000)
<b>Pour l'élaboration de la Scène des Prairies à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel</b>		
Société du Centre national des Arts	Crédit 65 (Dépenses de fonctionnement)	500 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(250 000)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(250 000)
<b>Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés</b>		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement and contributions) Crédit 5 (Dépenses en capital)	11 000 000 1 400 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	4 000 000
Service correctionnel du Canada	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(2 400 000)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(14 000 000)
<b>Pour l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH</b>		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	152 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(152 000)
<b>Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada</b>		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	171 946
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(171 946)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord de libre-échange nord-américain</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 483 000
Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	(2 483 000)
<b>Pour mener des évaluations des risques de blessures attribuables à des produits de consommation</b>		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	220 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(220 000)
<b>Pour mettre au point des modèles pour l'établissement d'un processus de mise en correspondance dans le contexte de l'examen des navires commerciaux</b>		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	199 090
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(199 090)
<b>Pour offrir aux Canadiens un accès en ligne continu au contenu inhérent à l'histoire et à l'éducation civique au Canada au moyen d'une entente relative aux droits de licence en matière de propriété intellectuelle visant le Dictionnaire biographique du Canada</b>		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	1 000 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)
<b>Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis</b>		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	388 900
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(388 900)
<b>Pour rehausser la capacité de surveillance du secteur riverain et coordonner l'accès à l'installation de surveillance de la plate-forme de surveillance coordonnée du port de Prince Rupert</b>		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	200 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
<b>Pour renforcer la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et assurer un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural</b>		
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 55 (Subventions et contributions)	34 200 1 264 192
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 10 (Subventions et contributions)	(34 200) (1 264 192)
<b>Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine quant à la représentation du Canada aux États-Unis</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	750 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(750 000)

## Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
<b>Pour soutenir les activités de marketing sur les marchés internes et internationaux prioritaires</b>		
Commission canadienne du tourisme	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	8 000 000
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(8 000 000)
<b>Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique</b>		
Ressources naturelles	Crédit 5 (Dépenses en capital)	9 000 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	765 000
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	763 344
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	448 175
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(10 976 519)
<b>Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser l'accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt</b>		
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	2 875 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(2 875 000)
<b>Pour soutenir l'intégration du traitement des demandes par l'intermédiaire des technologies de l'information (Système mondial de gestion des cas)</b>		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	400 000
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(400 000)
<b>Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi de la formation sur les techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues</b>		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)
<b>Pour une évaluation technique de la capacité et du caractère adéquat de la barrière littorale naturelle (mur de protection) ainsi que des conditions du sol sous-jacent à l'emplacement d'Advocate Harbour</b>		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	146 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(146 000)

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de 1 \$ permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Les virements de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Les virements entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts, aux investissements et aux avances. Ces crédits sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrisées dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### 1. L'approbation de subventions

Organisation	Nº du crédit	Explication
Finances – Ministère	5b	Pour <b>inscrire une subvention de 10 000 000 \$</b> pour l'Institut mondial de gestion des risques du secteur financier.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour <b>augmenter de 441 000 \$ le programme global de subventions</b> à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.
Pêches et Océans	10b	Pour <b>augmenter de 271 780 \$ les subventions</b> à l'appui des organismes qui participant à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et aux océans; et pour <b>augmenter de 1 624 200 \$ le programme de subvention globale</b> pour la disposition de ports pour petits bateaux.

### 2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	Nº du crédit	Explication
Défense nationale – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de <b>26 862 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour réaffecter un financement au programme de contributions à l'OTAN.
Industrie – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de <b>324 000 \$ du crédit 1 (Industrie)</b> pour appuyer des projets de technologie de l'information au Bureau du surintendant des faillites.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement de <b>557 105 \$ du crédit 25 (Agence spatiale canadienne)</b> pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.
Ressources naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de <b>588 503 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)</b> pour la modernisation du Centre de recherche sur les espèces envahissantes de Ressources naturelles.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### 3. Le virement entre organisations

Organisation	Nº du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	20b	Pour autoriser le virement de <b>5 921 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)</b> pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la livraison de l'aide.
Environnement – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de <b>448 175 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.
Environnement – Agence Parcs Canada	25b	Pour autoriser le virement de <b>763 344 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique, de <b>200 000 \$ du crédit 5 et du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour la construction et le dévoilement d'un site commémoratif à Montréal en mémoire des victimes du vol 182 d'Air India et de <b>25 970 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.
Industrie – Agence spatiale canadienne	30b	Pour autoriser le virement de <b>2 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour concevoir un capteur pour un satellite radar.
Industrie – Commission canadienne du tourisme	40b	Pour autoriser le virement de <b>8 000 000 \$ du crédit 1 (Industrie)</b> pour soutenir les activités de marketing sur les marchés internes et internationaux prioritaires.
Justice – Bureau du directeur des poursuites pénales	35b	Pour autoriser le virement de <b>466 013 \$ du crédit 1 (Justice)</b> pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires.
Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	55b	Pour autoriser le virement de <b>1 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)</b> pour offrir aux Canadiens un accès en ligne continu au contenu inhérent à l'histoire et à l'éducation civique au Canada au moyen d'une entente relative aux droits de licence en matière de propriété intellectuelle visant le Dictionnaire biographique du Canada.
Patrimoine canadien – Société du Centre national des Arts	65b	Pour autoriser le virement de <b>250 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)</b> et de <b>250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)</b> pour l'élaboration de la Scène des Prairies à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique des provinces du Manitoba et

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
		de la Saskatchewan, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel.
Patrimoine canadien – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	95b	Pour autoriser le virement de <b>50 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)</b> , de <b>50 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)</b> , de <b>25 000 \$ du crédit 40 (Agence de la santé publique du Canada)</b> et de <b>4 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada ».
Ressources naturelles – Ministère	1b	Pour autoriser le virement de <b>3 000 000 \$ du crédit 1 (Transports)</b> et de <b>1 000 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile)</b> pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés, et de <b>200 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale.
Ressources naturelles – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de <b>9 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)</b> pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique et de <b>852 000 \$ de crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Santé – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de <b>1 504 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	40b	Pour autoriser le virement de <b>671 600 \$ du crédit 5 (Défense nationale)</b> pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Transports – Tribunal d'appel des transports du Canada	75b	Pour autoriser le virement de <b>310 698 \$ du crédit 1 (Transports)</b> pour absorber une hausse de la charge de travail attribuable à une compétence élargie caractérisée, entre autres choses, par une hausse du nombre de membres du Tribunal, et à une augmentation prévue du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires.

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

### 4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	Nº du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	12b	En vertu du paragraphe 4(3) de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R. (1985), ch. R-8), pour augmenter de <b>4 000 000 \$ à 89 000 000 \$</b> , à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2010 et jusqu'au 31 mars 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada.
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L30b	Fonds pour augmenter le plafond des émissions et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables de 18 450 000 \$ dont le montant total ne doit pas dépasser <b>245 482 000 \$</b> , en vertu de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , au profit du Fonds pour l'environnement mondial.

### 5. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	Nº du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L32b	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fourni par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'institutions internationales, ne doit pas dépasser, pour la période commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, <b>35 724 849 \$US</b> , même si ce montant est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 36 846 610 \$, le 17 septembre 2010.
Finances – Ministère	7b	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> : à la Société financière internationale pour les initiatives du Projet de financement des petites et moyennes entreprises dont le montant ne doit pas dépasser <b>20 000 000 \$</b> ; à la Société financière internationale pour l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques dont le montant ne doit pas dépasser <b>5 830 000 \$</b> ; à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture dont le montant ne doit pas dépasser <b>1 000 000 \$</b> .

## Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Finances – Ministère	12b	Conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paiement, versé entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser <b>285 720 000 \$</b> à la Société financière internationale dans le cadre de l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques.

## Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque portefeuille :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts) pour chaque organisation demandant des crédits supplémentaires;
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

### 1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les budgets des dépenses à ce jour – budget principal des dépenses;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le « Rajustements des crédits » d'un crédit correspond à zéro ou à un montant négatif, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

### 2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'une organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

### 3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles à partir d'un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient aussi être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation ou des fonds d'un programme réaffectés à un autre programme.

## Détails par ministère, organisme et société d'État

### 4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 483 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de 7 182 800 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de 750 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de 575 900 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de 261 700 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de 68 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de 29 400 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 6 100 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 574 855 672	11 099 800	90 350 641	1 676 306 113

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 213 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	223 065 548	213 000	11 067 933		234 346 481
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	956 586 292	1 100 000	6 200 000	963 886 292	
12b En vertu du paragraphe 4(3) de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.C. (1985), ch. R-8), pour augmenter de 4 000 000 \$ à 89 000 000 \$, à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2010 et jusqu'au 31 mars 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada	.....	.....	1	1	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	86 624 049	.....	.....	86 624 049	
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Ministre d'État – Traitement et allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000	

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.R. (2001), ch. 33) .....	500 000	.....	.....	500 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R. (1985), ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R. (1985), ch. R-8).....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 842 040 859	<b>12 412 800</b>	<b>107 618 575</b>	2 962 072 234
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.R. (2001) ch. 33) (non budgétaire).....	166 500 000	.....	<b>(1 132 000 000)</b>	(965 500 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	166 500 000	.....	<b>(1 132 000 000)</b>	(965 500 000)
Total du Ministère.....	3 008 540 859	<b>12 412 800</b>	<b>(1 024 381 425)</b>	1 996 572 234
<b>Corporation commerciale canadienne</b>				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 549 962	.....	.....	15 549 962
Total de l'organisme .....	15 549 962	.....	.....	15 549 962
<b>Agence canadienne de développement international</b>				
20b Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 921 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	212 554 204	<b>4 260 815</b>	<b>1</b>	216 815 020

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
25b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 660 385 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 751 041 919	(5 260 815)	265 755 615	3 011 536 719	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	26 031 290	.....	.....	26 031 290	
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Encassement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> .....	230 691 000	.....	18 450 000	249 141 000	
(L) En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 20 468 404 \$ .....	.....	.....	20 468 404	20 468 404	
Total des dépenses budgétaires .....	3 220 397 062	(1 000 000)	304 674 020	3 524 071 082	
L30b Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 245 482 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	1	.....	1	2	
L32b Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fourni par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'institutions internationales, ne doit pas dépasser, pour la période commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, 35 724 849 \$US, même si ce montant est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 36 846 610 \$, le 17 septembre 2010 .....	.....	.....	1	1	
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital....	.....	.....	36 846 610	36 846 610	
Total des dépenses non budgétaires .....	1	.....	36 846 612	36 846 613	
Total de l'organisme .....	3 220 397 063	(1 000 000)	341 520 632	3 560 917 695	

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>						
35b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 946 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	181 475 708		171 946	13 440 778		195 088 432
Total de l'organisme .....	181 475 708		171 946	13 440 778		195 088 432
<b>Commission mixte internationale</b>						
40b Dépense du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs .....	8 228 701		.....	224 754		8 453 455
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	569 222		.....	.....		569 222
Total de l'organisme .....	8 797 923		.....	224 754		9 022 677
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>						
45b Dépenses du Programme .....	2 857 820		(2 483 000)	.....		374 820
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	192 749		.....	.....		192 749
Total de l'organisme .....	3 050 569		(2 483 000)	.....		567 569
Total du portefeuille .....	6 437 812 084		9 101 746	(669 195 261)		5 777 718 569

*Nota :* En vertu du décret C.P. 2010-1083, le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, est intégré au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord, à compter du 27 août 2010.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 12</b>	<b>Total</b>
Fonds pour le règlement du chapitre 11 de l'ALENA dans le cadre de la plainte déposée par AbitibiBowater Inc. concernant les actifs expropriés de Terre-Neuve-et-Labrador .....	80 000	.....	.....	.....	80 000
Fonds pour le renforcement de la sécurité dans les missions à l'étranger .....	7 190	6 828	.....	.....	14 018
Réponse du Canada aux inondations au Pakistan ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	6 200	.....	6 200
Fonds pour les activités promotionnelles afin de faire valoir les intérêts du Canada auprès des décideurs et influenceurs en matière d'affaires et de politique aux États-Unis .....	6 000	.....	.....	.....	6 000
Fonds pour la rénovation des chancelleries à La Havane et à Madrid (2 610 \$), les projets de gestion de l'information et de technologie (964 \$), ainsi que la construction d'un Centre de surveillance et d'intervention d'urgence dans l'édifice Lester B. Pearson (666 \$) .....	.....	4 240	.....	.....	4 240
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ) .....	500	.....	.....	.....	500
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ( <i>poste horizontal</i> ) .....	282	.....	.....	.....	282
Pour augmenter de 4 000 000 \$ à 89 000 000 \$, à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2010 et jusqu'au 31 mars 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes afin de financer le projet de passeport électronique et de maintenir les activités courantes .....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	93 972	11 068	6 200	.....	111 240
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	3 621	.....	.....	.....	3 621
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>90 351</b>	<b>11 068</b>	<b>6 200</b>	.....	<b>107 619</b>
<b>Crédits législatifs</b>					
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.R. (2001), ch.33) .....				(1 132 000)	
<b>Total des rajustements des crédits</b>					<b>(1 024 381)</b>

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 12</b>	<b>Total</b>
Transfert du Service canadien du renseignement de sécurité (7 183 \$), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (576 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (262 \$), de la Défense nationale (242 \$), de Travaux publics et Services gouvernementaux (68 \$) et de la Gendarmerie royale du Canada (6 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	8 124	213	....	....	8 337
Transfert du Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne – Pour l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord de libre-échange nord-américain .....	2 483	....	....	....	2 483
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des contributions à l'Association internationale des maires francophones et à l'Université Senghor .....	....	....	1 000	....	1 000
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine quant à la représentation du Canada aux Etats-Unis .....	750	....	....	....	750
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi de la formation sur les techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues .....	....	....	100	....	100
Transfert à Industrie (200 \$), à Santé (49 \$) et à Agriculture et Agroalimentaire (8 \$) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	(257)	....	....	....	(257)
<b>Total des transferts</b>	<b>11 100</b>	<b>213</b>	<b>1 100</b>	<b>....</b>	<b>12 413</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>101 451</b>	<b>11 281</b>	<b>7 300</b>	<b>....</b>	<b>(1 011 968)</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 3 620 819 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 772 578 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres et du ministre d'État (848 241 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Ministère

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité .....	6 200 000	.....
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie .....	1 000 000	.....
Contributions au Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité ...	100 000	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>7 300 000</b>	.....

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Agence canadienne de développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Crédit L30	Crédit L32	Total
Fonds pour appuyer les activités de programmes liées à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans les pays en développement .....	....	173 456	....	....	173 456
Fonds pour appuyer l'initiative de financement accéléré par le Canada pour la lutte contre les changements climatiques à l'intention des pays en développement.....	....	75 000	....	....	75 000
Fonds pour les activités de programmes visant à appuyer la reconstruction d'Haïti.....	....	40 000	....	....	40 000
Fonds pour des subventions supplémentaires destinées aux organisations internationales pour de l'assistance au développement principalement pour l'aide alimentaire en Afrique .....	....	38 000	....	....	38 000
Fonds pour l'appui au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria .....	....	32 400	....	....	32 400
Réponse du Canada aux inondations au Pakistan ( <i>poste horizontal</i> ).....	....	16 500	....	....	16 500
Fonds pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la prestation de l'aide.....	5 312	....	....	....	5 312
Fonds pour des subventions supplémentaires destinées à la coopération avec d'autres pays donateurs : programmes en Asjordanie exécutés conjointement avec l'Allemagne pour améliorer le cadre politique, juridique et réglementaire pour les micro, petites et moyennes entreprises; et programmes au Mali exécutés conjointement avec la Commission européenne pour renforcer les capacités de la société civile.....	....	5 000	....	....	5 000
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ).....	....	2 460	....	....	2 460
Fonds pour augmenter le plafond des émissions et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, de 18 450 000 \$, dont le montant total ne doit pas dépasser 245 482 000 \$ en vertu de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , au profit du Fonds pour l'environnement mondial .....	....	....	....	....	....
Achat d'actions de la Banque asiatique de développement d'un montant ne devant pas dépasser 35 724 849 \$US, même si ce montant est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 36 846 610 \$, le 17 septembre 2010 .....	....	....	....	....	....
Montant brut des crédits à adopter	5 312	382 816	....	....	388 128
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 312	117 060	....	....	122 372
<b>Total des crédits à adopter</b>	....	<b>265 756</b>	....	....	<b>265 756</b>

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Agence canadienne de développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 20	Crédit 25	Crédit L30	Crédit L32	Total
Paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital (non budgétaire) .....					36 847
En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique</i> de 2007, un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 20 468 404 \$ .....					20 468
Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> .....					18 450
<b>Total des crédits législatifs</b>					<b>75 765</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>					<b>341 521</b>
<b>Transferts</b>					
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis... .....	(1 660)	1 660	....	....	....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la livraison de l'aide .....	5 921	(5 921)	....	....	....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour des contributions à l'Association internationale des maires francophones et à l'Université Senghor.....	....	(1 000)	....	....	(1 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>4 261</b>	<b>(5 261)</b>	<b>....</b>	<b>....</b>	<b>(1 000)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>4 261</b>	<b>260 495</b>	<b>....</b>	<b>....</b>	<b>340 521</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 5 312 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la participation à l'entente liée au programme pour le remboursement des besoins en matière de rémunération (5 200 000 \$) et des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (112 000 \$).

**Crédit 25** : Des fonds autorisés totalisant 117 060 385 \$ sont disponibles : 115 400 000 \$ à même le crédit en raison d'une conversion des contributions en subventions afin d'offrir une aide internationale plus efficace ; et 1 660 385 \$ du crédit 20 en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (1 283 606 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (376 779 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL**  
**Agence canadienne de développement international**

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	327 356 000	.....
Subventions pour la programmation bilatérale : Subventions pour la coopération avec d'autres pays donateurs au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	5 000 000	.....
<b>Total des subventions brutes</b>	<b>332 356 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
Contributions pour la programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieurs, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	42 000 000	.....
Contributions pour la programmation de partenariat : Contributions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et contributions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	8 460 000	.....
<b>Total des contributions brutes</b>	<b>50 460 000</b>	.....
<b>Autres paiements de transfert</b>		
Paiements à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque en vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> .....	.....	20 468 404
Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> .....	.....	18 450 000
<b>Montant total brut des autres paiements de transfert</b>	<b>.....</b>	<b>38 918 404</b>
<b>Total des paiements de transfert bruts</b>	<b>382 816 000</b>	<b>38 918 404</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i> .....	115 400 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	6 921 200	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>260 494 800</b>	<b>38 918 404</b>

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Centre de recherches pour le développement international

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

#### Crédit 35

Fonds pour l'initiative à la recherche du prochain Einstein afin de soutenir la science et l'innovation en Afrique (4 000 \$) et pour le Centre africain de recherche sur l'adaptation afin de développer une expertise en matière d'adaptation aux changements climatiques (10 000 \$).....	14 000
--	--------

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	559
---	-----

#### **Total des crédits à adopter**

#### 13 441

#### **Transferts**

Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada.....	172
--	-----

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>13 613</b>
---	---------------

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 35** : Des fonds autorisés totalisant 559 222 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Commission mixte internationale

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

#### Crédit 40

Fonds pour l'initiative internationale sur les bassins hydrographiques liée à la gestion des eaux limitrophes et transfrontalières et aux relations entre le Canada et les États-Unis.....	250
--	-----

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	25
---	----

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>225</b>
---	------------

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 40** : Des fonds autorisés totalisant 25 246 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

## Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

---

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

#### **Transferts**

#### **Crédit 45**

Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord de libre-échange nord-américain .....	<b>(2 483)</b>
---	----------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b Dépenses de fonctionnement et :					
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;					
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;					
c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;					
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 021 826 597	(18 024 564)	392 927 018	1 396 729 051	
5b Dépenses en capital et :					
a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;					
b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....	6 431 000	.....	5 000 000	11 431 000	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 803 264 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	6 157 176 790	3 906 745	426 274 889	6 587 358 424	
15b Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis à destination du Nord	47 600 000	.....	9 400 000	57 000 000	

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
20a Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement .....	9 700 043	.....	.....	9 700 043	
25a Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions .....	29 939 000	.....	.....	29 939 000	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	66 055 729	.....	.....	66 055 729	
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	67 970 146	.....	.....	67 970 146	
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i> .....	17 987 000	.....	.....	17 987 000	
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique .....	2 000 000	.....	.....	2 000 000	
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources .....	1 472 000	.....	.....	1 472 000	
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités .....	1 400 000	.....	.....	1 400 000	
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington .....	15 000	.....	.....	15 000	
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	.....	.....	.....	6 466 646	6 466 646
Total des dépenses budgétaires .....	7 429 651 954	(14 117 819)	840 068 553		8 255 602 688
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications .....	47 403 000	.....	.....	47 403 000	
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique .....	30 400 000	.....	.....	30 400 000	
Total des dépenses non budgétaires .....	77 803 000	.....	.....		77 803 000
Total du Ministère .....	7 507 454 954	(14 117 819)	840 068 553		8 333 405 688

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord</b>					
40b Dépenses de fonctionnement .....	14 394 477	(75 000)	3 712 120		18 031 597
45b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....					
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	46 312 294	75 000	1 644 657		48 031 951
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	1 180 455	.....	.....		1 180 455
	.....	.....	1 611 254		1 611 254
Total de l'organisme .....	61 887 226	.....	6 968 031		68 855 257
<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>					
50 Dépenses du Programme et contributions.....	984 294	.....	.....		984 294
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	76 830	.....	.....		76 830
Total de l'organisme .....	1 061 124	.....	.....		1 061 124
<b>Institut de la statistique des Premières nations</b>					
55 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement .....	5 000 000	.....	.....		5 000 000
Total de l'organisme .....	5 000 000	.....	.....		5 000 000
<b>Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens</b>					
60 Dépenses du Programme.....	31 758 318	.....	.....		31 758 318
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	510 000	.....	.....		510 000
Total de l'organisme .....	32 268 318	.....	.....		32 268 318
<b>Greffé du Tribunal des revendications particulières</b>					
65 Dépenses du Programme.....	2 763 472	.....	.....		2 763 472
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	195 332	.....	.....		195 332
Total de l'organisme .....	2 958 804	.....	.....		2 958 804
Total du portefeuille.....	7 610 630 426	(14 117 819)	847 036 584		8 443 549 191

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 15</b>	<b>Total</b>
Fonds pour le règlement des revendications particulières* .....	.....	.....	308 023	.....	308 023
Fonds pour les sommes allouées aux revendicateurs à la suite du Processus d'évaluation indépendant et du Mode alternatif de règlement des conflits en lien avec la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, y compris d'autres coûts liés aux règlements extrajudiciaires qui bénéficient directement aux revendicateurs.....	294 600	.....	.....	.....	294 600
Fonds en vue de régler la revendication relative aux droits fonciers issus des traités soumis par la Nation crie de Bigstone* .....	1 000	.....	59 000	.....	60 000
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens ( <i>poste horizontal</i> ).....	59 806	.....	.....	.....	59 806
Fonds pour les règlements extrajudiciaires.....	27 000	.....	.....	.....	27 000
Fonds pour le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations afin de mettre en œuvre une approche axée sur la prévention au Manitoba .....	.....	.....	17 600	.....	17 600
Fonds à l'appui de la mise en œuvre de l'Initiative de partenariats stratégiques du Cadre fédéral pour le développement économique des Autochtones .....	2 677	.....	13 600	.....	16 277
Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou ( <i>poste horizontal</i> ) .....	320	.....	13 876	.....	14 196
Fonds pour subventionner l'envoi d'aliments aux collectivités isolées du Nord et pour promouvoir la nutrition ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 383	.....	.....	9 400	10 783
Fonds pour continuer à mettre en œuvre les mesures liées aux traités avec les Premières nations en Colombie-Britannique .....	120	5 000	4 880	.....	10 000
Fonds pour le développement, la mise en œuvre et le maintien d'un système d'information sur l'éducation.....	6 352	.....	.....	.....	6 352
Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 653	.....	650	.....	3 303
Financement accordé dans le cadre du Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations .....	.....	.....	2 713	.....	2 713
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	2 556	.....	2 556

\* Un montant de 207 359 800 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ces postes. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds afin d'appuyer Nunavut Sivuniiksavut pour l'achat et la rénovation d'une nouvelle installation scolaire .....	.....	.....	2 500	.....	2 500
Fonds pour des paiements accordés en vertu du processus de résolution fixé par la cour ayant trait à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens .....	550	.....	.....	.....	550
Fonds pour appuyer la tenue d'un exercice tripartite portant sur l'admissibilité, l'inscription et la ratification dans le cadre de l'accord de principe sur la revendication territoriale globale des Algonquins de l'Ontario .....	.....	.....	400	.....	400
Financement pour soutenir les investissements dans le fonds d'infrastructure des Premières nations et dans les établissements d'enseignement des Premières nations .....	.....	.....	381	.....	381
Fonds pour la restauration de la fosse de bitume de Marwell à Whitehorse .....	.....	.....	96	.....	96
Montant brut des crédits à adopter	396 461	5 000	426 275	9 400	837 136
<b>Fonds disponibles</b>					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	3 534	.....	.....	.....	3 534
Total des fonds disponibles	3 534	.....	.....	.....	3 534
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>392 927</b>	<b>5 000</b>	<b>426 275</b>	<b>9 400</b>	<b>833 602</b>
<b>Crédits législatifs</b>					
Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou ( <i>poste horizontal</i> ) .....				6 467	
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>840 069</b>	
<b>Transferts</b>					
Transfert de Pêches et Océans – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le projet d'English River .....	.....	.....	80	.....	80
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les coûts associés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés .....	(18 803)	.....	18 803	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts d'arpentage et les coûts environnementaux liés au règlement de la revendication relative aux droits fonciers issus des traités soumis par la Nation crie de Bigstone .....	1 125	.....	(1 125)	.....	.....

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert à Ressources naturelles (200 \$) et à Pêches et Océans (146 \$) – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale .....	(346)	.....	.....	.....	(346)
Transfer à Ressources naturelles – Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser l'accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt...	.....	.....	(2 875)	.....	(2 875)
Transfert à Ressources naturelles (9 000 \$), à Santé (765 \$), à l'Agence Parcs Canada (763 \$) et à Environnement (448 \$) – Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique .....	.....	.....	(10 976)	.....	(10 976)
<b>Total des transferts</b>	<b>(18 024)</b>	.....	<b>3 907</b>	.....	<b>(14 117)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>374 903</b>	<b>5 000</b>	<b>430 182</b>	<b>9 400</b>	<b>825 952</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1 :** Des fonds autorisés totalisant 3 533 995 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (3 364 095 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (169 900 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<b>Subventions</b>		
Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières ( <i>Fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer une partie de ce poste</i> ) .....	367 023 474	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes .....	12 087 000	.....
Subvention pour appuyer Nunavut Sivuniksavut.....	2 500 000	.....
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité .....	80 000	.....
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	.....	6 466 646
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>381 690 474</b>	<b>6 466 646</b>

Contributions	
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	19 453 264
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	17 600 000
Contributions à l'appui de l'Initiative de partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones .....	13 600 000
Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique.....	4 880 000

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

### Ministère

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	3 093 915	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation .....	2 556 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales .....	1 789 000	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale.....	400 000	.....
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la restauration de la fosse de bitume de Marwell dans le cadre du Programme des sites contaminés .....	95 500	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>63 467 679</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>445 158 153</b>	<b>6 466 646</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>14 976 519</i>	.....
<b>Paiements de transfert nets</b>	<b>430 181 634</b>	<b>6 466 646</b>

# AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

## Agence canadienne de développement économique du Nord

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'Agence canadienne de développement économique du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

	<b>Crédit 40</b>	<b>Crédit 45</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer la mise en œuvre et les activités de l'Agence canadienne de développement économique du Nord .....	3 802	.....	3 802
Fonds pour permettre à l'Agence canadienne de développement économique du Nord d'exécuter les programmes d'Affaires indiennes et du Nord canadien dans les territoires .....	.....	1 027	1 027
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs.....	.....	618	618
Montant brut des crédits à adopter	3 802	1 645	5 447
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	90	.....	90
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>3 712</b>	<b>1 645</b>	<b>5 357</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut (Fonds d'adaptation des collectivités) .....	.....	1 611	1 611
<b>Total des crédits législatifs</b>			<b>1 611</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>6 968</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffection des ressources à l'interne – Pour financer le projet du Centre pour le Nord .....	(75)	75	.....
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 637</b>	<b>1 720</b>	<b>6 968</b>

### **Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 40** : Des fonds autorisés totalisant 89 630 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre d'État.

	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b><u>Contributions</u></b>		
Programme de développement des entreprises autochtones.....	967 250	.....
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada .....	617 857	.....
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada .....	75 000	.....
Paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique.....	59 550	.....
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	1 611 254
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>1 719 657</b>	<b>1 611 254</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES  
RÉGIONS DU QUÉBEC**

**Sommaire du portefeuille**

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	49 176 624	40 000	2 747 827	51 964 451
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	409 660 846	(750 000)	63 691 339	472 602 185
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 634 359	.....	.....	5 634 359
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	5 000 000	.....	1 086 716	6 086 716
Total du portefeuille.....	469 473 829	(710 000)	67 525 882	536 289 711

# AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour renforcer et accroître l'activité économique des zones touchées par la crise forestière pour y créer et maintenir de l'emploi (Initiative ponctuelle de renforcement des économies forestières du Québec).....	755	34 062	34 817
Fonds pour poursuivre le soutien aux collectivités vulnérables du Québec, pour les rendre plus vigoureuses et les aider, ainsi que les petites et moyennes entreprises, à devenir plus concurrentielles.....	1 478	12 790	14 268
Fonds consacrés à des projets visant à améliorer la qualité de l'eau et le transport ou à produire des retombées économiques régionales.....	.....	14 000	14 000
Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	2 840	2 840
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 005	.....	1 005
Montant brut des crédits à adopter	3 238	63 692	66 930
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	490	.....	490
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>2 748</b>	<b>63 692</b>	<b>66 440</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds visant à favoriser les initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités)....			1 087
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>67 527</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert d'Industrie – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire .....	40	.....	40
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plate-forme nord-américaine quant à la représentation du Canada aux États-Unis .....	.....	(750)	(750)
<b>Total des transferts</b>	<b>40</b>	<b>(750)</b>	<b>(710)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>2 788</b>	<b>62 942</b>	<b>66 817</b>

## Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 490 087 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (340 807 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre d'État (149 280 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES  
RÉGIONS DU QUÉBEC**

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	39 424 457	.....
Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada.....	14 000 000	.....
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités .....	7 426 882	.....
Contributions au Programme de développement des collectivités.....	2 840 000	.....
(L) Fonds d'adaption des collectivités .....		1 086 716
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>63 691 339</b>	<b>1 086 716</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	750 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>62 941 339</b>	<b>1 086 716</b>

# AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	88 809 400	40 000	71 078	88 920 478
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 146 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	288 875 548	146 000	23 119 857	312 141 405
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	8 467 553	.....	.....	8 467 553
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	5 062 903	5 062 903
Total du Ministère.....	386 152 501	186 000	28 253 838	414 592 339
<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b>				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i> .....	83 070 000	.....	.....	83 070 000
Total de l'organisme .....	83 070 000	.....	.....	83 070 000
Total du portefeuille.....	469 222 501	186 000	28 253 838	497 662 339

# AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds visant à aider à créer des emplois, à améliorer l'infrastructure communautaire et à accélérer la croissance des entreprises au Canada atlantique.....	19 000	19 000	19 000
Fonds pour fournir un soutien accru relativement aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, et ce, surtout celles de petite et de moyenne taille.....	2 440	2 440	2 440
Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 680	1 680	1 680
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	666	.....	666
Montant brut des crédits à adopter	666	23 120	23 786
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	595	.....	595
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>71</b>	<b>23 120</b>	<b>23 191</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds visant à favoriser les initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités)....	5 063		
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>28 254</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Pêches et Océans – Pour une évaluation technique de la capacité et du caractère adéquat de la barrière littorale naturelle (mur de protection) ainsi que des conditions du sol sous-jacent à l'emplacement d'Advocate Harbour .....	146	146	146
Transfert d'Industrie – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire .....	40	.....	40
<b>Total des transferts</b>	<b>40</b>	<b>146</b>	<b>186</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>111</b>	<b>23 266</b>	<b>28 440</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 594 999 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique.....	19 000 000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises .....	2 585 857	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités .....	1 680 000	.....
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	5 062 903
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>23 265 857</b>	<b>5 062 903</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGENCE DU REVENU DU CANADA

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> .....	3 151 766 251	(15 349 522)	.....	3 136 416 729
5b Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 050 850 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	136 085 000	1 050 850	759 678	137 895 528
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	416 699 690	.....	.....	416 699 690
(L) Ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i> .....	479 000 000	.....	.....	479 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i> .....	226 893 957	.....	.....	226 893 957
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	225 000 000	.....	.....	225 000 000
Total du portefeuille.....	4 635 523 547	(14 298 672)	759 678	4 621 984 553

*Nota:* Le montant des « autorisations à ce jour » pour l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 150 325 582 \$ au crédit 1 qui a été accordé en 2009-2010 et qui sera dépensé en 2010-2011.

# AGENCE DU REVENU DU CANADA

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds pour la mise en œuvre de diverses mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2010, notamment des modifications aux Comptes d'épargne libre d'impôt et aux services financiers (TPS/TVH).....	13 426	1 574	15 000
Fonds pour combattre la production, la distribution et la demande de tabac de contrebande ( <i>poste horizontal</i> ) .....	4 970	.....	4 970
Montant brut des crédits à adopter	18 396	1 574	19 970
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	18 396	.....	18 396
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	814	814
Total des fonds disponibles	18 396	814	19 210
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	<b>760</b>	<b>760</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(814)	814	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des activités liées aux entités de placement étrangères et aux fiducies non résidentes .....	(237)	237	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour appuyer la Communauté nationale des gestionnaires .....	(200)	.....	(200)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour des services en matière d'installations et de biens immobiliers .....	(14 099)	.....	(14 099)
<b>Total des transferts</b>	<b>(15 350)</b>	<b>1 051</b>	<b>(14 299)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(15 350)</b>	<b>1 811</b>	<b>(13 539)</b>

## Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 18 395 979 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un rajustement apporté aux modifications législatives proposées à la *Loi de l'impôt* sur le revenu à l'égard des entités de placement étrangères et des fiducies non résidentes (17 042 847 \$) et des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (1 353 132 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 813 641 \$ sont disponibles à même le crédit 1 en raison d'un rajustement apporté aux modifications législatives proposées à la *Loi de l'impôt* sur le revenu à l'égard des entités de placement étrangères et des fiducies non résidentes.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 200 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	762 808 274	(1 141 800)	4 666 164	766 332 638
5b Dépenses en capital.....	50 604 201	.....	7 255 543	57 859 744
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	551 243 868	.....	25 859 109	577 102 977
15 Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol .....	1	.....	.....	1
20 Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme.....	345 000	.....	.....	345 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	83 262 843	.....	.....	83 262 843
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité .....	500 034 000	.....	.....	500 034 000
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-protection .....	452 000 000	.....	.....	452 000 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34) ....	184 000 000	.....	.....	184 000 000
(L) Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement .....	155 820 000	.....	.....	155 820 000
(L) Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité .....	95 282 000	.....	.....	95 282 000

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
(L) Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	<b>253 700 000</b>	307 900 000	
(L) Paiements de subventions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000	
(L) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine .....	39 070 574	.....	.....	39 070 574	
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement .....	18 959 000	.....	.....	18 959 000	
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000	
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000	
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4) .....	200 000	.....	.....	200 000	
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....	
Total du Ministère.....	3 011 108 410	<b>(1 141 800)</b>	<b>291 480 816</b>	3 301 447 426	
<b>Commission canadienne du lait</b>					
25 Dépenses du Programme.....	3 981 089	.....	.....	3 981 089	
Total de l'organisme .....	3 981 089	.....	.....	3 981 089	
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>					
30b Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 150 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	578 482 877	<b>574 100</b>	<b>18 974 223</b>	598 031 200	
35b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 308 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	44 079 982	<b>308 000</b>	<b>583 200</b>	44 971 182	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	73 287 247	.....	.....	73 287 247	
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6) .....	1 500 000	.....	.....	1 500 000	
Total de l'organisme .....	697 350 106	<b>882 100</b>	<b>19 557 423</b>	717 789 629	
<b>Commission canadienne des grains</b>					
40a Dépenses du Programme.....	31 162 143	.....	.....	31 162 143	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	589 448	.....	.....	589 448	
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)	
Total de l'organisme .....	31 631 590	.....	.....	31 631 590	
Total du portefeuille.....	3 744 071 195	<b>(259 700)</b>	<b>311 038 239</b>	4 054 849 734	

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour soutenir un secteur agricole rentable et novateur et une industrie de produits agroalimentaires et agricoles qui prend tous les moyens possibles pour répondre aux besoins du marché et qui contribue à la santé et au bien-être des Canadiens (initiative Cultivons l'avenir) .....	....	....	39 193	39 193
Financement pour la mise en œuvre du Fonds de flexibilité pour l'agriculture afin d'aider l'industrie agricole à s'adapter aux pressions et à améliorer sa compétitivité .....	14 131	....	12 340	26 471
Fonds accordé aux abattoirs inspectés par les autorités fédérales et provinciales en vue de maintenir la capacité d'abattage nationale pendant que l'industrie tente de s'adapter au contexte réglementaire et financier actuel* .....	....	....	23 000	23 000
Fonds pour poursuivre le renouvellement des immobilisations et maintenir l'entretien des installations agricoles partout au Canada .....	....	7 256	....	7 256
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	7 213	....	....	7 213
Fonds pour assurer la défense du Canada contre les mises en cause dans les litiges liés au tabac ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 107	....	....	1 107
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ).....	....	....	726	726
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement .....	72	....	....	72
Montant brut des crédits à adopter	22 523	7 256	75 259	105 038
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	17 857	....	49 400	67 257
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>4 666</b>	<b>7 256</b>	<b>25 859</b>	<b>37 781</b>
<b>Crédits législatifs</b>				
Fonds pour appuyer l'Initiative de 2010 d'aide aux producteurs des Prairies touchés par l'humidité excessive élaborée sur le fondement du cadre d'Agri-relance et du Programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe.....				253 700
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>291 481</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	8	....	....	8
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à fournir une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges .....	(1 150)	....	....	(1 150)
<b>Total des transferts</b>	<b>(1 142)</b>	<b>....</b>	<b>....</b>	<b>(1 142)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 524</b>	<b>7 256</b>	<b>25 859</b>	<b>290 339</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

\* Un montant de 10 700 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

# AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

## Ministère

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 17 856 610 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réallocation des dépenses de fonctionnement d'Agri-relance pour compenser les paiements législatifs aux cultivateurs touchés par les conditions d'humidité excessive et d'inondation au printemps 2010 (8 450 000 \$); du report des fonds pour l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants, qui assure aux producteurs agricoles la possibilité d'investir et de participer à l'industrie émergente du carburant renouvelable, attribuable à des investissements limités en 2010-2011 en raison de la récession économique mondiale ainsi que la nature pluriannuelle des projets (6 000 000 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (3 112 980 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (293 630 \$).

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 49 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants qui assure aux producteurs agricoles la possibilité d'investir et de participer à l'industrie émergente du carburant renouvelable, attribuable à des investissements limités en 2010-2011 en raison de la récession économique mondiale ainsi que la nature pluriannuelle des projets (26 400 000 \$); et pour le Fonds de flexibilité pour l'agriculture qui permet de cibler des mesures qui prennent avantage des nouvelles possibilités et de faire face aux pressions du marché pour financer des subventions aux abattoirs inspectés par les autorités fédérales et provinciales en vue de maintenir la capacité d'abattage nationale pendant que l'industrie tente de s'adapter au contexte réglementaire et financier actuel (23 000 000 \$).

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Programme de paiements pour l'abattage des animaux de plus de trente mois ( <i>Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été accordés en vue de financer une partie de ce poste</i> ) .....		
Montant total brut des subventions	<b>23 000 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs .....	12 984 856	.....
Programme lié au Fonds Agri-flexibilité .....	12 340 148	.....
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement .....	10 008 043	.....
Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques .....	7 125 504	.....
Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité du système alimentaire du Canada...	7 071 278	.....
Contributions pour miser sur les forces du Canada pour réussir sur les marchés nationaux et internationaux .....	2 003 280	.....
Contributions en vertu du programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse .....	726 000	.....
(L) Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance .....		253 700 000
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>52 259 109</b>	<b>253 700 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>75 259 109</b>	<b>253 700 000</b>
Moins : Fonds disponibles <u>à même</u> le crédit .....	49 400 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>25 859 109</b>	<b>253 700 000</b>

## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

### Agence canadienne d'inspection des aliments

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 30</b>	<b>Crédit 35</b>	<b>Total</b>
Fonds pour augmenter la fréquence d'inspection des aliments dans les établissements de transformation de la viande.....	10 822	583	11 405
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes pour le Canada, qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres du Canada ainsi que la biodiversité et les espèces végétales et animales indigènes contre les risques que posent les espèces exotiques envahissantes ( <i>poste horizontal</i> ).....	10 040	.....	10 040
Montant brut des crédits à adopter	20 862	583	21 445
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 887	.....	1 887
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>18 975</b>	<b>583</b>	<b>19 558</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour aider l'Organisation mondiale de la santé animale à fournir une expertise canadienne quant aux activités de renforcement des capacités et aux activités régionales, lesquelles contribuent à l'établissement de normes fondées sur la science à l'appui de la sécurité des échanges.....	1 150	.....	1 150
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	308	308
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(576)	.....	(576)
<b>Total des transferts</b>	<b>574</b>	<b>308</b>	<b>882</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>19 549</b>	<b>891</b>	<b>20 440</b>

#### **Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 30** : Des fonds autorisés totalisant 1 887 410 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	569 841 044	350 000	24 680 417	594 871 461
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	972 339 044	(2 000 000)	1 153 101	971 492 145
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	48 214 468	.....	.....	48 214 468
(L) Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
Total des dépenses budgétaires .....	1 590 473 205	(1 650 000)	25 833 518	1 614 656 723
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non-budgétaire) (L.C. (2001), ch. 27).....	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires .....	1	.....	.....	1
Total du Ministère .....	1 590 473 206	(1 650 000)	25 833 518	1 614 656 724
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
10b Dépenses du Programme .....	108 418 586	.....	7 098 418	115 517 004
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	13 136 038	.....	.....	13 136 038
Total de l'organisme .....	121 554 624	.....	7 098 418	128 653 042
Total du portefeuille .....	1 712 027 830	(1 650 000)	32 931 936	1 743 309 766

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer le Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit des soins de santé temporaires aux réfugiés.....	18 062	.....	18 062
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié ( <i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i> ) ( <i>poste horizontal</i> ).....	12 163	5 205	17 368
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 156	.....	3 156
Fonds pour le Programme canadien sur les crimes de guerre afin d'enquêter sur des présumés criminels de guerre et de leur refuser l'asile au Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 848	.....	1 848
Montant brut des crédits à adopter	35 229	5 205	40 434

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10 548	4 052	14 600
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>24 681</b>	<b>1 153</b>	<b>25 834</b>

#### **Transferts**

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour soutenir l'intégration du traitement des demandes par l'intermédiaire des technologies de l'information (Système mondial de gestion des cas) .....	400	.....	400
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada » .....	(50)	.....	(50)
Transfert à Justice – Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et les territoires .....	.....	(2 000)	(2 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>350</b>	<b>(2 000)</b>	<b>(1 650)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>25 031</b>	<b>(847)</b>	<b>24 184</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 10 548 310 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des exigences moindres en ce qui a trait à l'application des modifications apportées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique (6 300 000 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 245 532 \$); des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (1 342 087 \$); des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres et des ministres d'État (486 316 \$); et des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus inhérentes aux modifications réglementaires et aux remises des droits (174 375 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 4 052 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

#### **Paiements de transfert (dollars)**

	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b>Contributions</b>		
Programme d'aide à la réinstallation.....	5 205 101	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>5 205 101</b>	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....	4 052 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....	2 000 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>(846 899)</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

## Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 10</b>
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié ( <i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i> ) (poste horizontal) .....	8 953
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (poste horizontal) .....	1 364
Montant brut des crédits à adopter	<u>10 317</u>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	3 219
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>7 098</b>

### **Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 3 218 552 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (2 494 000 \$); et des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (724 552 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Secrétariat</b>				
1b Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 126 355 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	252 189 540	276 355	1 237 952	253 703 847
5 Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit .....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada .....	6 562 893	.....	.....	6 562 893
15b Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	137 119 071	137 119 071

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20 Assurances de la fonction publique – Paiements à l’égard de programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou autres, ou applicables à l’administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d’une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l’égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> .....	2 223 793 511	.....	.....	2 223 793 511
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent.....	128 041 265	.....	.....	128 041 265
30a Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	600 000 000	.....	.....	600 000 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	29 591 684	.....	.....	29 591 684
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d’entrée de l’Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33) .....	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat .....	3 990 277 542	276 355	138 357 023	4 128 910 920
<b>École de la fonction publique du Canada</b>				
35 Dépenses du Programme.....	56 661 981	.....	.....	56 661 981
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	6 477 030	.....	.....	6 477 030
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i> .....	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total de l’organisme .....	113 139 011	.....	.....	113 139 011
<b>Commissariat au lobbying</b>				
40 Dépenses du Programme.....	4 409 093	.....	.....	4 409 093
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés .....	422 122	.....	.....	422 122
Total de l’organisme .....	4 831 215	.....	.....	4 831 215

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
<b>Commissariat à l'intégrité du secteur public</b>					
45 Dépenses du Programme.....	6 334 650	.....	.....	6 334 650	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	505 240	.....	.....	505 240	
Total de l'organisme .....	6 839 890	.....	.....	6 839 890	
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>4 115 087 658</b>	<b>276 355</b>	<b>138 357 023</b>	<b>4 253 721 036</b>	

# CONSEIL DU TRÉSOR

## Secrétariat

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Géré à l'échelle du ministère</u>		
	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Total</u>
<b>Crédits à adopter</b>			
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux (pour le paiement retroactif visant la période avant le 1 <sup>er</sup> avril 2010).....	137 119	137 119	
Fonds pour appuyer la gestion du programme de classification de l'administration publique centrale.....	1 749	.....	1 749
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	908	.....	908
Fonds pour administrer le Plan d'intervention immédiate pour la fonction publique du gouvernement du Canada et pour élaborer une stratégie de relève relative à la gestion et à la cueillette de l'information sur le rendement des initiatives de sécurité publique .....	786	.....	786
Montant brut des crédits à adopter	3 443	137 119	140 562
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 205	.....	2 205
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 238</b>	<b>137 119</b>	<b>138 357</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence du revenu du Canada (200 \$) et de Santé (126 \$) – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires .....	326	.....	326
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada » .....	(50)	.....	(50)
<b>Total des transferts</b>	<b>276</b>	.....	<b>276</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 514</b>	<b>137 119</b>	<b>138 633</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 2 204 823 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (1 445 441 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du président (759 382 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	148 377 016	.....	<b>1 403 190</b>	149 780 206
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	14 518 870	.....	.....	14 518 870
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile .....	162 097	.....	.....	162 097
(L) Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
Total du Ministère.....	163 297 930	.....	<b>1 403 190</b>	164 701 120
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>				
5 Dépenses du Programme.....	6 477 589	.....	.....	6 477 589
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	442 820	.....	.....	442 820
Total de l'organisme .....	6 920 409	.....	.....	6 920 409
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>				
10 Dépenses du Programme.....	27 322 499	.....	.....	27 322 499
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 431 768	.....	.....	3 431 768
Total de l'organisme .....	30 754 267	.....	.....	30 754 267
<b>Directeur général des élections</b>				
15 Dépenses du Programme.....	30 937 800	.....	.....	30 937 800
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 026 553	.....	.....	5 026 553
(L) Dépenses d'élections.....	86 950 411	.....	.....	86 950 411
(L) Traitement du directeur général des élections .....	275 800	.....	.....	275 800
Total de l'organisme .....	123 190 564	.....	.....	123 190 564

# CONSEIL PRIVÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Commissariat aux langues officielles</b>					
20 Dépenses du Programme.....	19 321 592	.....	.....	.....	19 321 592
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 185 376	.....	.....	.....	2 185 376
Total de l'organisme .....	21 506 968	.....	.....	.....	21 506 968
<b>Société du Vieux-Port de Montréal inc.</b>					
<u>23b</u> Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 018 250 \$ du crédit 65 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	<b>7 018 250</b>	<b>913 795</b>	.....	7 932 045
Total de l'organisme .....	.....	<b>7 018 250</b>	<b>913 795</b>	.....	7 932 045
<b>Secrétariat de la Commission des nominations publiques</b>					
25 Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	.....	992 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	118 490	.....	.....	.....	118 490
Total de l'organisme .....	1 110 740	.....	.....	.....	1 110 740
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>					
30 Dépenses du Programme.....	2 839 773	.....	.....	.....	2 839 773
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	288 180	.....	.....	.....	288 180
Total de l'organisme .....	3 127 953	.....	.....	.....	3 127 953
Total du portefeuille.....	349 908 831	<b>7 018 250</b>	<b>2 316 985</b>	.....	359 244 066

*Nota :* En vertu du décret C.P. 2010-1068, le leader du gouvernement à la Chambre des communes, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été nommé à titre du ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

# CONSEIL PRIVÉ

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>
Fonds pour appuyer des initiatives liées à la sécurité, notamment des mises à jour du matériel de sécurité.....	2 927
Fonds pourachever les activités de la Commission d'enquête relative aux mesures d'investigations prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India.....	580
Fonds pourachever les activités de la Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney.....	191
Montant brut des crédits à adopter	<b>3 698</b>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 295
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 403</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 2 294 582 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres et des ministres d'État (1 637 640 \$); et des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (656 942 \$).

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney : Fonds destinés aux parties et aux intervenants .....	1 000	....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Société du Vieux-Port de Montréal inc.

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Société du Vieux-Port de Montréal inc. demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 23</b>
Fonds pour compenser les dépenses de fonctionnement imprévues attribuables à une nouvelle taxe de stationnement imposée par la Ville de Montréal.....	914

#### **Transferts**

Transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. – Transfert du portefeuille de Transports au portefeuille du Conseil privé en raison de la réorganisation gouvernementale qui a transféré la tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée, y compris celle de sa filière la Société du Vieux-Port de Montréal inc., au leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	7 018
--	-------

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>7 932</b>
---	--------------

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# DÉFENSE NATIONALE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an ..... 15 059 833 065	(29 400)	<b>596 916 624</b>	15 656 720 289	
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 138 000 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..... 5 243 343 679	(34 380 070)	<b>102 310 998</b>	5 311 274 607	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> ..... 245 628 668	<b>26 862 000</b>	<b>1</b>	272 490 669	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés ..... 362 592 783	.....	.....	362 592 783	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires ..... 1 001 715 141	.....	.....	1 001 715 141	
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile ..... 78 649	.....	.....	78 649	

# DÉFENSE NATIONALE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> .....	5 459 452	.....	.....		5 459 452
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3) .....	1 159 415	.....	.....		1 159 415
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique ( <i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i> ) .....	64 272	.....	.....		64 272
Total du Ministère .....	21 919 875 124	(7 547 470)	699 227 623		22 611 555 277
<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>					
15 Dépenses du Programme .....	6 348 236	.....	.....		6 348 236
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	587 755	.....	.....		587 755
Total de l'organisme .....	6 935 991	.....	.....		6 935 991
<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>					
20b Dépenses du Programme .....	4 546 468	.....	2 081 900		6 628 368
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	296 879	.....	.....		296 879
Total de l'organisme .....	4 843 347	.....	2 081 900		6 925 247
<b>Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications</b>					
25 Dépenses du Programme .....	2 038 745	.....	.....		2 038 745
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	129 506	.....	.....		129 506
Total de l'organisme .....	2 168 251	.....	.....		2 168 251
Total du portefeuille .....	21 933 822 713	(7 547 470)	701 309 523		22 627 584 766

# DÉFENSE NATIONALE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre du Plan d'investissement en appui à la Stratégie de défense (Le Canada d'abord) .....	649 062	.....	.....	649 062
Fonds pour des grands projets d'immobilisations .....	.....	112 882	.....	112 882
Fonds pour les dépenses résiduelles liées aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	13 500	.....	.....	13 500
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	.....	8 717	.....	8 717
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 870	3 423	.....	6 293
Fonds pour le Projet d'aménagement à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications.....	.....	5 662	.....	5 662
Fonds pour des initiatives de sécurité publique et antiterrorisme afin d'améliorer la sécurité publique au pays .....	.....	5 660	.....	5 660
Augmentations de la solde des avocats militaires des forces canadiennes .....	5 281	.....	.....	5 281
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	3 366	.....	.....	3 366
Renouvellement des fonds supplémentaires pour le Programme technique de sécurité publique.....	3 088	.....	.....	3 088
Fonds pour des rénovations au Musée du Régiment royal du Canada, prévues dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	.....	1 500	.....	1 500
Montant brut des crédits à adopter	677 167	137 844	.....	815 011
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	80 250	32 395	.....	112 645
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	3 138	.....	3 138
Total des fonds disponibles	80 250	35 533	.....	115 783
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>596 917</b>	<b>102 311</b>	.....	<b>699 228</b>
<b>Transferts</b>				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	.....	3 138	(3 138)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter un financement au programme de contributions à l'OTAN .....	.....	(30 000)	30 000	.....
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	.....	(26)	.....	(26)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(29)	(213)	.....	(242)
Transfert à l'Agence spatiale canadienne – Pour concevoir un capteur pour un satellite radar.....	.....	(2 500)	.....	(2 500)
Transfert à Santé (1 504 \$), à Ressources naturelles (852 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (730 \$), à l'Agence de la santé publique du Canada (672 \$), au Conseil national de recherches du Canada (650 \$), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (308 \$) et au Service canadien du renseignement de sécurité (63 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	(4 779)	.....	(4 779)
<b>Total des transferts</b>	<b>(29)</b>	<b>(34 380)</b>	<b>26 862</b>	<b>(7 547)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>596 888</b>	<b>67 931</b>	<b>26 862</b>	<b>691 681</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# DÉFENSE NATIONALE

## Ministère

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 80 249 901 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (79 884 621 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (365 280 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 35 533 082 \$ sont disponibles : 32 395 082 \$ à même le crédit en raison du report de fonds pour les Centres des opérations de la sécurité maritime; et 3 138 000 \$ du crédit 10 en raison du report de fonds pour le programme de contributions visant la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Programmes de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN) .....	30 000 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>30 000 000</b>	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....	3 138 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>26 862 000</b>	.....

### **Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>
Fonds pour l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan .....	2 090
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	8
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>2 082</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 8 276 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	56 981 030	20 000	2 396 126	59 397 156
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	377 382 894	(250 000)	28 183 480	405 316 374
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 872 702	.....	.....	5 872 702
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	13 500 000	.....	.....	13 500 000
(L) Contributions à la Fondation Rick Hansen .....	.....	.....	4 500 000	4 500 000
Total du portefeuille .....	453 738 626	(230 000)	35 079 606	488 588 232

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds pour soutenir la commercialisation, accroître la compétitivité à l'échelle mondiale et favoriser la croissance économique et le développement dans les collectivités de l'Ouest canadien .....	1 028	13 400	14 428
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs.....	.....	10 405	10 405
Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	3 640	3 640
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 911	.....	1 911
Fonds pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, au Centre international de recherche sur les vaccins (InterVac) de l'Université de la Saskatchewan.....	.....	571	571
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans l'Ouest canadien (Programme Infrastructures Canada) .....	.....	167	167
Montant brut des crédits à adopter	2 939	28 183	31 122
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	542	.....	542
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>2 397</b>	<b>28 183</b>	<b>30 580</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds pour la Fondation Rick Hansen afin d'appuyer ses activités, la campagne du 25 <sup>e</sup> anniversaire et le Réseau de recherche intégrée en lésion médullaire .....			4 500
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>35 080</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert d'Industrie – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire .....	20	.....	20
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'élaboration de la Scène des Prairies à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel.....	.....	(250)	(250)
<b>Total des transferts</b>	<b>20</b>	<b>(250)</b>	<b>(230)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>2 417</b>	<b>27 933</b>	<b>34 850</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 542 374 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (308 534 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre d'État (233 840 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions en vertu du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest .....	13 400 000	.....
Contributions pour le programme Infrastructures de loisirs Canada .....	10 405 585	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités .....	3 640 000	.....
Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, du Centre international de recherche sur les vaccins (InterVac).	571 228	.....
Contributions en vertu du Programme Infrastructures Canada .....	166 667	.....
(L) Contributions à la Fondation Rick Hansen .....		4 500 000
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>28 183 480</b>	<b>4 500 000</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	250 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>27 933 480</b>	<b>4 500 000</b>

## ENVIRONNEMENT

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b Dépenses de fonctionnement et :					
a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;					
b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;					
c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;					
d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;					
e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;					
f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;					
g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 448 175 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	819 348 651	(864 045)	1	818 484 607	
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral .....	53 865 740	.....	3 310 000	57 175 740	

## ENVIRONNEMENT

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 923 320 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 463 246 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	159 002 461	<b>1 386 566</b>	<b>1 860 680</b>	162 249 707
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	89 119 632	.....	.....	89 119 632
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
Total du Ministère .....	1 121 415 133	<b>522 521</b>	<b>5 170 681</b>	1 127 108 335
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>				
15b Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	29 406 260	.....	<b>160 000</b>	29 566 260
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 654 634	.....	.....	2 654 634
Total de l'organisme .....	32 060 894	.....	<b>160 000</b>	32 220 894
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>				
20 Dépenses du Programme .....	5 062 432	.....	.....	5 062 432
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	417 491	.....	.....	417 491
Total de l'organisme .....	5 479 923	.....	.....	5 479 923
<b>Agence Parcs Canada</b>				
25b Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 763 344 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 190 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 25 970 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	760 678 505	<b>989 314</b>	<b>1</b>	761 667 820

## ENVIRONNEMENT

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> .....	500 000	.....	.....			500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	46 229 293	.....	.....			46 229 293
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> .....	111 000 000	.....	.....			111 000 000
Total de l'organisme .....	918 407 798	<b>989 314</b>	<b>1</b>			919 397 113
<b>Total du portefeuille.....</b>	<b>2 077 363 748</b>	<b>1 511 835</b>	<b>5 330 682</b>			<b>2 084 206 265</b>

*Nota :* Le montant des « autorisations à ce jour » pour l'agence Parcs Canada comprend un montant de 49 677 260 \$ au crédit 25 qui a été accordé en 2009-2010 et qui sera dépensé en 2010-2011.

# ENVIRONNEMENT

## Ministère

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour poursuivre les travaux de la phase IV du Plan d'action des Grands Lacs 2010-2015 pour les secteurs préoccupants .....	4 950	.....	2 900	7 850
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	6 134	120	105	6 359
Fonds pour l'enveloppe de l'aide internationale afin de soutenir les nouvelles priorités des pays en développement .....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds pour des projets essentiels du Service météorologique du Canada .....	.....	2 900	.....	2 900
Fonds devant servir à la prestation par le Canada de services météorologiques et d'avis aux navigateurs dans des régions précises de l'océan Arctique ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 262	320	.....	2 582
Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 517	.....	.....	2 517
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes pour le Canada, qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres du Canada ainsi que la biodiversité et les espèces végétales et animales indigènes contre les risques que posent les espèces exotiques envahissantes ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	1 000	1 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle .....	459	.....	.....	459
Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales concernant la région marine d'Eeyou ( <i>poste horizontal</i> ) .....	260	.....	.....	260
<b>Montant brut des crédits à adopter</b>	<b>16 582</b>	<b>3 340</b>	<b>9 005</b>	<b>28 927</b>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	16 582	30	6 221	22 833
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	923	923
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>16 582</b>	<b>30</b>	<b>7 144</b>	<b>23 756</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>3 310</b>	<b>1 861</b>	<b>5 171</b>

#### **Total des rajustements des crédits**

#### **Transferts**

Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> .....	.....	.....	463	463
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique .....	448	.....	.....	448
Réaffection des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(923)	.....	923	.....
Transfert à Pêches et Océans – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis .....	(389)	.....	.....	(389)
<b>Total des transferts</b>	<b>(864)</b>	<b>.....</b>	<b>1 386</b>	<b>522</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(864)</b>	<b>3 310</b>	<b>3 247</b>	<b>5 693</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## ENVIRONNEMENT

### Ministère

---

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 16 582 427 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement pour les programmes en matière d'eau douce – restauration des Grands Lacs et consortium de recherche du lac Winnipeg (7 147 878 \$); des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (6 127 080 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (3 026 619 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du bureau du ministre (280 850 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 30 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 7 144 320 \$ sont disponibles : 6 221 000 \$ à même le crédit et 923 320 \$ du crédit 1 en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

---

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	5 000 000	.....
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	4 468 246	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>		
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<b>9 468 246</b>	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>6 221 000</b>	.....
	<b>3 247 246</b>	.....

---

## Agence canadienne d'évaluation environnementale

---

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 15</b>
Fonds pour les frais de litiges liés aux évaluations environnementales.....	<b>160</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# ENVIRONNEMENT

## Agence Parcs Canada

---

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Transferts**

	<b>Crédit 25</b>
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique .....	763
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour la construction et le dévoilement d'un site commémoratif à Montréal en mémoire des victimes du vol 182 d'Air India .....	200
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	26
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>989</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice .....	127 195 842	.....	.....	.....	127 195 842
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	319 195 054	.....	1	1	319 195 055
7b Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> : à la Société financière internationale pour les initiatives du Projet de financement des petites et moyennes entreprises dont le montant ne doit pas dépasser 20 000 000 \$; à la Société financière internationale pour l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques dont le montant ne doit pas dépasser 5 830 000 \$; à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$ .....	.....	.....	1	1	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	12 836 097	.....	.....	.....	12 836 097
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	.....	78 649
(L) Frais d'intérêt et autres coûts .....	31 341 000 000	.....	(2 909 000 000)	.....	28 432 000 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	25 426 286 000	.....	15 712 000	.....	25 441 998 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	14 372 000 000	.....	509 503 000	.....	14 881 503 000
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	11 178 703 000	.....	.....	.....	11 178 703 000
(L) Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	3 769 000 000	.....	.....	.....	3 769 000 000
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	2 663 567 000	.....	.....	.....	2 663 567 000
(L) Paiements à l'Association internationale de développement (L.R.C. (1985), ch. B-7) .....	384 280 000	.....	.....	.....	384 280 000
(L) Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	250 000 000	.....	.....	.....	250 000 000
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario ( <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i> ) .....	195 300 000	.....	.....	.....	195 300 000

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	188 000 000	.....	40 100 000	228 100 000	
(L) Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières ( <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i> ) .....	150 000 000	.....	.....	150 000 000	
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	140 000 000	.....	.....	140 000 000	
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i> .....	76 200 000	.....	.....	76 200 000	
(L) Subventions accordées à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> ).....	40 000 000	.....	.....	40 000 000	
(L) Subventions législatives ( <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives) .....	32 000 000	.....	.....	32 000 000	
(L) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières ( <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> ).....	11 000 000	.....	.....	11 000 000	
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ) .....	(649 810 000)	.....	.....	(649 810 000)	
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	(2 949 851 000)	.....	.....	(2 949 851 000)	
(L) Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PME) ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8</i> ).....	.....	.....	20 000 000	20 000 000	
(L) Financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8</i> ).....	.....	.....	5 830 000	5 830 000	
(L) Garanties de marché en matière d'agriculture ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8</i> ).....	.....	.....	1 000 000	1 000 000	
Total des dépenses budgétaires.....	87 076 980 642	.....	(2 316 854 998)	84 760 125 644	
L10 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement .....	1	.....	.....	1	
L12b Conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paiement, versé entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 285 720 000 \$ à la Société financière internationale dans le cadre de l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques .....	.....	.....	1	1	

# FINANCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
(L) Paiement à la Société financière internationale pour appuyer l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8) .....	.....	.....	<b>285 720 000</b>	285 720 000	
Total des dépenses non budgétaires .....	1	.....	<b>285 720 001</b>	285 720 002	
Total du Ministère .....	87 076 980 643	.....	<b>(2 031 134 997)</b>	85 045 845 646	
<b>Vérificateur général</b>					
15 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction de dépenses engagées pendant l'exercice .....	78 768 430	.....	.....	78 768 430	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	9 960 917	.....	.....	9 960 917	
Total de l'organisme .....	88 729 347	.....	.....	88 729 347	
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>					
20 Dépenses du Programme .....	10 823 897	.....	.....	10 823 897	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 466 634	.....	.....	1 466 634	
Total de l'organisme .....	12 290 531	.....	.....	12 290 531	
<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>					
25b Dépenses du Programme .....	47 496 950	.....	<b>3 392 539</b>	50 889 489	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 393 772	.....	.....	4 393 772	
Total de l'organisme .....	51 890 722	.....	<b>3 392 539</b>	55 283 261	
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>					
30 Dépenses du Programme .....	946 801	.....	.....	946 801	
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R.C. (1985), ch. 18 [3 <sup>e</sup> suppl.]) .....	1	.....	.....	1	
Total de l'organisme .....	946 802	.....	.....	946 802	
<b>PPP Canada Inc.</b>					
35 Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes .....	12 700 000	.....	.....	12 700 000	
40 Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3 .....	242 500 000	.....	.....	242 500 000	
Total de l'organisme .....	255 200 000	.....	.....	255 200 000	
Total du portefeuille .....	87 486 038 045	.....	<b>(2 027 742 458)</b>	85 458 295 587	

# FINANCES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 7</b>	<b>Crédit L12</b>	<b>Total</b>
Fonds pour l'Institut mondial de gestion des risques du secteur financier .....	10 000	.....	.....	10 000
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Société financière internationale pour l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques.....	.....	.....	.....	.....
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Société financière internationale pour le Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PME) .....	.....	.....	.....	.....
Autorisation de verser des paiements, entre le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	10 000	.....	.....	10 000
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10 000	.....	.....	10 000
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	.....	.....	.....
<b>Crédits législatifs</b>				
Protection sur les transferts totaux liée au péréquation fiscale .....				509 503
Financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (non-budgétaire) .....				285 720
Financement accéléré pour la lutte contre changements climatiques (budgétaire) .....				5 830
Prévisions révisées relativement à l'incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital .....				40 100
Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PMR) .....				20 000
Protection sur les transferts totaux liée aux Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux à la Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador .....				15 712
Garanties de marché en matière d'agriculture .....				1 000
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique .....				(2 909 000)
<b>Total des crédits législatifs</b>				<b>(2 031 135)</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>(2 031 135)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>				<b>(2 031 135)</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 10 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# FINANCES

## Ministère

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b><u>Subventions</u></b>		
Fonds pour l'Institut mondial de gestion des risques du secteur financier .....	10 000 000	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>10 000 000</b>	.....
<b><u>Autres paiements de transfert</u></b>		
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	509 503 000
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	40 100 000
Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PMR) ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	.....	20 000 000
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> ).....	.....	15 712 000
Apport de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8) .....	.....	5 830 000
Garanties de marché en matière d'agriculture ( <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	.....	1 000 000
<b>Montant total brut des autres paiements de transfert</b>	<b>.....</b>	<b>592 145 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>10 000 000</b>	<b>592 145 000</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i> .....	10 000 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>.....</b>	<b>592 145 000</b>

## Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>
Fonds pour renforcer la capacité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.....	3 396
<b>Fonds disponibles</b>	
<i>Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit</i> .....	3
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 393</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 25** : Des fonds autorisés totalisant 3 461 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte de mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	411 872 756	731 800	21 227 955	433 832 511
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 324 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	15 192 050	324 000	1	15 516 051
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	1 334 519 263	(10 254 192)	95 538 761	1 419 803 832
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	53 997 679	.....	.....	53 997 679
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Contribution en vertu du Programme d'infrastructure du savoir .....	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1988), ch. 36) .....	90 200 000	.....	18 400 000	108 600 000
(L) Subvention à Génome Canada .....	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L) Subventions à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (CANet 5) .....	31 000 000	.....	(6 000 000)	25 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada .....	13 659 172	.....	.....	13 659 172
(L) Subvention à l'Institut Perimeter .....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R.C. (1985), ch. S-11) .....	125 000	.....	.....	125 000
(L) Contribution en vertu du Fond d'adaptation des collectivités .....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total des dépenses budgétaires .....	2 508 648 569	(9 198 392)	129 166 717	2 628 616 894

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....	300 000	.....	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....	500 000	.....	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	2 509 448 569	(9 198 392)	129 166 717	.....	2 629 416 894
<b>Agence spatiale canadienne</b>					
25b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	262 680 097	(457 105)	232 611	.....	262 455 603
30b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	81 394 000	2 500 000	1	.....	83 894 001
35b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 557 105 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	46 327 001	557 105	1	.....	46 884 107
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	10 792 628	.....	.....	.....	10 792 628
Total de l'organisme .....	401 193 726	2 600 000	232 613	.....	404 026 339
<b>Commission canadienne du tourisme</b>					
40b Paiements à la Commission canadienne du tourisme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 000 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	100 643 061	8 000 000	1	.....	108 643 062
Total de l'organisme .....	100 643 061	8 000 000	1	.....	108 643 062
<b>Commission du droit d'auteur</b>					
45 Dépenses du Programme.....	2 934 593	.....	.....	.....	2 934 593
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	292 844	.....	.....	.....	292 844
Total de l'organisme .....	3 227 437	.....	.....	.....	3 227 437
<b>Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario</b>					
50b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 34 200 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	34 010 886	34 200	3 620 838	.....	37 665 924
55b Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 264 192 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	424 523 095	1 264 192	84 823 510	.....	510 610 797
(L) Contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 431 296	.....	.....	.....	3 431 296
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	42 500 000	.....	42 500 000
Total de l'organisme .....	461 965 277	1 298 392	130 944 348	.....	594 208 017

# INDUSTRIE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>					
60b Dépenses de fonctionnement .....	413 531 941	(2 992 358)	.....	410 539 583	
65b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 650 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	51 554 000	650 000	988 000	53 192 000	
70b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 992 358 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	290 853 800	2 992 358	631 642	294 477 800	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	45 581 698	.....	.....	45 581 698	
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R. (1985), ch. N-15) .....	77 346 500	.....	.....	77 346 500	
Total de l'organisme .....	878 867 939	650 000	1 619 642	881 137 581	
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>					
75b Dépenses de fonctionnement .....	44 580 714	.....	1 976 244	46 556 958	
80b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	972 754 500	100 000	37 723 286	1 010 577 786	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 424 920	.....	.....	4 424 920	
Total de l'organisme .....	1 021 760 134	100 000	39 699 530	1 061 559 664	
<b>Greffé du Tribunal de la concurrence</b>					
85 Dépenses du Programme.....	2 000 027	.....	.....	2 000 027	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	158 950	.....	.....	158 950	
Total de l'organisme .....	2 158 977	.....	.....	2 158 977	
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>					
90b Dépenses de fonctionnement .....	24 802 428	.....	99 977	24 902 405	
95b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 271 836 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	648 190 253	271 836	12 513 333	660 975 422	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 500 111	.....	.....	2 500 111	
Total de l'organisme .....	675 492 792	271 836	12 613 310	688 377 938	
<b>Conseil canadien des normes</b>					
100 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> .....	7 129 000	.....	.....	7 129 000	
Total de l'organisme .....	7 129 000	.....	.....	7 129 000	

## INDUSTRIE

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
<b>Statistique Canada</b>					
105b Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	514 154 148	.....	<b>86 596</b>	514 240 744	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	71 731 988	.....	.....	71 731 988	
Total de l'organisme .....	585 886 136	.....	<b>86 596</b>	585 972 732	
Total du portefeuille.....	6 647 773 048	<b>3 721 836</b>	<b>314 362 757</b>	6 965 857 641	

# INDUSTRIE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense .....	.....	.....	50 990	50 990
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	26 722	.....	.....	26 722
Fonds pour soutenir le programme CSeries de Bombardier en vue de rembourser les coûts admissibles liés à la recherche et au développement .....	.....	.....	22 482	22 482
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies et de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi .....	469	.....	9 564	10 033
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	6 612	6 612
Fonds à Precarn Inc. à l'appui de projets de recherche et de développement dans les domaines de la robotique de pointe et de l'intelligence des systèmes.....	.....	.....	5 500	5 500
Fonds dans le cadre du Programme d'accès communautaire pour assurer un soutien aux centres d'accès communautaires situés dans des communautés partout au pays où la population à de la difficulté à avoir accès à Internet.....	734	.....	1 100	1 834
Fonds pour encourager l'achat de navires construits au Canada grâce à une réduction du taux d'intérêt ou des dépenses de location (Mécanisme de financement structuré) .....	.....	.....	1 720	1 720
Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural ( <i>poste horizontal</i> ) .....	.....	.....	1 136	1 136
Réinvestissement des droits et redevances de la propriété intellectuelle .....	335	.....	.....	335
Montant brut des crédits à adopter	28 260	.....	99 104	127 364
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	7 032	.....	3 565	10 597
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>21 228</b>	.....	<b>95 539</b>	<b>116 767</b>
<b>Crédits législatifs</b>				
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....				18 400
Prévision révisée des fonds pour CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du Réseau national de pointe consacré à la recherche (Canet 5) .....				(6 000)
<b>Total des crédits législatifs</b>				<b>12 400</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>129 167</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	200	.....	.....	200
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les exigences en matière de fonctionnement liées au programme Partenariat technologique Canada et à l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense .....	990	.....	(990)	.....

# INDUSTRIE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets de Technologie de l'information au Bureau du surintendant des faillites .....	(324)	324	....	....
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (40 \$), à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (40 \$) et à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (20 \$) – Pour favoriser le développement de nouvelles compétences en affaires dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire .....	(100)	....	....	(100)
Transfert de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Pour renforcer la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et assurer un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural .....	(34)	....	(1 264)	(1 298)
Transfert à la Commission canadienne du tourisme – Pour soutenir les activités de marketing sur les marchés internes et internationaux prioritaires.....	....	....	(8 000)	(8 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>732</b>	<b>324</b>	<b>(10 254)</b>	<b>(9 198)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>21 960</b>	<b>324</b>	<b>85 285</b>	<b>119 969</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 7 032 223 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement liés au réalignement des activités pour le Programme d'infrastructure du savoir (3 700 000 \$), des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 927 370 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux du ministre et des ministres d'État (404 853 \$).

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 3 565 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des contributions dans le cadre du Mécanisme de financement structuré.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
(L) Subvention à CANARIE Inc .....	....	(6 000 000)
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>....</b>	<b>(6 000 000)</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense .....	50 990 000	....
Contributions en vertu du programme CSeries de Bombardier .....	22 482 199	....
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Programme d'accès communautaire .....	13 675 362	....
Contributions à Precarn Inc. ....	5 500 000	....
Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré .....	1 720 200	....
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Ordinateurs pour les écoles....	1 500 000	....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités .....	1 136 000	....
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire.....	1 100 000	....
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Programme de stages dans les petites entreprises .....	1 000 000	....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....	....	18 400 000
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>99 103 761</b>	<b>18 400 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>99 103 761</b>	<b>12 400 000</b>
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>3 565 000</i>	....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>10 254 192</i>	....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>85 284 569</b>	<b>12 400 000</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Agence spatiale canadienne

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Crédit 30</b>	<b>Crédit 35</b>	<b>Total</b>
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite RADARSAT-1 .....	585	.....	.....	585
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	353	.....	.....	353
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>232</b>	.....	.....	<b>232</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de la Défense nationale – Pour concevoir un capteur pour un satellite radar .....	.....	2 500	.....	2 500
Transfert de Transports – Pour faciliter la mise en commun des données générées par RADARSAT-2 et réduire les coûts de service connexes .....	100	.....	.....	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	(557)	.....	557	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>(457)</b>	<b>2 500</b>	<b>557</b>	<b>2 600</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(225)</b>	<b>2 500</b>	<b>557</b>	<b>2 832</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 25** : Des fonds autorisés totalisant 352 674 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	441 000	.....
<b>Contributions</b>		
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales .....	116 105	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>557 105</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Commission canadienne du tourisme

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du tourisme demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 40</b>
Transfert d'Industrie – Pour soutenir les activités de marketing sur les marchés internes et internationaux prioritaires ..	<b>8 000</b>
<i>Nota</i> : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.	

# INDUSTRIE

## Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 50</b>	<b>Crédit 55</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs.....	.....	66 500	66 500
Fonds pour appuyer les activités de remise en état liées au développement résidentiel et commercial de Brantford, Ontario .....	.....	8 070	8 070
Fonds pour appuyer des projets municipaux visant à améliorer la qualité de l'environnement et à contribuer à la propreté de l'air et de l'eau en Ontario.....	.....	5 465	5 465
Fonds pour appuyer le projet de restauration de la O'Connor Irish Heritage House .....	.....	2 084	2 084
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 821	.....	1 821
Fonds pour appuyer le développement économique et communautaire, l'innovation et la diversification économique dans le Sud de l'Ontario .....	1 800	.....	1 800
Fonds supplémentaires pour le Programme de développement des collectivités, qui renforce la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et qui assure un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	1 704	1 704
Fonds pour appuyer les activités de développement des entreprises et de développement économique qui favorisent une croissance durable des collectivités francophones de l'Ontario .....	.....	1 000	1 000
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>3 621</b>	<b>84 823</b>	<b>88 444</b>

### **Crédits législatifs**

Fonds pour soutenir des initiatives en matière de développement économique, scientifique et technologique ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités).....	.....	42 500
<b>Total des rajustements des crédits</b>		<b>130 944</b>

### **Transferts**

Transfert d'Industrie – Pour renforcer la capacité des collectivités rurales de diversifier leur base économique et assurer un soutien essentiel au développement d'entreprises en milieu rural .....	34	1 264	1 298
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 655</b>		<b>86 087</b>
			<b>132 242</b>

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Subvention à la Corporation de la Ville de Brantford .....	8 070 000	.....
<b>Montant total des subventions</b>	<b>8 070 000</b>	.....
<b>Contributions</b>		
Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada .....	66 500 000	.....
Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructures Canada-Ontario .....	5 465 190	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités .....	2 968 192	.....
Contribution pour le projet de la O'Connor Irish Heritage House.....	2 084 320	.....
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles..	1 000 000	.....
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	42 500 000
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>78 017 702</b>	<b>42 500 000</b>
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>86 087 702</b>	<b>42 500 000</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Conseil national de recherches du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 60</b>	<b>Crédit 65</b>	<b>Crédit 70</b>	<b>Total</b>
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	3 624	3 624
Fonds pour apporter des modifications aux mises à l'essai de moteurs à réaction à l'Institut de recherche aérospatiale à Thompson au Manitoba, et pour l'achat et l'installation d'un microscope analytique à transition d'électrons à haute résolution .....	988	.....	988	988
Montant brut des crédits à adopter	988	3 624	4 612	
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	2 992	2 992	2 992
Total des fonds disponibles	.....	2 992	2 992	2 992
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>988</b>	<b>632</b>	<b>1 620</b>	
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>1 620</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	650	.....	650	650
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(2 992)	.....	2 992	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>(2 992)</b>	<b>650</b>	<b>2 992</b>	<b>650</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(2 992)</b>	<b>1 638</b>	<b>3 624</b>	<b>2 270</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 70** : Des fonds autorisés totalisant 2 992 358 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Programme d'aide à la recherche industrielle contributions à la Stratégie emploi jeunesse ...	<b>3 624 000</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 75</b>	<b>Crédit 80</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer des partenariats entre les collèges canadiens et les entreprises locales ce qui permettra d'accroître l'innovation à l'échelle communautaire et/ou régionale (Programme d'innovation dans les collèges et la communauté).....	1 277	13 483	14 760
Fonds pour soutenir la recherche avancée et favoriser une collaboration en recherche plus étroite entre les établissements universitaires et le secteur privé.....	1 017	11 824	12 841
Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada qui appuie la recherche et l'innovation au sein des universités canadiennes ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	10 783	10 783
Fonds pour le Programme de bourses postdoctorales Banting afin d'attirer et de retenir les meilleurs chercheurs postdoctoraux au Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	33	1 633	1 666
Montant brut des crédits à adopter	2 327	37 723	40 050
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	351	.....	351
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 976</b>	<b>37 723</b>	<b>39 699</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Pêches et Océans – Pour le Réseau stratégique HydroNet qui vise à promouvoir une exploitation durable de l'énergie hydroélectrique et des écosystèmes aquatiques sains .....	.....	100	100
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 976</b>	<b>37 823</b>	<b>39 799</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 75** : Des fonds autorisés totalisant 351 009 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Subventions et bourses.....	13 556 837	.....
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté.....	13 483 116	.....
Chaires d'excellence en recherche du Canada .....	10 783 333	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>37 823 286</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**INDUSTRIE**  
**Conseil de recherches en sciences humaines**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 90</b>	<b>Crédit 95</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer la recherche de calibre mondial en sciences humaines et aider à assumer les coûts indirects de la recherche comme les acquisitions de la bibliothèque, le maintien des bases de données de recherche et l'administration financière.....	97	10 880	10 977
Fonds pour le Programme de bourses postdoctorales Banting afin d'attirer et de retenir les meilleurs chercheurs postdoctoraux au Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	33	1 633	1 666
Montant brut des crédits à adopter	130	12 513	12 643
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	30	.....	30
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>100</b>	<b>12 513</b>	<b>12 613</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche définissant l'élaboration des politiques afférentes à la pratique des sports.....	.....	272	272
<b>Total des transferts</b>	<b>.....</b>	<b>272</b>	<b>272</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>100</b>	<b>12 785</b>	<b>12 885</b>

**Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 90** : Des fonds autorisés totalisant 30 223 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Coûts indirects de la recherche .....	8 000 000	.....
Subventions et bourses.....	4 785 169	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>12 785 169</b>	<b>.....</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# INDUSTRIE

## Statistique Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 105</b>
Fonds pour des activités supplémentaires liées au Recensement de la population de 2011 et pour mener l'Enquête nationale auprès des ménages, 2011 .....	2 000
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) (poste horizontal).....	1 564
Montant brut des crédits à adopter	<u>3 564</u>
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 478
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>86</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 105** : Des fonds autorisés totalisant 3 477 566 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	293 814 307	(466 013)	9 323 836	302 672 130
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	389 095 000	2 000 000	6 861 000	397 956 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	66 624 078	.....	.....	66 624 078
(L) Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
Total du Ministère.....	749 612 034	1 533 987	16 184 836	767 330 857
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
10 Dépenses du Programme.....	20 941 404	.....	.....	20 941 404
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 365 078	.....	.....	2 365 078
Total de l'organisme .....	23 306 482	.....	.....	23 306 482
<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>				
15 Dépenses du Programme.....	4 311 061	.....	.....	4 311 061
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	394 031	.....	.....	394 031
Total de l'organisme .....	4 705 092	.....	.....	4 705 092
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>				
20 Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice financier générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....	8 414 071	.....	.....	8 414 071
25 Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement .....	1 673 623	.....	.....	1 673 623

# JUSTICE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	874 098	.....	.....	874 098	
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	428 924 000	.....	.....	428 924 000	
Total de l'organisme .....	439 885 792	.....	.....	439 885 792	
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>					
30b Dépenses du Programme.....	54 142 172	.....	<b>2 997 853</b>	57 140 025	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 375 551	.....	.....	6 375 551	
Total de l'organisme .....	60 517 723	.....	<b>2 997 853</b>	63 515 576	
<b>Bureau du directeur des poursuites pénales</b>					
35b Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 466 013 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	153 802 137	<b>466 013</b>	<b>1</b>	154 268 151	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	16 017 429	.....	.....	16 017 429	
Total de l'organisme .....	169 819 566	<b>466 013</b>	<b>1</b>	170 285 580	
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>					
40 Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	10 952 440	.....	.....	10 952 440	
45b Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	21 079 256	.....	<b>694 048</b>	21 773 304	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 603 429	.....	.....	3 603 429	
Total de l'organisme .....	35 635 125	.....	<b>694 048</b>	36 329 173	
<b>Cour suprême du Canada</b>					
50 Dépenses du Programme.....	22 683 831	.....	.....	22 683 831	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 281 275	.....	.....	2 281 275	
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	5 488 000	.....	.....	5 488 000	
Total de l'organisme .....	30 453 106	.....	.....	30 453 106	
Total du portefeuille.....	1 513 934 920	<b>2 000 000</b>	<b>19 876 738</b>	1 535 811 658	

# JUSTICE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ( <i>poste horizontal</i> ).....	5 073	2 800	7 873
Fonds pour le Programme canadien sur les crimes de guerre afin d'enquêter sur des présumés criminels de guerre et de leur refuser l'asile au Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 628	.....	4 628
Fonds pour appuyer les services aux victimes et la prévention de la violence dans les communautés autochtones et pour accroître l'appui national aux enquêtes liées aux personnes disparues ( <i>poste horizontal</i> ).....	496	1 953	2 449
Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale ( <i>poste horizontal</i> ).....	341	1 058	1 399
Fonds pour accroître le soutien aux victimes d'actes criminels grâce à la création et l'amélioration des centres d'appui aux enfants dans le cadre de la Stratégie fédérale d'aide aux victimes .....	282	1 050	1 332
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	283	.....	283
Montant brut des crédits à adopter	11 103	6 861	17 964
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	1 779	.....	1 779
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>9 324</b>	<b>6 861</b>	<b>16 185</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour financer les coûts d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés encourus par les provinces et les territoires.....	.....	2 000	2 000
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires .....	(466)	.....	(466)
<b>Total des transferts</b>	<b>(466)</b>	<b>2 000</b>	<b>1 534</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>8 858</b>	<b>8 861</b>	<b>17 719</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 1 779 450 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un changement apporté au modèle de financement des services juridiques relatifs à l'Initiative sur les fiducies à l'étranger et les entités de placement étrangères (311 000 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (1 249 240 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (219 210 \$).

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels .....	3 081 500	.....
Contributions en vertu du Programme des avocats spéciaux .....	2 800 000	.....
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique.....	2 000 000	.....
Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation .....	979 500	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>8 861 000</b>	<b>.....</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## JUSTICE

### Service administratif des tribunaux judiciaires

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 30</b>
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (poste horizontal).....	2 920
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié ( <i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i> ) (poste horizontal) .....	460
Montant brut des crédits à adopter	3 380
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	382
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>2 998</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 30** : Des fonds autorisés totalisant 382 355 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## JUSTICE

### Bureau du directeur des poursuites pénales

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 35</b>
Fonds pour combattre la production, la distribution et la demande de tabac de contrebande (poste horizontal).....	151
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	151
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>
<b>Transferts</b>	
Transfert de Justice – Pour appuyer la nomination de coordonnateurs des témoins de la Couronne dans le cadre des initiatives pour les victimes d'actes criminels afin de fournir un soutien judiciaire aux victimes et témoins dans les territoires .....	466
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>466</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 35** : Des fonds autorisés totalisant 151 474 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## JUSTICE

### Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 40</b>	<b>Crédit 45</b>	<b>Total</b>
Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique.....	.....	770	770
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	76	76
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	.....	<b>694</b>	<b>694</b>

#### **Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 45** : Des fonds autorisés totalisant 75 813 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PARLEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Sénat</b>				
1 Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice .....	59 490 350	.....	.....	59 490 350
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 725 550	.....	.....	6 725 550
(L) Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R. (1985), ch. M-5).....	26 655 200	.....	.....	26 655 200
Total de l'organisme .....	92 871 100	.....	.....	92 871 100
<b>Chambre des communes</b>				
5 Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	290 992 318	.....	.....	290 992 318
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	35 997 440	.....	.....	35 997 440
(L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	113 322 588	.....	.....	113 322 588
Total de l'organisme .....	440 312 346	.....	.....	440 312 346
<b>Bibliothèque du Parlement</b>				
10b Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement .....	37 496 000	.....	600 000	38 096 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 959 920	.....	.....	4 959 920
Total de l'organisme .....	42 455 920	.....	600 000	43 055 920

# PARLEMENT

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique</b>					
15 Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique – Dépenses du Programme.....	6 338 000	.....	.....	.....	6 338 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	767 210	.....	.....	.....	767 210
Total de l'organisme .....	7 105 210	.....	.....	.....	7 105 210
<b>Conseiller sénatorial en éthique</b>					
20 Dépenses du Programme.....	719 500	.....	.....	.....	719 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	103 700	.....	.....	.....	103 700
Total de l'organisme .....	823 200	.....	.....	.....	823 200
Total du portefeuille.....	583 567 776	.....	600 000	.....	584 167 776

**PARLEMENT**  
**Bibliothèque du Parlement**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 10</b>
Fonds pour les coûts de fonctionnement supplémentaires attribuables à des indemnités de départ, à des paiements de congés parentaux et à des augmentations économiques à la suite de conventions collectives.....	<b>600</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	235 539 171	(2 515 379)	.....	233 023 792
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 440 379 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 039 349 440	843 543	31 757 713	1 071 950 696
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	25 761 886	.....	.....	25 761 886
(L) Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Traitements des lieutenants-gouverneurs .....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8) .....	637 000	.....	.....	637 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents .....	182 000	.....	.....	182 000
Total du Ministère .....	1 302 746 146	(1 671 836)	31 757 713	1 332 832 023
<b>Conseil des Arts du Canada</b>				
10a Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi .....	181 823 785	.....	.....	181 823 785
Total de l'organisme .....	181 823 785	.....	.....	181 823 785
<b>Société Radio-Canada</b>				
15b Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement .....	985 342 149	.....	46 238 911	1 031 581 060
20 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement .....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital .....	101 564 000	.....	.....	101 564 000
30 Pour autoriser, en vertu du paragraphe 46.1(3) de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> , un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 \$ .....	1	.....	.....	1
Total de l'organisme .....	1 090 906 150	.....	46 238 911	1 137 145 061

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Musée canadien des droits de la personne</b>					
35	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	55 850 000	.....	.....	55 850 000
	Total de l'organisme .....	55 850 000	.....	.....	55 850 000
<b>Musée canadien des civilisations</b>					
40b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	65 325 330	.....	<b>5 812 400</b>	71 137 730
	Total de l'organisme .....	65 325 330	.....	<b>5 812 400</b>	71 137 730
<b>Musée canadien de la nature</b>					
45b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	30 360 757	.....	<b>2 794 147</b>	33 154 904
	Total de l'organisme .....	30 360 757	.....	<b>2 794 147</b>	33 154 904
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>					
50b	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor .....	3 709 824	.....	<b>2 553 902</b>	6 263 726
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 650 684	.....	.....	5 650 684
	Total de l'organisme .....	9 360 508	.....	<b>2 553 902</b>	11 914 410
<b>Bibliothèque et Archives du Canada</b>					
55b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	102 222 434	<b>1 000 000</b>	<b>1</b>	103 222 435
60	Dépenses en capital.....	11 997 971	.....	.....	11 997 971
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	11 216 135	.....	.....	11 216 135
	Total de l'organisme .....	125 436 540	<b>1 000 000</b>	<b>1</b>	126 436 541
<b>Société du Centre national des Arts</b>					
65b	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	35 183 033	<b>500 000</b>	<b>1</b>	35 683 034
	Total de l'organisme .....	35 183 033	<b>500 000</b>	<b>1</b>	35 683 034

# PATRIMOINE CANADIEN

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>					
70 Dépenses du Programme.....	7 853 271	.....	.....		7 853 271
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	386 844	.....	.....		386 844
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	1 600 000	.....	.....		1 600 000
Total de l'organisme .....	9 840 115	.....	.....		9 840 115
<b>Office national du film</b>					
75 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	67 655 695	.....	.....		67 655 695
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....		.....
Total de l'organisme .....	67 655 695	.....	.....		67 655 695
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>					
80b Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	41 266 222	.....	<b>1 685 898</b>		42 952 120
85 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....		8 000 000
Total de l'organisme .....	49 266 222	.....	<b>1 685 898</b>		50 952 120
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>					
90b Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	30 684 131	.....	<b>3 696 472</b>		34 380 603
Total de l'organisme .....	30 684 131	.....	<b>3 696 472</b>		34 380 603
<b>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme</b>					
95b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 50 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 25 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 4 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	10 146 733	<b>129 000</b>	<b>1</b>		10 275 734
100 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	19 950 000	.....	.....		19 950 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 170 174	.....	.....		1 170 174
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....		2 000
Total de l'organisme .....	31 268 907	<b>129 000</b>	<b>1</b>		31 397 908

## PATRIMOINE CANADIEN

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Commission de la fonction publique</b>					
105 Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling .....	89 064 372	.....	.....	.....	89 064 372
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	13 195 076	.....	.....	.....	13 195 076
Total de l'organisme .....	102 259 448	.....	.....	.....	102 259 448
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b>					
110 Dépenses du Programme.....	12 704 541	.....	.....	.....	12 704 541
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 253 270	.....	.....	.....	1 253 270
Total de l'organisme .....	13 957 811	.....	.....	.....	13 957 811
<b>Tribunal de la dotation de la fonction publique</b>					
115 Dépenses du Programme.....	4 963 629	.....	.....	.....	4 963 629
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	546 807	.....	.....	.....	546 807
Total de l'organisme .....	5 510 436	.....	.....	.....	5 510 436
<b>Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</b>					
120 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	183 600	.....	.....	.....	183 600
Total de l'organisme .....	1 909 800	.....	.....	.....	1 909 800
<b>Téléfilm Canada</b>					
125 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> .....	105 418 014	.....	.....	.....	105 418 014
Total de l'organisme .....	105 418 014	.....	.....	.....	105 418 014
Total du portefeuille.....	3 314 762 828	(42 836)	94 539 446	.....	3 409 259 438

# PATRIMOINE CANADIEN

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour le Programme de soutien au sport de haut niveau et pour inciter tous les Canadiens, y compris les personnes handicapées, à participer davantage à des activités sportives.....	720	30 198	30 918
Fonds pour la Fondation Michaëlle Jean afin de promouvoir les arts, la créativité et la participation communautaire dans le cadre du legs de la gouverneure générale* ....	.....	3 000	3 000
Fonds pour les Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions : Terre-Neuve-et-Labrador.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	720	33 198	33 918
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	720	.....	720
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	1 440	1 440
<b>Total des crédits à adopter</b>	.....	<b>31 758</b>	<b>31 758</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(1 440)	1 440	.....
Transfert à Santé – Pour appuyer la recherche inhérente à l'accès aux services de santé et aux services sociaux des communautés francophones en situation minoritaire.....	(75)	(75)	(150)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'élaboration de la Scène des Prairies à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, ouvrira des postes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel.....	.....	(250)	(250)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche définissant l'élaboration des politiques afférentes à la pratique des sports.....	.....	(272)	(272)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour offrir aux Canadiens un accès en ligne continu au contenu inhérent à l'histoire et à l'éducation civique au Canada au moyen d'une entente relative aux droits de licence en matière de propriété intellectuelle visant le Dictionnaire biographique du Canada.....	(1 000)	.....	(1 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>(2 515)</b>	<b>843</b>	<b>(1 672)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(2 515)</b>	<b>32 601</b>	<b>30 086</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 720 225 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (226 915 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres et des ministres d'État (493 310 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 1 440 379 \$ sont disponibles à partir du crédit 1 en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

\* Un montant de 200 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

**PATRIMOINE CANADIEN**  
**Ministère**

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Subvention à la Fondation Michaëlle Jean ( <i>Les fonds affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i> ) .....	3 000 000	.....
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions : Terre-Neuve-et-Labrador .....	80	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>3 000 080</b>	.....
<b>Contributions</b>		
Contributions au Programme de soutien au sport .....	30 198 092	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>30 198 092</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>33 198 172</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>80</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>596 836</i>	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>32 601 256</b>	.....

**Société Radio-Canada**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 15</b>
Fonds pour permettre de renforcer et de revitaliser la programmation offerte à la télévision, à la radio et sur d'autres plateformes.....	60 000
<b>Fonds disponibles</b>	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	13 761
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>46 239</b>

**Explication des fonds disponibles (dollars)**

**Crédit 15** : Des fonds autorisés totalisant 13 761 089 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## PATRIMOINE CANADIEN

### Musée canadien des civilisations

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

##### **Crédits à adopter**

##### **Crédit 40**

Fonds pour répondre aux pressions en matière de fonctionnement auxquelles fait face le Musée canadien des civilisations .....	6 300
---	-------

##### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	488
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>5 812</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 40** : Des fonds autorisés totalisant 487 600 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncés dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Musée canadien de la nature

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :

##### **Crédits à adopter**

##### **Crédit 45**

Fonds pour répondre aux pressions en matière de fonctionnement auxquelles fait face le Musée canadien de la nature .....	3 000
--	-------

##### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	206
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>2 794</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 45** : Des fonds autorisés totalisant 205 853 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncés dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PATRIMOINE CANADIEN

## Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

---

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

#### **Crédit 50**

Fonds pour les activités d'enquête et d'application de la loi liées à l'administration de la Liste nationale de numéros de télécommunication exclus.....	<b>2 554</b>
--	--------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Bibliothèque et Archives du Canada

---

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Transferts**

#### **Crédit 55**

Transfert de Patrimoine canadien – Pour offrir aux Canadiens un accès en ligne continu au contenu inhérent à l'histoire et à l'éducation civique au Canada au moyen d'une entente relative aux droits de licence en matière de propriété intellectuelle visant le Dictionnaire biographique du Canada.....	<b>1 000</b>
--	--------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Société du Centre national des Arts

---

### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Transferts**

#### **Crédit 65**

Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest (250 \$) et de Patrimoine canadien (250 \$) – Pour l'élaboration de la Scène des Prairies à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel..	<b>500</b>
---	------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## PATRIMOINE CANADIEN

### Musée des beaux-arts du Canada

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

##### **Crédits à adopter**

	<u>Crédit 80</u>
Fonds pour répondre aux pressions en matière de fonctionnement auxquelles fait face le Musée des beaux-arts du Canada .....	2 000

##### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	314
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 686</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 80** : Des fonds autorisés totalisant 314 102 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Musée national des sciences et de la technologie

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

##### **Crédits à adopter**

	<u>Crédit 90</u>
Fonds pour répondre aux pressions en matière de fonctionnement auxquelles fait face le Musée National des sciences et de la technologie .....	3 700

##### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>3 696</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 90** : Des fonds autorisés totalisant 3 528 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**PATRIMOINE CANADIEN**  
**Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme demande des fonds pour les postes suivants :

**Transferts**

**Crédit 95**

Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor (50 \$), de Citoyenneté et Immigration (50 \$), de l'Agence de la santé publique du Canada (25 \$) et de Sécurité publique et Protection civile (4 \$) – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada ».....	<b>129</b>
--	------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# PÊCHES ET OCÉANS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1b Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 388 900 \$ du crédit 1 (Environnement), de 387 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 146 300 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 306 411 774	(1 829 945)	20 768 113	1 325 349 942
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale .....	438 454 260	.....	15 082 156	453 536 416
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 506 145 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	131 203 452	1 962 899	1	133 166 352
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	127 751 737	.....	.....	127 751 737
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
Total du portefeuille.....	2 003 899 872	132 954	35 850 270	2 039 883 096

## PÊCHES ET OCÉANS

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour établir et mettre en œuvre une nouvelle réglementation fédérale en aquaculture et le programme réglementaire connexe pour la Colombie-Britannique .....	12 058	.....	.....	12 058
Fonds pour la flotte et les services maritimes fournis par la Garde côtière canadienne.....	.....	9 201	.....	9 201
Fonds pour les coûts de réparation et d'entretien relativement au dessaisissement de Garden City (Richmond, Colombie-Britannique) permettant d'appuyer des dépenses essentielles et des dépenses mineures en capital visant à réduire la responsabilité et les risques liés aux biens immobiliers.....	4 540	.....	.....	4 540
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes pour le Canada, qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres du Canada ainsi que la biodiversité et les espèces végétales et animales indigènes contre les risques que posent les espèces exotiques envahissantes ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 000	.....	.....	4 000
Fonds pour l'acquisition de navires hauturiers de science halieutique.	.....	3 518	.....	3 518
Fonds pour soutenir et faciliter l'accès des exportateurs canadiens de poissons et fruits de mer aux marchés de l'Union européenne (Programme de certification des captures) .....	2 730	280	.....	3 010
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2 245	.....	.....	2 245
Fonds pour l'acquisition d'un véhicule à coussin d'air dans la région du Pacifique pour soutenir la recherche et sauvetage maritime.....	.....	2 083	.....	2 083
Fonds devant servir à la prestation par le Canada de services météorologiques et d'avis aux navigateurs dans des régions précises de l'océan Arctique ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 055	.....	.....	1 055
Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie ( <i>poste horizontal</i> ).....	789	.....	.....	789
Fonds pour apporter des modifications au Traité sur le saumon du Pacifique qui visent une diminution des limites des prises de saumons du Pacifique afin de réagir à l'égard des préoccupations du Canada et des États-Unis quant à la conservation .....	131	.....	.....	131
Fonds provenant des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires .....	99	.....	.....	99
Fonds pour le rétablissement de l'indice implicite de prix de la demande intérieure finale pour la convention définitive des Inuvialuits .....	20	.....	.....	20
Montant brut des crédits à adopter	27 667	15 082	.....	42 749
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 898	.....	.....	6 898
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>20 769</b>	<b>15 082</b>	.....	<b>35 851</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert d'Environnement – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis .....	389	.....	.....	389
Transfert de Transports – Pour le règlement de contrats liés au programme d'aviation.....	387	.....	.....	387
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale .....	146	.....	.....	146
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets dans le cadre du programme des Ports pour petits bateaux .....	(1 714)	.....	1 714	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques)....	(406)	.....	406	.....

## PÊCHES ET OCÉANS

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
<b>Transferts</b>				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et aux océans.....	(272)	.....	272	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) .....	(114)	.....	114	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la gestion des pêches dans la zone visée par l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador, en particulier, pour le projet d'English River .....	.....	.....	(80)	(80)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour le Réseau stratégique HydroNet qui vise à promouvoir une exploitation durable de l'énergie hydroélectrique et des écosystèmes aquatiques sains .....	(100)	.....	.....	(100)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour une évaluation technique de la capacité et du caractère adéquat de la barrière littorale naturelle (mur de protection) ainsi que des conditions du sol sous-jacent à l'emplacement d'Advocate Harbour.....	(146)	.....	.....	(146)
Transfert à Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> ..	.....	.....	(463)	(463)
<b>Total des transferts</b>	<b>(1 830)</b>	<b>.....</b>	<b>1 963</b>	<b>133</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>18 939</b>	<b>15 082</b>	<b>1 963</b>	<b>35 984</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1 :** Des fonds autorisés totalisant 6 898 310 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (6 607 143 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (291 167 \$).

	Crédit	Légal
<b>Paiements de transfert (dollars)</b>		
<b>Subventions</b>		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	1 624 200	.....
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	271 780	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>1 895 980</b>	.....
<b>Contributions</b>		
Contribution en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques .....	405 665	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	114 400	.....
Contributions à l'appui du programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux.....	90 100	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>610 165</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>2 506 145</b>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	543 246	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>1 962 899</b>	.....

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b Dépenses de fonctionnement et :					
a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;					
b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :					
(i) des services du Secteur des programmes d'accès public;					
(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;					
(iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada;					
(iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire;					
(v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;					
(vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ;					
c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	758 624 225	(4 557 782)	.....	754 066 443	
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 557 782 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 192 339 400	4 557 782	76 105 843	2 273 003 025	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	241 339 063	.....	.....	241 339 063	
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile.	2 000	.....	.....	.....	2 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9) .....	28 048 000 000	.....	.....	.....	28 048 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9) .....	8 257 000 000	.....	.....	.....	8 257 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants .....	2 594 000 000	.....	.....	.....	2 594 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants .....	587 000 000	.....	.....	.....	587 000 000
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9) .....	560 000 000	.....	.....	.....	560 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	557 213 024	.....	.....	.....	557 213 024
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	444 143 015	.....	.....	.....	444 143 015
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu .....	64 000 000	.....	.....	.....	64 000 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestrés qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité .....	56 200 000	.....	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6) .....	51 000 000	.....	.....	.....	51 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	15 460 033	.....	.....	.....	15 460 033
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles .....	10 200 000	.....	.....	.....	10 200 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles .....	5 700 000	.....	.....	.....	5 700 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	4 178 320	.....	.....	.....	4 178 320
(L) Redressements du passif actuarial de l'assurance de la fonction publique .....	145 000	.....	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État .....	35 000	.....	.....	.....	35 000

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	8 391	.....	.....	.....	8 391
(L) Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i> .....	.....	.....	2 900 000 000	2 900 000 000	47 422 850 612
Total des dépenses budgétaires .....	44 446 744 769	.....	2 976 105 843	47 422 850 612	
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire) .....	765 110 776	.....	.....	.....	765 110 776
Total des dépenses non budgétaires .....	765 110 776	.....	.....	.....	765 110 776
Total du Ministère .....	45 211 855 545	.....	2 976 105 843	48 187 961 388	
<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>					
10 Dépenses du Programme .....	11 862 094	.....	.....	.....	11 862 094
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 527 229	.....	.....	.....	1 527 229
Total de l'organisme .....	13 389 323	.....	.....	.....	13 389 323
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b>					
15 Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .....	2 993 841 000	.....	.....	.....	2 993 841 000
(L) Rénovation et amélioration des logements sociaux .....	75 000 000	.....	.....	.....	75 000 000
(L) Logements des Premières nations .....	62 500 000	.....	.....	.....	62 500 000
Total des dépenses budgétaires .....	3 131 341 000	.....	.....	.....	3 131 341 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non budgétaire) (L.R.C. (1985), ch. M-6) .....	(2 504 996 000)	.....	.....	.....	(2 504 996 000)
Total des dépenses non budgétaires .....	(2 504 996 000)	.....	.....	.....	(2 504 996 000)
Total de l'organisme .....	626 345 000	.....	.....	.....	626 345 000
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>					
20 Dépenses du Programme .....	1 982 827	.....	.....	.....	1 982 827
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	176 770	.....	.....	.....	176 770
Total de l'organisme .....	2 159 597	.....	.....	.....	2 159 597
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>					
25 Dépenses du Programme .....	4 323 098	.....	.....	.....	4 323 098
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 055 967	.....	.....	.....	1 055 967
Total de l'organisme .....	5 379 065	.....	.....	.....	5 379 065
Total du portefeuille .....	45 859 128 530	.....	2 976 105 843	48 835 234 373	

# RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ) .....		41 574	41 574
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes .....		26 190	26 190
Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité afin de permettre la construction et la rénovation de structures permanentes et d'autres projets mineurs afin de les rendre pleinement accessibles à tous les Canadiens ayant des capacités variées .....	1 774	9 400	11 174
Fonds destinés au programme Nouveaux Horizons pour les aînés afin d'appuyer des projets axés sur le bénévolat chez les aînés et de veiller à ce que ces derniers puissent encadrer la prochaine génération de bénévoles et leur transmettre leurs précieuses compétences .....		5 000	5 000
Fonds pour la Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti qui encourage les apprentis à terminer leur formation, à recevoir une certification de compagnon d'apprentissage dans un métier désigné Sceau rouge et à se lancer dans des métiers spécialisés.....		5 000	5 000
Montant brut des crédits à adopter	1 774	87 164	88 938
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 774	6 500	8 274
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....		4 558	4 558
Total des fonds disponibles	1 774	11 058	12 832
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>76 106</b>	<b>76 106</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i> .....			2 900 000
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>2 976 106</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(4 558)	4 558	.....
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(4 558)</b>	<b>80 664</b>	<b>2 976 106</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 1 773 866 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 11 057 782 \$ sont disponibles : 6 500 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés au programme de la Subvention incitative aux apprentis (5 000 000 \$) et des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (1 500 000 \$); et 4 557 782 \$ du crédit 1 en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 381 747 \$), de la diminution des besoins liés au Programme canadien de prêts aux étudiants quant au traitement des documents (862 000 \$), des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres et du ministre d'État (827 547 \$), et des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (486 488 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**  
**Ministère**

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b><u>Subventions</u></b>		
Subvention destinée à la construction ou à la rénovation des structures permanentes et aux petits projets mettant l'accent sur la pleine accessibilité aux services de soutien communautaire pour les personnes ayant des capacités variées partout au Canada, grâce au Fonds pour l'accessibilité .....	9 400 000	.....
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés .....	5 000 000	.....
Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti .....	5 000 000	.....
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri .....	200 000	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>19 600 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien .....	41 574 000	.....
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri .....	25 989 625	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>67 563 625</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>87 163 625</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>6 500 000</i>	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>80 663 625</b>	.....

## RESSOURCES NATURELLES

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 1 000 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) et de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	850 582 760	<b>685 715</b>	<b>1</b>	851 268 476
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 588 503 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 9 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 852 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	16 036 001	<b>10 440 503</b>	<b>1</b>	26 476 505
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 925 782 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 2 875 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 877 635 560	<b>5 800 782</b>	<b>15 291 403</b>	1 898 727 745
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	57 568 179	.....	.....	57 568 179
(L) Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières .....	1 371 238 000	.....	.....	1 371 238 000
(L) Paiements au compte des recettes extracotières de la Nouvelle-Écosse .....	295 300 000	.....	.....	295 300 000
(L) Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada .....	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L) Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracotiers .....	6 500 000	.....	.....	6 500 000
(L) Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracotiers .....	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L) Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère .....	4 498 339 149	<b>16 927 000</b>	<b>15 291 405</b>	4 530 557 554

## RESSOURCES NATURELLES

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Énergie atomique du Canada limitée</b>					
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	402 452 000	.....	<b>294 000 000</b>	696 452 000
	Total de l'organisme .....	402 452 000	.....	<b>294 000 000</b>	696 452 000
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>					
20b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	42 620 925	.....	<b>1 342 650</b>	43 963 575
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 535 819	.....	.....	4 535 819
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	86 255 885	.....	<b>200 000</b>	86 455 885
	Total de l'organisme .....	133 412 629	.....	<b>1 542 650</b>	134 955 279
<b>Office national de l'énergie</b>					
25b	Dépenses du Programme .....	55 275 519	.....	<b>1 515 335</b>	56 790 854
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	6 344 274	.....	.....	6 344 274
	Total de l'organisme .....	61 619 793	.....	<b>1 515 335</b>	63 135 128
<b>Administration du pipe-line du Nord</b>					
30	Dépenses du Programme .....	1 215 200	.....	.....	1 215 200
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	118 150	.....	.....	118 150
	Total de l'organisme .....	1 333 350	.....	.....	1 333 350
	Total du portefeuille .....	5 097 156 921	<b>16 927 000</b>	<b>312 349 390</b>	5 426 433 311

## RESSOURCES NATURELLES

### Ministère

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour appuyer le programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière qui rendra l'industrie forestière plus durable sur le plan commercial et environnemental en investissant dans des technologies novatrices qui mènent vers une gamme de produits plus diversifiés et de plus grande valeur, y compris la bioénergie et l'énergie renouvelable, ainsi que les biomatériaux, les produits biochimiques et les matériaux de construction de prochaine génération.....	1 306	.....	23 636	24 942
Fonds pour appuyer la production d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur et l'utilisation optimale de l'approvisionnement d'isotope existant ( <i>poste horizontal</i> ).....	3 454	.....	9 265	12 719
Fonds pour appuyer le renouvellement du programme GéoConnexions afin de fournir de l'information géographique intégrée à la population canadienne sur Internet.....	4 160	.....	500	4 660
Fonds pour la quatrième phase de l'Initiative géoscientifique ciblée qui aide l'industrie de l'exploration minérale à trouver plus efficacement les dépôts minéraux enfouis dans les régions productrices de minéraux du Canada, afin de réduire le risque lié à l'exploration, d'accroître la compétitivité de l'industrie, de créer des emplois, de soutenir les collectivités et de générer une croissance économique .....	3 468	.....	.....	3 468
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes pour le Canada, qui vise à protéger les écosystèmes aquatiques et terrestres du Canada ainsi que la biodiversité et les espèces végétales et animales indigènes contre les risques que posent les espèces exotiques envahissantes ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 883	.....	.....	1 883
Fonds à l'appui du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, dans le cadre de la dépollution des déchets radioactifs de faible activité dans la région de Port Hope .....	.....	.....	450	450
Fonds pour fournir un appui continu à la Stratégie emploi jeunesse ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	405	405
Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie ( <i>poste horizontal</i> ).....	289	.....	.....	289
<b>Montant brut des crédits à adopter</b>	<b>14 560</b>	<b>.....</b>	<b>34 256</b>	<b>48 816</b>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	14 560	.....	16 039	30 599
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	2 926	2 926
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>14 560</b>	<b>.....</b>	<b>18 965</b>	<b>33 525</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>15 291</b>	<b>15 291</b>

#### **Transferts**

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.....	.....	9 000	.....	9 000
Transfert de Transports (3 000 \$) et de Service correctionnel (1 000 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés .....	4 000	.....	.....	4 000
Transfer d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les opérations du Programme forestier des Premières nations et favoriser l'accès aux possibilités économiques tributaires de la forêt.....	.....	.....	2 875	2 875

# RESSOURCES NATURELLES

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	852	.....	852
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale .....	200	.....	.....	200
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la modernisation du Centre de recherche sur les espèces envahissantes de Ressources naturelles.....	(589)	589	.....	.....
Réaffectations des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	(2 926)	.....	2 926	.....
<b>Total des transferts</b>	<b>685</b>	<b>10 441</b>	<b>5 801</b>	<b>16 927</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>685</b>	<b>10 441</b>	<b>21 092</b>	<b>32 218</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 14 560 200 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (10 699 884 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 219 795 \$); des économies réalisées à la suite du réalignement des fonds pour l'infrastructure relativement à l'Initiative de la région de Port Hope (1 210 000 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (430 521 \$).

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 18 964 782 \$ sont disponibles : 16 039 000 \$ à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (7 789 000 \$); du report des fonds découlant du réalignement des dépenses du programme prévues et révisées aux ressources approuvées aux fins d'ÉcoÉNERGIE pour les biocarburants (7 800 000 \$); et du réalignement des contributions liées aux activités de recherche, de développement et de promotion qui contribuent aux objectifs du ministère (450 000 \$); et 2 925 782 \$ du crédit 1 en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Législatif</b>
<b><u>Subventions</u></b>		
Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés au nettoyage des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope.....	450 000	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>450 000</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
Programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière .....	23 635 685	.....
Programme de contribution financière à la production d'isotopes ne nécessitant pas de réacteur .....	9 265 500	.....
Contribution au Programme forestier des Premières nations .....	2 875 000	.....
Programme GéoConnexions .....	500 000	.....
Stratégie emploi jeunesse.....	405 000	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>36 681 185</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>37 131 185</b>	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....</i>	<i>16 039 000</i>	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>21 092 185</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## RESSOURCES NATURELLES

### Énergie atomique du Canada limitée

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

#### **Crédit 15**

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liés à la réduction de l'effectif* .....	<b>294 000</b>
---	----------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

\* Un montant de 100 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

## RESSOURCES NATURELLES

### Commission canadienne de sûreté nucléaire

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>	<b>Légal</b>	<b>Total</b>
Fonds pour des services de réglementation .....	1 675	.....	1 675
Fonds pour le Programme d'aide financière aux participants afin d'améliorer davantage les processus d'examen de la réglementation à l'égard des gros projets énergétiques ( <i>poste horizontal</i> ).....	400	.....	400
Montant brut des crédits à adopter	2 075	.....	2 075
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	732	.....	732
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 343</b>	.....	<b>1 343</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Fonds pour le Programme d'aide financière aux participants afin d'améliorer davantage les processus d'examen de la réglementation à l'égard des gros projets énergétiques .....	.....	200	200
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 343</b>	<b>200</b>	<b>1 543</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 732 016 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (682 500 \$) et des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (49 516 \$).

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Programme d'aide financière aux participants.....	<b>400 000</b>	.....
<i>Nota</i> : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.		

## Office national de l'énergie

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>
Fonds pour le Programme d'aide financière aux participants afin d'améliorer davantage les processus d'examen de la réglementation à l'égard des gros projets énergétiques ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 515

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Programme d'aide financière aux participants.....	<b>1 343 290</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**Sommaire du portefeuille**

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 152 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 765 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 75 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 49 300 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 011 667 003	1 114 945	13 107 832	2 025 889 780
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 504 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	38 576 271	1 504 500	1	40 080 772
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 510 369 928	(125 000)	32 495 404	1 542 740 332
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	122 825 392	.....	.....	122 825 392
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
Total du Ministère.....	3 683 517 243	2 494 445	45 603 237	3 731 614 925
<b>Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée</b>				
15 Dépenses du Programme.....	10 425 284	.....	.....	10 425 284
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	594 174	.....	.....	594 174
Total de l'organisme .....	11 019 458	.....	.....	11 019 458
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>				
20b Dépenses de fonctionnement .....	51 156 900	.....	1 171 618	52 328 518
25b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 4 394 511 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	926 933 740	4 614 511	25 896 667	957 444 918
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	4 900 322	.....	.....	4 900 322
Total de l'organisme .....	982 990 962	4 614 511	27 068 285	1 014 673 758

# SANTÉ

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>					
30 Dépenses du Programme.....	5 223 047	.....	.....		5 223 047
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	723 742	.....	.....		723 742
Total de l'organisme .....	5 946 789	.....	.....		5 946 789
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>					
35 Dépenses du Programme.....	11 556 718	.....	.....		11 556 718
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	1 018 349	.....	.....		1 018 349
Total de l'organisme .....	12 575 067	.....	.....		12 575 067
<b>Agence de la santé publique du Canada</b>					
40b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 671 600 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	431 876 106	<b>254 654</b>	<b>1</b>		432 130 761
45 Dépenses en capital.....	36 773 594	.....	.....		36 773 594
50b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	206 020 000	<b>(4 546 511)</b>	.....		201 473 489
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	31 805 944	.....	.....		31 805 944
Total de l'organisme .....	706 475 644	<b>(4 291 857)</b>	<b>1</b>		702 183 788
Total du portefeuille.....	5 402 525 163	<b>2 817 099</b>	<b>72 671 523</b>		5 478 013 785

# SANTÉ

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour les services de soutien en santé mentale et de soutien psychologique ou affectif ainsi que pour l'administration et la recherche nécessaires afin de remplir les obligations du gouvernement fédéral aux termes de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens ( <i>poste horizontal</i> ).....	5 325	.....	26 921	32 246
Fonds pour assurer la défense du Canada contre les mises en cause dans les litiges liés au tabac ( <i>poste horizontal</i> ).....	10 254	.....	.....	10 254
Fonds pour offrir des programmes en matière de santé supplémentaires à deux communautés innues du Labrador, Natuashish et Sheshatshiu, dans le cadre de la Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador .....	1 852	.....	3 225	5 077
Fonds pour subventionner l'envoi d'aliments aux collectivités isolées du Nord et pour promouvoir la nutrition ( <i>poste horizontal</i> ).....	181	.....	1 349	1 530
Fonds pour appuyer la production d'isotopes médicaux nécessitant pas de réacteur et l'utilisation optimale de l'approvisionnement d'isotope existant ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) ( <i>poste horizontal</i> ) .....	240	.....	.....	240
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé .....	.....	.....	1	1
Montant brut des crédits à adopter	17 852	.....	32 496	50 348

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 745	.....	.....	4 745
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>13 107</b>	<b>.....</b>	<b>32 496</b>	<b>45 603</b>

#### **Transferts**

Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	1 505	.....	1 505
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir les activités liées au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.....	765	.....	.....	765
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH .....	152	.....	.....	152
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer la recherche inhérente à l'accès aux services de santé et aux services sociaux des communautés francophones en situation minoritaire.....	75	.....	75	150
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	49	.....	.....	49
Réaffection à l'interne des ressources – Pour l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH .....	200	.....	(200)	.....
Transfert au Secrétariat Conseil du Trésor – Pour appuyer la Communauté nationale des gestionnaires.....	(126)	.....	.....	(126)
<b>Total des transferts</b>	<b>1 115</b>	<b>1 505</b>	<b>(125)</b>	<b>2 495</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>14 222</b>	<b>1 505</b>	<b>32 371</b>	<b>48 098</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 4 744 728 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**SANTÉ**  
**Ministère**

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b><u>Subventions</u></b>		
Subvention à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé .....	1 000 000	.....
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé.....	294	.....
<b>Montant total brut des subventions</b>	<b>1 000 294</b>	.....
<b><u>Contributions</u></b>		
Contributions au Programme de soutien en santé résolution des questions des pensionnats indiens.....	26 921 067	.....
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits .....	4 574 043	.....
Programme de contribution pour les langues officielles en santé .....	75 000	.....
<b>Montant total brut des contributions</b>	<b>31 570 110</b>	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>32 570 404</b>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....</i>	<i>200 000</i>	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>32 370 404</b>	.....

# SANTÉ

## Instituts de recherche en santé du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 20</b>	<b>Crédit 25</b>	<b>Total</b>
Fonds pour la Stratégie de recherche axée sur le patient, la Stratégie internationale de recherche concertée sur la maladie d'Alzheimer et le Programme ouvert de subventions de fonctionnement .....	885	15 000	15 885
Fonds pour appuyer la production d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur et l'utilisation optimale de l'approvisionnement d'isotope existant ( <i>poste horizontal</i> ).....	259	4 680	4 939
Fonds pour le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada qui appuie la recherche et l'innovation au sein des universités canadiennes ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	4 583	4 583
Fonds pour le Programme de bourses postdoctorales Banting afin d'attirer et de retenir les meilleurs chercheurs postdoctoraux au Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	33	1 633	1 666
Montant brut des crédits à adopter	1 177	25 896	27 073
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5	.....	5
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 172</b>	<b>25 896</b>	<b>27 068</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour le transfert permanent de la subvention pour la recherche sur le cancer du sein au Canada qui finance de la recherche ciblée sur le cancer du sein.....	.....	3 000	3 000
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la recherche interventionnelle et l'application des connaissances en vue de la prévention des malades chroniques.....	.....	600	600
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la recherche sur les options de gestion du diabète et des maladies chroniques connexes.....	.....	495	495
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer des synthèses de connaissances sur l'activité physique, les comportements sédentaires et la santé .....	.....	300	300
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour mener des évaluations des risques de blessures attribuables à des produits de consommation. ....	.....	220	220
<b>Total des transferts</b>	<b>.....</b>	<b>4 615</b>	<b>4 615</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 172</b>	<b>30 511</b>	<b>31 683</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 5 232 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel .....	25 927 845	.....
Chaires d'excellence en recherche du Canada .....	4 583 333	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>30 511 178</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**SANTÉ**  
**Agence de la santé publique du Canada**

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Transferts</b>	<b>Crédit 40</b>	<b>Crédit 50</b>	<b>Total</b>
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	672	.....	672
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada » .....	(25)	.....	(25)
Transfert à Santé – Pour l'Initiative canadienne de vaccin contre le VIH.....	.....	(152)	(152)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada .....	(172)	.....	(172)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour mener des évaluations des risques de blessures attribuables à des produits de consommation .....	(220)	.....	(220)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer des synthèses de connaissances sur l'activité physique, les comportements sédentaires et la santé .....	.....	(300)	(300)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche sur les options de gestion du diabète et des maladies chroniques connexes.....	.....	(495)	(495)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche interventionnelle et l'application des connaissances en vue de la prévention des maladies chroniques.....	.....	(600)	(600)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour le transfert permanent de la subvention pour la recherche sur le cancer du sein au Canada qui finance la recherche ciblée sur le cancer du sein.....	.....	(3 000)	(3 000)
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>255</b>	<b>(4 547)</b>	<b>(4 292)</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
<b>Ministère</b>				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	146 472 083	(14 000)	1 838 225	148 296 308
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	519 317 850	(290 000)	1 000 000	520 027 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	13 703 682	.....	.....	13 703 682
(L) Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649
Total du Ministère .....	679 572 264	(304 000)	2 838 225	682 106 489
<b>Agence des services frontaliers du Canada</b>				
10b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 396 530 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	1 452 324 706	(265 170)	33 323 519	1 485 383 055
15b Dépenses en capital .....	173 966 753	.....	7 271 766	181 238 519
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	163 702 468	.....	.....	163 702 468
Total de l'organisme .....	1 789 993 927	(265 170)	40 595 285	1 830 324 042
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>				
20b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 63 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	450 842 796	(7 119 800)	12 831 259	456 554 255
25 Dépenses en capital .....	31 610 000	.....	.....	31 610 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	43 633 223	.....	.....	43 633 223
Total de l'organisme .....	526 086 019	(7 119 800)	12 831 259	531 797 478

*Nota :* Le montant des « autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 91 636 514 \$ au crédit 10 et 66 274 988 \$ au crédit 15 qui ont été accordés en 2009-2010 et qui seront dépensés en 2010-2011.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Service correctionnel du Canada</b>					
30b Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et :					
a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;					
b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;					
c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;					
d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements .....	1 955 697 731		(2 400 000)	2 024 009	1 955 321 740
35a Dépenses en capital, y compris les paiements :					
a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;					
b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	337 310 720		.....	.....	337 310 720
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	212 841 622		.....	.....	212 841 622
(L) Fonds renouvelable CORCAN .....			.....	.....	.....
Total de l'organisme .....	2 505 850 073		(2 400 000)	2 024 009	2 505 474 082
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>					
40b Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice .....	42 913 590		.....	128 360	43 041 950

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 537 277	.....	.....	5 537 277	
Total de l'organisme .....	48 450 867	.....	128 360	48 579 227	
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>					
45b Dépenses du Programme.....	3 587 934	.....	37 400	3 625 334	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	420 177	.....	.....	420 177	
Total de l'organisme .....	4 008 111	.....	37 400	4 045 511	
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>					
50b Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 427 500 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 405 001 341	421 400	10 017 888	2 415 440 629	
55b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 730 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	305 311 884	730 000	10 436 210	316 478 094	
60b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor .....	102 219 829	.....	13 844 744	116 064 573	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	80 206 045	.....	.....	80 206 045	
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	341 931 033	.....	.....	341 931 033	
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10).....	19 000 000	.....	.....	19 000 000	
Total de l'organisme .....	3 253 670 132	1 151 400	34 298 842	3 289 120 374	
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>					
65a Dépenses du Programme.....	2 121 826	.....	.....	2 121 826	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	216 884	.....	.....	216 884	
Total de l'organisme .....	2 338 710	.....	.....	2 338 710	
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>					
70a Dépenses du Programme.....	7 723 363	.....	.....	7 723 363	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	557 740	.....	.....	557 740	
Total de l'organisme .....	8 281 103	.....	.....	8 281 103	
Total du portefeuille.....	8 818 251 206	(8 937 570)	92 753 380	8 902 067 016	

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour les accords de contribution avec les provinces de l'Ontario et du Québec afin d'appuyer les analyses biologiques .....	.....	6 900	6 900
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 880	.....	2 880
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i> .....	586	.....	586
Fonds pour appuyer les services aux victimes et la prévention de la violence dans les communautés autochtones et pour accroître l'appui national aux enquêtes liées aux personnes disparues ( <i>poste horizontal</i> ).....	154	320	474
Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale ( <i>poste horizontal</i> ).....	340	.....	340
<b>Montant brut des crédits à adopter</b>	<b>3 960</b>	<b>7 220</b>	<b>11 180</b>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 121	6 220	8 341
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 839</b>	<b>1 000</b>	<b>2 839</b>

#### **Transferts**

Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada » .....	(4)	.....	(4)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi de la formation sur les techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour la construction et le dévoilement d'un site commémoratif à Montréal en mémoire des victimes du vol 182 d'Air India.....	(10)	(190)	(200)
<b>Total des transferts</b>	<b>(14)</b>	<b>(290)</b>	<b>(304)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 825</b>	<b>710</b>	<b>2 535</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 2 121 494 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (1 093 480 \$); des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (639 926 \$); et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre (388 088 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 6 220 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

#### **Paiements de transfert (dollars)**

	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Programme de contributions pour les analyses génétiques .....	6 900 000	.....
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones .....	320 000	.....
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>7 220 000</b>	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit .....	6 220 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit .....	290 000	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>710 000</b>	.....

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Agence des services frontaliers du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Crédit 15</b>	<b>Total</b>
Fonds pour continuer d'assurer la prestation de services frontaliers efficents et sûrs....	30 677	32 900	63 577
Fonds pour la mise en œuvre du projet du Grand livre de comptes clients.....	2 248	7 006	9 254
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié ( <i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i> ) ( <i>poste horizontal</i> ).....	7 874	559	8 433
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ( <i>poste horizontal</i> ).....	4 196	35	4 231
Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 508	.....	2 508
Fonds pour combattre la production, la distribution et la demande de tabac de contrebande ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 040	520	1 560
Montant brut des crédits à adopter	48 543	41 020	89 563
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	15 220	33 748	48 968
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>33 323</b>	<b>7 272</b>	<b>40 595</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de Transports – Pour mettre au point des modèles pour l'établissement d'un processus de mise en correspondance dans le contexte de l'examen des navires commerciaux.....	199	.....	199
Transfert de Transports – Pour améliorer le cadre de la sécurité, du traitement et de la politique inhérent à la sécurité de l'Arctique et à la recherche marine de pays étrangers au Canada .....	197	.....	197
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère dans des mission à l'étranger.....	(262)	.....	(262)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir l'intégration du traitement des demandes par l'intermédiaire des technologies de l'information (Système mondial de gestion des cas) .....	(400)	.....	(400)
<b>Total des transferts</b>	<b>(266)</b>	<b>.....</b>	<b>(266)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>33 057</b>	<b>7 272</b>	<b>40 329</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 10** : Des fonds autorisés totalisant 15 219 432 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (8 947 432 \$); et des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (6 272 000 \$).

**Crédit 15** : Des fonds autorisés totalisant 33 748 436 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement destiné à l'armement des gardes-frontières.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Service canadien du renseignement de sécurité

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 20</b>
Fonds pour appuyer la sécurité nationale et la sécurité des Canadiens .....	10 215
Fonds pour gérer les cas d'immigration comportant de l'information classifiée en vertu de la section 9 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (poste horizontal) .....	5 072
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales.....	1 474
Fonds pour appuyer la réforme du système canadien de détermination du statut de réfugié ( <i>Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés</i> ) (poste horizontal) .....	937
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique (poste horizontal).....	421
Montant brut des crédits à adopter	<u>18 119</u>

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 288
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b><u>12 831</u></b>

#### **Transferts**

Transfert de la Défense nationale – Pour les initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	63
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(7 183)
<b>Total des transferts</b>	<b>(7 120)</b>

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>5 711</b>
---	--------------

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 20** : Des fonds autorisés totalisant 5 288 076 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

### Service correctionnel du Canada

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 30</b>
Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale ( <i>poste horizontal</i> ) .....	6 886

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	4 862
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>2 024</b>

#### **Transferts**

Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux (1 400 \$) et à Ressources naturelles (1 000 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés .....	(2 400)
<b>Total des transferts</b>	<b>(2 400)</b>

<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>(376)</b>
---	--------------

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 30** : Des fonds autorisés totalisant 4 862 493 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Commission nationale des libérations conditionnelles

#### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

	<b>Crédit 40</b>
Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale ( <i>poste horizontal</i> ) .....	507

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	379
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>128</b>

#### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 40** : Des fonds autorisés totalisant 378 740 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Bureau de l'enquêteur correctionnel

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

Fonds pour améliorer les services offerts aux victimes d'actes criminels, pour accroître la supervision des délinquants dans la communauté et pour réduire les risques que posent les délinquants souffrant de problèmes de santé mentale (*poste horizontal*) .....

60

#### **Crédit 45**

#### **Fonds disponibles**

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	23
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>37</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 45** : Des fonds autorisés totalisant 22 750 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Gendarmerie royale du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 50</b>	<b>Crédit 55</b>	<b>Crédit 60</b>	<b>Total</b>
Fonds pour verser des indemnisations aux membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions .....	.....	.....	13 845	13 845
Fonds pour des projets pluriannuels de biens immobiliers, l'acquisition ou le remplacement de nouveaux actifs maritimes, aériens et terrestres, ainsi que des projets de technologie de l'information .....	.....	7 020	.....	7 020
Fonds pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute.....	4 963	.....	.....	4 963
Fonds pour les locaux d'hébergement permanents du Centre des opérations de sécurité maritime – Grands Lacs-Voie maritime du Saint-Laurent .....	.....	2 769	.....	2 769
Fonds pour combattre la production, la distribution et la demande de tabac de contrebande ( <i>poste horizontal</i> ) .....	2 333	57	.....	2 390
Fonds afin d'améliorer la présélection avant l'embauche pour les industries du transport aérien et maritime (Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport) ( <i>poste horizontal</i> ).....	2 229	.....	.....	2 229
Fonds pour appuyer les services aux victimes et la prévention de la violence dans les communautés autochtones et pour accroître l'appui national aux enquêtes liées aux personnes disparues ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 885	.....	.....	1 885
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	1 232	113	.....	1 345
Fonds pour le Programme canadien sur les crimes de guerre afin d'enquêter sur des présumés criminels de guerre et de leur refuser l'asile au Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	620	.....	.....	620
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	477	.....	477
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation .....	379	.....	.....	379
Montant brut des crédits à adopter	13 641	10 436	13 845	37 922
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	3 623	.....	.....	3 623
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>10 018</b>	<b>10 436</b>	<b>13 845</b>	<b>34 299</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	730	.....	730
Transfert de Transports – Pour le projet de la trousse à outils opérationnels visant à faciliter l'affectation rapide de ressources dans l'éventualité d'un incident lié à la sécurité maritime .....	228	.....	.....	228
Transfer de Transports – Pour rehausser la capacité de surveillance du secteur riverain et coordonner l'accès à l'installation de surveillance de la plate-forme de surveillance coordonnée du port de Prince Rupert.....	200	.....	.....	200
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(6)	.....	.....	(6)
<b>Total des transferts</b>	<b>422</b>	<b>730</b>	<b>.....</b>	<b>1 152</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>10 440</b>	<b>11 166</b>	<b>13 845</b>	<b>35 451</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

## Gendarmerie royale du Canada

---

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 50** : Des fonds autorisés totalisant 3 623 242 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

---

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Subventions</b>		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	<b>13 844 744</b>	.....

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
<b>Ministère</b>					
1b Dépenses de fonctionnement et :					
a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;					
b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;					
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;					
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	646 918 902	(15 621 728)	21 403 458		652 700 632
5b Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés .....	221 127 382	.....	4 260 876		225 388 258
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	840 112 907	.....	10 063 842		850 176 749
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	69 557 658	.....	.....		69 557 658
(L) Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....		78 649
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile .....	2 000	.....	.....		2 000
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10) .....	62 800 000	.....	4 000 000		66 800 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43) .....	57 771 301	.....	.....		57 771 301
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42) .....	3 300 000	.....	.....		3 300 000
Total du Ministère .....	1 901 668 799	(15 621 728)	39 728 176		1 925 775 247

# TRANSPORTS

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Société canadienne des postes</b>					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales .....	22 210 000	.....	.....	22 210 000
20	Conformément à l'article 28 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 \$, et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances .....	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme .....	22 210 001	.....	.....	22 210 001
<b>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien</b>					
25b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	594 555 399	.....	<b>500 000</b>	595 055 399
	Total de l'organisme .....	594 555 399	.....	<b>500 000</b>	595 055 399
<b>Office des transports du Canada</b>					
30	Dépenses du Programme .....	25 069 485	.....	.....	25 069 485
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	3 387 393	.....	.....	3 387 393
	Total de l'organisme .....	28 456 878	.....	.....	28 456 878
<b>La Société des ponts fédéraux Limitée</b>					
35	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée .....	55 639 000	.....	.....	55 639 000
	Total de l'organisme .....	55 639 000	.....	.....	55 639 000
<b>Marine Atlantique S.C.C.</b>					
40b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service .....	117 442 001	.....	<b>102 205 000</b>	219 647 001
	Total de l'organisme .....	117 442 001	.....	<b>102 205 000</b>	219 647 001
<b>Commission de la capitale nationale</b>					
45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement .....	83 172 909	.....	.....	83 172 909
50a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital .....	79 838 001	.....	.....	79 838 001
	Total de l'organisme .....	163 010 910	.....	.....	163 010 910

## TRANSPORTS

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b>					
55b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 224 123 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	56 131 378	224 123	1 644 459	57 999 960	
60b Contributions .....	6 562 620 183	(224 123)	717 667 486	7 280 063 546	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	5 156 445	.....	.....	5 156 445	
(L) Fonds de stimulation de l'infrastructure .....	874 498 759	.....	587 166 814	1 461 665 573	
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires .....	240 000 000	.....	75 617 000	315 617 000	
(L) Fonds pour l'infrastructure verte .....	186 334 000	.....	(16 493 772)	169 840 228	
(L) Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, ajout ...	135 245 089	.....	84 709 548	219 954 637	
Total de l'organisme .....	8 059 985 854	.....	1 450 311 535	9 510 297 389	
<b>Société du Vieux-Port de Montréal inc.</b>					
65b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	28 073 000	(7 018 250)	.....	21 054 750	
Total de l'organisme .....	28 073 000	(7 018 250)	.....	21 054 750	
<b>Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée</b>					
70b Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	92 358 001	.....	29 181 000	121 539 001	
Total de l'organisme .....	92 358 001	.....	29 181 000	121 539 001	
<b>Tribunal d'appel des transports du Canada</b>					
75b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .	1 353 663	310 698	1	1 664 362	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	123 879	.....	.....	123 879	
Total de l'organisme .....	1 477 542	310 698	1	1 788 241	
<b>VIA Rail Canada Inc.</b>					
80b Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> .....	550 521 000	.....	94 000 000	644 521 000	
Total de l'organisme .....	550 521 000	.....	94 000 000	644 521 000	
Total du portefeuille.....	11 615 398 385	(22 329 280)	1 715 925 712	13 308 994 817	

*Nota :* En vertu du décret C.P. 2010-1068, le leader du gouvernement à la Chambre des communes, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été nommé à titre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

# TRANSPORTS

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Crédit 10</b>	<b>Total</b>
Fonds pour renforcer la sûreté du fret aérien au Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	13 280	214	.....	13 494
Fonds à des provinces et des territoires afin de leur permettre d'exécuter les responsabilités fédérales en matière de sécurité, conformément au Code canadien de sécurité.....	.....	.....	4 443	4 443
Fonds consacré au laboratoire d'enquêtes en matière de sécurité routière, ainsi qu'à la restauration du brise-lames et au renforcement de la crête à Cap-aux-Meules, Québec .....	.....	4 047	.....	4 047
Fonds pour continuer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de sûreté réglementés pour l'industrie du transport aérien au Canada.....	3 974	.....	.....	3 974
Fonds pour le poste frontalier Windsor-Detroit afin de mener les travaux légaux, financiers et techniques associés au projet.....	2 625	.....	.....	2 625
Fonds pour poursuivre le Programme de protection des passagers .....	2 373	.....	.....	2 373
Fonds de subvention pour offrir des services de traversier sécuritaires, efficaces et écologiques axés sur le service à la clientèle qui contribuent à l'économie locale et régionale.....	.....	.....	1 907	1 907
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS liée aux incitatifs pour les technologies de transport des marchandises.....	.....	.....	940	940
Fonds inhérent aux paiements versés à la province de la Colombie-Britannique pour la modernisation des simulateurs de formation maritime .....	.....	.....	867	867
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers dans le cadre du projet du pont Peace .....	.....	.....	847	847
Fonds afin d'améliorer la présélection avant l'embauche pour les industries du transport aérien et maritime (Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport) ( <i>poste horizontal</i> ).....	694	.....	.....	694
Fonds pour renouveler et améliorer les infrastructures routières au Canada dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières – Système de transport intelligent.....	.....	.....	638	638
Financement pour la réponse du gouvernement au rapport de la Commission d'examen conjoint pour le projet gazier Mackenzie ( <i>poste horizontal</i> ).....	427	.....	.....	427
Fonds pour des besoins de fonctionnement supplémentaire dans le cadre du Fonds Chantiers Canada destinés à Metrolinx pour la construction d'une ligne de train léger sur rail sur l'avenue Sheppard à Toronto.....	316	.....	.....	316
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS à l'appui du Fonds de démonstration des technologies de transport des marchandises .....	.....	.....	273	273
Financement à l'égard du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique pour appuyer la phase 2 du projet VIVA de voie rapide réservée aux autobus dans la région de York ( <i>poste horizontal</i> ).....	178	.....	.....	178
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ).....	175	.....	.....	175
Fonds pour la Stratégie écoTRANSPORTS à l'appui du Programme d'alimentation à quai des navires.....	.....	.....	149	149
Fonds à l'appui d'une contribution au gouvernement du Québec pour la reconstruction de la route 185, phase 2, dans le cadre du Fonds Chantier Canada.....	132	.....	.....	132
Fonds pour appuyer les besoins de fonctionnement supplémentaires versés au gouvernement du Québec, pour la mise en œuvre du programme Réno-Systèmes, phase 3, dans le cadre du Fonds Chantier Canada.....	115	.....	.....	115
Montant brut des crédits à adopter	24 289	4 261	10 064	38 614

# TRANSPORTS

## Ministère

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
<b>Fonds disponibles</b>				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 885	.....	.....	2 885
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>21 404</b>	<b>4 261</b>	<b>10 064</b>	<b>35 729</b>
<b>Crédits législatifs</b>				
Fonds liés aux paiements à la Corporation de la Voie maritime du Saint-Laurent conformément aux ententes conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> .....	.....	.....	4 000	
<b>Total des rajustements des crédits</b>				<b>39 729</b>
<b>Transferts</b>				
Transfert à l'Agence spatiale canadienne – Pour faciliter la mise en commun des données générées par RADARSAT-2 et réduire les coûts de service connexes .....	(100)	.....	.....	(100)
Transfert à l'Agence des services frontaliers – Pour améliorer le cadre de la sécurité, du traitement et de la politique inhérent à la sécurité de l'Arctique et à la recherche marine de pays étrangers au Canada.....	(197)	.....	.....	(197)
Transfert à l'Agence des services frontaliers – Pour mettre au point des modèles pour l'établissement d'un processus de mise en correspondance dans le contexte de l'examen des navires commerciaux.....	(199)	.....	.....	(199)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour rehausser la capacité de surveillance du secteur riverain et coordonner l'accès à l'installation de surveillance de la plate-forme de surveillance coordonnée du port de Prince Rupert.....	(200)	.....	.....	(200)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le projet de la trousse à outils opérationnels visant à faciliter l'affectation rapide de ressources dans l'éventualité d'un incident lié à la sécurité maritime .....	(228)	.....	.....	(228)
Transfert au Tribunal d'appels des transports du Canada – Pour absorber une hausse de la charge de travail attribuable à une compétence élargie caractérisée, entre autres choses, par une hausse du nombre de membres du Tribunal et à une augmentation prévue du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires.....	(311)	.....	.....	(311)
Transfert à Pêches et Océans – Pour le règlement de contrats liés au programme d'aviation .....	(387)	.....	.....	(387)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux (11 000 \$) et à Ressources naturelles (3 000 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés .....	(14 000)	.....	.....	(14 000)
<b>Total des transferts</b>	<b>(15 622)</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>(15 622)</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>5 782</b>	<b>4 261</b>	<b>10 064</b>	<b>24 107</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 2 885 325 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (2 136 930 \$) et des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du bureau du ministre (748 395 \$).

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRANSPORTS

## Ministère

<b>Paiements de transfert (dollars)</b>	<b>Crédit</b>	<b>Légal</b>
<b>Contributions</b>		
Code canadien de sécurité.....	4 443 000	.....
Programme de contributions aux services de traversier .....	1 907 325	.....
Stratégie écoTRANSPORTS – Incitatifs pour les technologies de transport des marchandises .....	939 992	.....
Contribution aux provinces pour la modernisation des simulateurs de formation maritime ..	867 000	.....
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers .....	847 056	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières – Système de transport intelligent.....	637 650	.....
Stratégie écoTRANSPORTS – Fonds de démonstration des technologies de transport des marchandises .....	273 319	.....
Stratégie écoTRANSPORTS – Programme d'alimentation à quai des navires.....	148 500	.....
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>10 063 842</b>	.....

## Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 25</b>
Fonds pour aider à contrôler le fret aérien reçu dans des aérogares de passagers dans un certains nombre de petits aéroports éloignés .....	500

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## TRANSPORTS

### Marine Atlantique S.C.C.

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 40</b>
Fonds pour des projets d'infrastructure sur terre et des dépenses de fonctionnement générales .....	99 160
Fonds pour des projets d'infrastructure sur terre, des besoins en matière de santé, de sécurité et d'immobilisations, et d'autres obligations.....	3 045

### **Présent budget supplémentaire des dépenses** **102 205**

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRANSPORTS

## Bureau de l'infrastructure du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 55</b>	<b>Crédit 60</b>	<b>Total</b>
Financement destiné au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale en vue d'appuyer les projets d'infrastructures municipales de moindre envergure, notamment les projets de traitement des eaux et des eaux usées, et les projets culturels ou récréatifs.....	.....	184 188	184 188
Financement pour le Fonds Chantiers Canada, lequel comporte le volet Grandes infrastructures ciblant des projets stratégiques de grande envergure revêtant une grande importance sur les plans national et régional.....	.....	166 512	166 512
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique en vue d'appuyer les projets de grande envergure, tant à l'échelle nationale que régionale, dans des domaines indispensables au soutien de la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens.....	.....	162 250	162 250
Financement pour le fonds de la taxe sur l'essence en vue d'appuyer des projets d'infrastructure municipaux durables sur le plan de l'environnement et favorables à l'assainissement de l'air et de l'eau, ainsi qu'à une diminution des émissions de gaz à effet de serre .....	.....	102 606	102 606
Financement pour le Fonds Chantiers Canada, lequel comporte le volet Collectivités visant à répondre aux besoins des petites collectivités en matière de projets d'infrastructure.....	.....	65 654	65 654
Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière visant à faciliter la mise en œuvre du Plan d'action pour une frontière intelligente afin de réduire la congestion à la frontière, de rehausser la capacité des infrastructures et d'accroître la sûreté et la sécurité aux postes frontaliers.....	.....	18 654	18 654
Financement à l'égard du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique pour appuyer la phase 2 du projet VIVA de voie rapide réservée aux autobus dans la région de York ( <i>poste horizontal</i> ).....	.....	11 804	11 804
Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure en vue d'appuyer l'amélioration du port de Belledune, Nouveau-Brunswick .....	.....	6 000	6 000
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à grande échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada ( <i>poste horizontal</i> ) .....	1 783	.....	1 783
Montant brut des crédits à adopter	1 783	717 668	719 451
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	139	.....	139
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>1 644</b>	<b>717 668</b>	<b>719 312</b>
<b>Crédits législatifs</b>			
Financement pour le Fonds de stimulation de l'infrastructure afin d'accélérer les projets de construction prêts à être entamés des provinces, des territoires et des municipalités, et d'en augmenter le nombre.....			590 751
Financement pour le volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada .....			84 710
Financement pour le Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires .....			75 617
Financement pour le Fonds pour l'infrastructure verte en vue d'améliorer la qualité de l'environnement et, à long terme, de pouvoir diriger une économie durable .....			8 506
Diminution du Fonds de stimulation de l'infrastructure afin de fournir un financement à d'autres ministères fédéraux pour des initiatives approuvées .....			(3 584)

# TRANSPORTS

## Bureau de l'infrastructure du Canada

### Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 55	Crédit 60	Total
Réduction du Fonds pour l'infrastructure verte afin de réaffecter des fonds à Ressources naturelles en vue de soutenir le programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière.....			(25 000)
<b>Total des crédits législatifs</b>			<b>731 000</b>
<b>Total des rajustements des crédits</b>			<b>1 450 312</b>
<b>Transferts</b>			
Réaffectation des ressources à l'interne – À l'appui des dépenses de fonctionnement supplémentaires suivant la mise en œuvre de l'entente de contribution selon les modalités du Fonds pour l'infrastructure verte.....	224	(224)	.....
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>1 868</b>	<b>717 444</b>	<b>1 450 312</b>

### Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 55** : Des fonds autorisés totalisant 138 656 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<b>Contributions</b>		
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale .....	184 188 209	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique .....	174 054 000	.....
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures.....	166 511 712	.....
Programme de paiement de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence .....	102 605 525	.....
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités .....	65 653 982	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	18 654 058	.....
Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	6 000 000	.....
(L) Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure .....	.....	587 166 814
(L) Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, ajout .....	.....	84 709 548
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires ..	.....	75 617 000
(L) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	.....	(16 493 772)
<b>Montant total brut des paiements de transfert</b>	<b>717 667 486</b>	<b>730 999 590</b>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i> .....	224 123	.....
<b>Montant net des paiements de transfert</b>	<b>717 443 363</b>	<b>730 999 590</b>

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## TRANSPORTS

### Société du Vieux-Port de Montréal inc.

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Société du Vieux-Port de Montréal inc. – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

#### **Transferts**

Transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. – Transfert de la Société du Vieux-Port de Montréal inc. du portefeuille de Transports au portefeuille du Conseil privé en raison de la réorganisation gouvernementale qui a transférée la tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée, y compris celle de sa filière la Société du Vieux-Port de Montréal inc., au leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	<b>Crédit 65</b> <b>(7 018)</b>
--	------------------------------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Crédits à adopter**

Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier .....	28 078
Fonds pour des travaux de réfection du pont Champlain .....	900
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés .....	203

#### **Présent budget supplémentaire des dépenses**

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

## Tribunal d'appel des transports du Canada

---

#### **Explication du besoin (en milliers de dollars)**

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

#### **Transferts**

Transfert de Transports – Pour absorber une hausse de la charge de travail attribuable à une compétence élargie caractérisée, entre autres choses, par une hausse du nombre de membres du Tribunal, et à une augmentation prévue du nombre d'appels inhérents aux services aériens, maritimes et ferroviaires .....	<b>Crédit 75</b> <b>311</b>
---	--------------------------------

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

**TRANSPORTS**  
**VIA Rail Canada Inc.**

---

**Explication du besoin (en milliers de dollars)**

VIA Rail Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 80</b>
Fonds pour le manque à gagner lié au budget de fonctionnement.....	75 000
Fonds pour les travaux d'infrastructure sur la subdivision Kingston .....	19 000
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>94 000</b>

*Nota :* Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
1b Dépenses de fonctionnement, les contributions et pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 098 672 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 11 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	2 394 750 072	(26 816 828)	123 369 630	2 491 302 874	
5b Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 51 847 100 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 1 400 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	469 750 707	53 247 100	3 432 287	526 430 094	
7a Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2010 .....	1	.....	.....	1	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	87 196 363	.....	.....	87 196 363	
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile .....	78 649	.....	.....	78 649	
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers .....	10 000 000	.....	.....	10 000 000	
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction .....	3 870 000	.....	.....	3 870 000	
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices .....	.....	.....	.....	.....	

## TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

### Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	(221 825)	.....	.....	(221 825)
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	(742 540)	.....	.....	(742 540)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers .....	(9 024 000)	.....	.....	(9 024 000)
Total du portefeuille.....	2 955 657 427	<b>26 430 272</b>	<b>126 801 917</b>	3 108 889 616

# TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

<b>Crédits à adopter</b>	<b>Crédit 1</b>	<b>Crédit 5</b>	<b>Total</b>
Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (aménagement, entretien et locaux temporaires) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués.....	88 035	.....	88 035
Fonds pour des coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux .....	14 444	.....	14 444
Fonds pour sauvegarder l'information classifiée liée à des contrats et des marchandises et technologies contrôlées .....	13 280	.....	13 280
Fonds pour l'augmentation des demandes de services de traduction et d'interprétation	5 604	.....	5 604
Fonds pour des réparations et des mises à niveau urgentes aux systèmes du centre de données et pour unifier et moderniser le matériel informatique .....	.....	5 103	5 103
Fonds pour aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à lancer des produits innovateurs sur le marché .....	3 840	.....	3 840
Fonds pour les travaux d'avant-projet liés à la reconstruction du Manège militaire de la Grande-Allée de Québec .....	3 650	.....	3 650
Fonds pour remplacer le tunnel Est existant qui relie la Colline du Parlement à la Centrale de chauffage et de refroidissement de la rue Cliff.....	.....	754	754
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie du Canada en matière de cybersécurité afin de protéger l'infrastructure numérique ( <i>poste horizontal</i> ).....	642	.....	642
Montant brut des crédits à adopter	129 495	5 857	135 352
<b>Fonds disponibles</b>			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 125	2 425	8 550
<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>123 370</b>	<b>3 432</b>	<b>126 802</b>
<b>Transferts</b>			
Transfert de l'Agence du revenu du Canada – Pour des services en matière d'installations et de biens immobiliers .....	14 099	.....	14 099
Transfert de Transports (11 000 \$) et de Service correctionnel du Canada (1 400 \$) – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	11 000	1 400	12 400
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des projets d'infrastructure liés au Programme accéléré d'infrastructures .....	(51 847)	51 847	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	(68)	.....	(68)
<b>Total des transferts</b>	<b>(26 816)</b>	<b>53 247</b>	<b>26 431</b>
<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>96 554</b>	<b>56 679</b>	<b>153 233</b>

## Explication des fonds disponibles (dollars)

**Crédit 1** : Des fonds autorisés totalisant 6 125 199 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (5 335 366 \$), des économies cernées dans le cadre de la réduction des budgets du Bureau du ministre (536 455 \$) et d'une diminution des besoins de fonctionnement liés aux services immobiliers (253 378 \$).

**Crédit 5** : Des fonds autorisés totalisant 2 424 800 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du remboursement du financement pour l'aménagement du complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire.

*Nota* : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.